

**UNIVERSITE ROBERT SCHUMAN  
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE STRASBOURG**

**L'Insurrection de Varsovie – août-octobre 1944 - :  
le trou de mémoire français. Une tentative  
d'explication.**



Crédits : Quinon Cécile

**Cécile QUINON**

Mémoire de 4<sup>ème</sup> année d'I.E.P.

Direction du mémoire : Elisabeth Sledziewski

L'Université Robert Schuman n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

« On perd les batailles de l'information et de la mémoire quand on les livre mollement et sans conviction d'avoir raison, non seulement des adversaires, mais aussi des indifférents. Dans le cas contraire, on les gagne. A condition d'étudier les faits, et non de les éluder. »

Alexandra Viatteau, *Histoire de la Pologne* in *Diploweb.com*

# *Sommaire*



Crédits : QUINON Cécile

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>p. 2</b>
<b>PREMIERE PARTIE :</b>	
<b>Le constat d'un manque d'information sur le sujet.....</b>	<b>p. 19</b>
I / Tentative de recensement des informations en France sur ce sujet.....	p. 20
II / L'insurrection de Varsovie, un évènement historique peu enseigné.....	p. 31
<b>DEUXIEME PARTIE :</b>	
<b>Tentatives d'explication de l'oubli français de l'insurrection de Varsovie.....</b>	<b>p. 40</b>
I / La mémoire de l'insurrection en concurrence avec les mémoires communistes et juives de la Deuxième Guerre mondiale .....	p. 40
II / L'oubli de l'insurrection, une illustration de la détérioration des relations franco-polonaises .....	p. 72
III/ Une Russie actuelle, peu disposée à rafraîchir notre mémoire collective....	p. 106
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>p. 130</b>

## INTRODUCTION

### I/ L'ère de la mémoire

#### *A/ A l'Est et à l'Ouest l'engouement pour la mémoire*

«La mémoire retrouvée, c'est un aspect majeur de la libération de l'Europe de l'Est ; c'est aussi un des enjeux et un des terrains d'affrontement de l'histoire qui s'y réalise. »

Ainsi Jacques Le Goff, spécialiste de la notion de mémoire, dévoilait-il une des facettes insoupçonnées de la chute de l'Union Soviétique au début des années quatre-vingt dix dans la préface de l'ouvrage *A l'Est, la mémoire retrouvée*<sup>1</sup>. En effet, une des préoccupations premières des pays d'Europe Centrale après la chute des régimes prosoviétiques fut celle de **rétablir la vérité historique**, revoir le contenu des manuels scolaires, ériger des monuments commémoratifs aux victimes longtemps déniées. Aussi, à l'Est, les mémoires sont-elles « en pleine activité volcanique »<sup>2</sup> car si certains faits historiques ont été refoulés par les régimes communistes, ils n'ont pas pour autant été effacés des mémoires. En 1989, on assiste par conséquent, à une volonté de « réappropriation du patrimoine mémoriel séquestré, nié, endommagé »<sup>3</sup>. Ainsi, la Pologne s'est-elle dotée d'un Institut de la mémoire nationale, chargé d'enquêter sur les crimes commis contre la nation polonaise sous l'occupation allemande et durant la période communiste.

Phénomène devant lequel il semble que les Européens occidentaux ne peuvent rester indifférents, et ce, d'autant plus que la « fausse histoire » diffusée par les régimes communistes a eu, chez eux une influence certaine sur la façon de présenter, d'enseigner l'histoire de ces pays d'Europe centrale. En outre, le concept de mémoire est aussi **à la mode** en Europe de l'ouest. Cette tendance est particulièrement visible en

---

<sup>1</sup> Alain Brossat *A l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris : éditions La Découverte, 1990

<sup>2</sup> Alain Brossat *A l'Est, la mémoire retrouvée*, op. cit., p.31

<sup>3</sup> Alain Brossat *A l'Est, la mémoire retrouvée*, op.cit p.32

France dans ce que Pierre Nora appelle l' « acharnement commémoratif »<sup>4</sup> ou bien ce que Tzvetan Todorov nomme la « maniaquerie commémorative ».

Les raisons de cet engouement pour la commémoration sont diverses. Certains auteurs comme Jean-Charles Szurek pensent que celle-ci est « due en grande partie aux **ruptures des sociabilités traditionnelles** (affaiblissement des liens de localité, du lien familial) [qui] a conduit de nouvelles générations à questionner des passés qui ne leur ont pas été transmis (...) ». Todorov parle aussi du **besoin d'identité collective** d'autant plus exacerbé qu'il se développe dans un contexte de globalisation et d'homogénéisation des identités. Pour Nora, le concept de mémoire s'est popularisé car on lui a prêté diverses fonctions sociales : il permettrait de **reconstituer le tissu social** tout en fortifiant le sentiment national et ce concept offrirait la possibilité d' « enrichir le sentiment national de pans d'histoire refoulés »<sup>5</sup>. Enfin, Todorov explique l'ère de la mémoire par l'action de groupes de victimes qui ont un intérêt fort à ce que leur mémoire soit reconnue. En effet, bénéficier du « **statut de victime** » donne droit à des privilèges certains dont une forme de crédit, de légitimité à se plaindre et à réclamer.

### *B / Les risques de la notion de mémoire*

Cependant, il semble qu'avant d'utiliser la notion de mémoire ou de devoir de mémoire, il faille prendre conscience des risques, dangers que la manipulation de tels concepts renferme.

Tout d'abord, comme le montre parfaitement l'ouvrage déjà cité *A l'Est, la mémoire retrouvée*, la mémoire historique est un **enjeu de lutte**, elle peut être manipulée et ce, même par des régimes démocratiques. En effet, la mémoire a un **aspect agressif** : chacun lutte pour avoir sa part dans le gâteau de la mémoire collective, véritable « combustible à légitimation »<sup>6</sup>. Or, ressasser des événements historiques douloureux peut être un **obstacle à la réconciliation**, à la paix sociale, des conflits de mémoire peuvent ainsi apparaître entre victimes comme on a pu le voir en ce qui concerne les déportés d'Auschwitz.<sup>7</sup> Aussi, laisser la mémoire collective aux mains de groupes de

---

<sup>4</sup> Pierre Nora, *L'ère de la commémoration* in *Les Lieux de mémoire*, tome III *De l'archive à l'emblème* Paris : Gallimard, p. 983

<sup>5</sup> Pierre Nora, *L'ère de la commémoration...*, op.cit., p.1010

<sup>6</sup> Alain Brossat, *A l'Est, la mémoire retrouvée*, op.cit. p.25

<sup>7</sup> Cf Jean-Michel Chaumont *Concurrence des victimes* Paris : La découverte, 2002, 380p

pression obstinés et vindicatifs semble être particulièrement dangereux car cela conduit à la désignation d' « ennemis » qui servent à des intérêts politiques dangereux.

La mémoire n'est pas neutre, il faut donc en faire un « **bon usage** » comme le préconisait Tzvetan Todorov lors d'un colloque à Auschwitz en 1992<sup>8</sup>, c'est-à-dire faire en sorte que la mémoire serve une juste cause, et ne favorise pas simplement des intérêts personnels.

Un autre piège qu'il faut éviter lorsque l'on traite du devoir de mémoire, de construction d'une mémoire collective à partir des mémoires privées est celui de **substituer la mémoire à l'histoire savante**. La mémoire, « c'est de l'émotion »<sup>9</sup>, elle est affective, chaleureuse ; l'histoire quant à elle est générale, austère et rationnelle. Jean-Pierre Rioux, directeur de la revue *Vingtième siècle* a pu dénoncer à ce propos une « dictature du court terme »<sup>10</sup> : le devoir de mémoire étant d'agir dans le présent pour combattre une injustice passée, il ne se soucie pas d'une intégration des connaissances historiques, le but est d'agir et vite. Rioux parle ainsi d'une « mémorisation rendue impossible dans le tourbillon du « présentisme » ».

Or, finalement, le plus important pour les victimes, les survivants d'un génocide, d'un crime, n'est-il pas que le fait historique soit connu et apprécié par chacun plutôt qu'il fasse l'objet d'une loi de réhabilitation, d'un discours politique qui, une fois promulguée, prononcé retombent dans l'oubli ? Il semble ainsi que les témoignages, les récits et mémoires de victimes, pour être compris, doivent s'accompagner d'un enseignement précis et pédagogique des faits historiques. En effet, mémoire et histoire savante ne s'opposent pas, elles se **complètent**. C'est ce qui a été rappelé par un collectif d'historiens dans « l'appel des 19 » en France, à l'occasion du débat sur les lois mémorielles :

« L'histoire n'est pas la mémoire. L'historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. **L'histoire tient compte de la mémoire**, elle ne s'y réduit pas. »<sup>11</sup>

---

<sup>8</sup>Pour lire les réflexions de ce colloque : Todorov Tzvetan, *Les Abus de la mémoire*, Paris : Arléa, 1998, 60p.

<sup>9</sup> Françoise Chandernagor in *L'Histoire*, n°306 février 2006, p.85

<sup>10</sup>Jean-Pierre Rioux *Perte de mémoire et déni du temps* in revue *Regard sur l'actualité* n° 325, nov. 2006

<sup>11</sup> *L'appel des 19*, pétitions signées par 444 personnes le 9/01/2006, dans *L'Histoire* n°306, fév. 2006 p.79

La mémoire se différencie également de l'histoire en ce qu'elle peut être sélective. Ainsi Denis Paillard déclarait, dans *A l'Est, la mémoire retrouvée* : « Plus le passé est lointain plus il est présenté comme le lieu de toutes les vertus »<sup>12</sup>. En effet, la tendance à **l'embellissement du passé**, à sa sacralisation et à l'effacement de ses points noirs est inhérente à la notion de mémoire. Or : « la **sacralisation** empêche de tirer, du cas particulier, une leçon générale, de faire communiquer passé et présent ; elle empêche donc ceux qui n'appartiennent pas au groupe concerné de profiter de son expérience. »<sup>13</sup> Comme le montre Andrzej Paczkowski dans un article intitulé *Nazisme et communisme dans l'expérience et la mémoire polonaise*<sup>14</sup>, la propagande communiste, en dénigrant certains faits de résistance a développé la transmission au sein de la famille de faits très idéalisés. Le refoulement de la mémoire d'évènements tragiques mais tabous a pour conséquence l'édulcoration des souvenirs. Concernant les pays de l'Est, il faut donc compléter la mémoire avec l'histoire savante tout particulièrement afin de ne pas retomber dans une autre « fausse histoire ».

## II/ La mémoire et l'histoire de l'insurrection de Varsovie

En février 2005, je suis entrée par hasard dans la salle de la Bourse à Strasbourg pour y visiter une exposition dont le titre m'avait interpellée : *Vers la liberté, l'Etat polonais clandestin 1939-1945, l'insurrection de Varsovie août - octobre 1944*. J'y ai découvert, très surprise, l'ampleur et la tragédie d'un événement dont j'avais vaguement entendu parler lors d'un cours de préparation aux études politiques à l'université de Nancy II mais dont la signification m'avait échappée. Cette exposition m'a profondément touchée et j'ai pris la décision ferme de consacrer mon travail de quatrième année à cet évènement crucial de l'histoire polonaise. En effet, très vite, je me suis rendue compte que mon oubli et ma méconnaissance de l'Insurrection n'étaient pas un cas exceptionnel et qu'il existait un véritable trou de mémoire en France sur ce sujet.

---

<sup>12</sup> Paillard Denis *Figures de la mémoire : Mémorial et Pamiat* in A. Brossat, *A l'Est, la mémoire retrouvée*, op. cit.

<sup>13</sup> Tzvedan Todorov, *Ni banalisation, ni sacralisation : Du bon et du mauvais usage de la mémoire*, in *Monde Diplomatique*, avr.2001.

<sup>14</sup> Paczkowski Andrzej *Nazisme et communisme dans l'expérience et la mémoire polonaise* in Henri Rousso, *Stalinisme et nazisme, histoire et mémoire comparées*, Bruxelles : éditions Complexe 1999, p. 307

C'est dans cette optique que j'ai choisi de passer ma troisième année en Pologne, où j'ai pu recueillir des témoignages, lire des ouvrages, suivre des cours d'histoire sur le sujet mais aussi visiter deux fois le récent musée de l'Insurrection de Varsovie et prendre des photographies des divers monuments commémoratifs qui ornent la capitale polonaise.

J'ai pu y apprendre que cet événement avait été tabou en Pologne car la mémoire de cet événement n'a pu être publiquement célébrée qu'après la chute du régime communiste en 1989. En effet, durant la période stalinienne, il était **interdit de rendre hommage** à l'Insurrection, les anniversaires n'étaient pas célébrés et aucune statue ne fut élevée en son honneur.

Or, ce qui est particulièrement intéressant concernant l'Insurrection, est que ce sujet fut également tabou en Occident et tout particulièrement en France alors même qu'il y régnait la liberté d'expression. Aujourd'hui encore, cet événement reste méconnu des Français. Malgré l'accès aux archives, l'entrée de la Pologne dans l'Union, la relation historique forte et toujours d'actualité<sup>15</sup> entre la France et la Pologne, l'insurrection de Varsovie reste un de ces événements oubliés de l'histoire<sup>16</sup>. J'ai donc choisi de cadrer mon travail sur cet aspect de l'Insurrection de Varsovie, qui me semble particulièrement intéressant. Mais peut-être faut-il tout d'abord remémorer ce que fut l'insurrection de Varsovie dans les faits, ses conséquences pour la Pologne et sa portée.

#### *A/ Le contexte : la Pologne, pays occupé depuis 1939.*

Depuis 1939, la Pologne est occupée pour à **l'Ouest par les nazis, à l'Est par les Soviétiques** selon les plans du Pacte germano-soviétique. Dans les deux parties, les Polonais furent soumis à des exécutions sommaires, une volonté d'éradiquer leur culture par la fermeture des écoles, des universités et l'interdiction de la langue polonaise. Arrestations, assassinats, déportations d'intellectuels, de prêtres, pillage des ressources culturelles rythment la vie des Polonais depuis le début de la guerre. Ainsi, comme a pu le souligner le Président allemand Roman Herzog lors de la

---

<sup>15</sup> Une des preuves de cette relation privilégiée s'incarne dans l'organisation du Triangle de Weimar réunissant l'Allemagne, la France et la Pologne, à l'origine de réunions régulières entre les chefs d'Etat des trois pays traitant de la coopération diplomatique en Europe.

<sup>16</sup> E. Sledziowski le constate également dans un article du 6/08/1994 du *Figaro* : « Le mauvais souvenir fut chassé si vite et si bien que la plupart de nos contemporains, Français entre autres, ignorent aujourd'hui jusqu'à l'existence de la bataille de Varsovie. »

Commémoration de l'insurrection en 1994 : « ...le début du martyre du peuple polonais n'a pas débuté le 1<sup>er</sup> août 1944, mais dès le 1<sup>er</sup> septembre 1939. »<sup>17</sup> A Varsovie par exemple, tous les noms de rue, de place ont été germanisés. Une saisissante illustration du traitement des Polonais par les nazis peut être donnée par la citation du Gouverneur Général nazi en Pologne Hans Frank dans une interview pour un journal allemand en 1940 :

« A Prague, de grandes affiches annoncent que 7 Tchèques ont été fusillés ce jour-là. Je me suis alors dit : Si je voulais consacrer une affiche à chaque série de 7 Polonais fusillés, toutes les forêts polonaises ne seraient pas en mesure de fournir suffisamment de papier. »<sup>18</sup>

Après l'agression de l'Allemagne contre l'URSS le 22 juin 1941, tout le territoire de la Pologne s'est retrouvé sous le joug du **seul occupant nazi**. Lors de l'invasion en 1939, le gouvernement polonais élu s'est d'abord échappé en **Roumanie**, puis en **France** à Angers avant de s'établir à **Londres**. En Pologne, un véritable Etat clandestin s'est progressivement mis en place, phénomène unique en Europe. Celui-ci comprenait une armée appelée « **Armée de l'Intérieur** » (Arma Krajowa), une **organisation clandestine de l'Education** (celle-ci a permis aux jeunes Polonais de continuer à étudier et à recevoir des diplômes)<sup>19</sup>, des **journaux clandestins**, une **radio**, un **système judiciaire et une police**. La structure de l'Etat polonais clandestin s'organisait autour d'un Conseil d'Unité Nationale, sorte de Parlement, d'une Délégation du gouvernement de la République Polonaise et des services déconcentrés régionaux<sup>20</sup>.

Les actes de résistance sont nombreux en Pologne occupée : sabotage, attentats, harcèlement de l'ennemi. A titre d'exemple, en 1941, 2 842 locomotives allemandes ont été détruites ou endommagées<sup>21</sup> par la résistance polonaise. **L'Arma Krajowa (AK)**

---

<sup>17</sup> Documents d'Actualité Internationale, 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'insurrection de Varsovie : allocation du président allemand Roman Herzog à l'occasion de la Commémoration de l'insurrection (Varsovie, 1<sup>er</sup> août 1994), P. 463

<sup>18</sup> Interview du 6 février 1940 du Gouverneur Hans Frank accordée au journal berlinois le *Volkischer Beobachter*.

<sup>19</sup> Cf Ewa Bukowska, *L'enseignement clandestin en Pologne dans les années 1939-1945*, publié le 13/02/2005, accessible sur le site : <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2007]

<sup>20</sup> Cf Dr Marek Ney-Krwawicz, *L'Etat polonais clandestin et l'Armée de l'intérieur* publié le 1/10/2001, sur le site : <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2007]

<sup>21</sup> *Sabotage and Diversionary Activities 1941-44* in « Rapport du Commandant de l'Armée de l'Intérieur adressée à l'état-major du Chef suprême à Londres »

comptait **360 000 hommes**, elle obéissait aux ordres du gouvernement en exil à Londres. Elle était organisée en Pologne selon un découpage par régions militaires. La région de Varsovie était l'une d'entre elles et réunissait 50 670 soldats. A côté de cette force armée importante, l'**Armée populaire** (Arma Ludowa) rassemblait environ **8 000 hommes** et le Corps de sécurité 700 hommes. Ces deux formations se séparaient de l'AK du fait de leur obéissance communiste et leur soumission au gouvernement dit « de Lublin »<sup>22</sup>.

#### *B/L'opération Burza et les motivations de l'insurrection*

En novembre 1943, l'opération dite « Tempête » (« **Burza** ») est mise en place, elle est sensée aider la progression de l'Armée rouge en Europe par la multiplication des actes de harcèlement de l'occupant nazi et l'insurrection des villes proches du front. Initialement, Varsovie ne devait pas faire partie des zones de combat mais finalement, la capitale polonaise est choisie pour être le lieu d'une insurrection contre l'occupant. Ce changement tardif a nui à l'insurrection par la suite du fait que Varsovie n'a pu s'approvisionner en armes de façon suffisante.

Dès mai 1944, les Soviétiques exhortent les Polonais à une action armée et ce, jusqu'à la veille de l'insurrection : sur les ondes de la radio de Moscou « Kosciuszko », les 29 et 30 juillet 1944, les Varsoviens entendent des appels à combattre contre l'occupant allemand<sup>23</sup>.

Pour comprendre pourquoi le peuple de Varsovie ne fit pas la sourde oreille aux incitations soviétiques il faut se remémorer, premièrement, la longue tradition d'insurrection polonaise. En **1794**, il y eut l'insurrection menée par Tadeusz Kosciuszko puis celle de novembre **1830** sous les ordres de Wysocki et enfin celle de janvier **1863** menée par Padlewski et Langiewicz, toutes trois dirigées contre l'occupant russe. L'insurrection de Varsovie est la seule grande insurrection dirigée contre les Allemands mais elle n'est toutefois pas complètement dénuée de lien avec le facteur russe.

Deuxièmement, comme nous avons pu l'énoncer plus haut, l'occupation de Varsovie fut sanglante, le **caractère de plus en plus insupportable de la terreur** exercée par

---

<sup>22</sup> Chiffres tirés de Alexandra Viatteau *Varsovie insurgée* Bruxelles : éditions Complexe, 1984, p. 21-22

<sup>23</sup> Alexandra Viatteau dans *Staline assassine la Pologne*, Paris : éditions du Seuil, 1999 : chapitre VIII *Le crime de Staline contre Varsovie*, p178, elle relate des appels de la radio Kosciuszko encourageant à l'insurrection diffusés le 30 juillet à 15H, 20H55, 21H55 et 23H.

l'occupant a certainement entraîné le développement d'un désir de vengeance grandissant chez les Varsoviens.

Enfin, comme le met en exergue Alexandra Viatteau, les Varsoviens éprouvent le besoin de se battre pour leur indépendance, leur liberté :

« Les insurgés cèdent à l'impulsion de se battre enfin à visage découvert, **aux couleurs polonaises** sur une parcelle de sol libéré, gouverné par soi-même et indépendant aussi longtemps qu'il sera tenu. »<sup>24</sup>

En effet, les Polonais se sont battus aux côtés des Français, des Britanniques, des Américains mais ce qu'ils souhaitent en premier chef, c'est de se battre pour leur pays. De son côté, le gouvernement polonais était quelque peu divisé. Sosnkowski, le commandant en chef de l'armée de l'Intérieur, alors en Italie, se déclare contre l'insurrection, il ne croit pas en effet à l'aide de l'Armée rouge aux insurgés. Mais le gouvernement de Londres, qui ne reçoit pas sa dépêche à temps, se déclare en faveur du soulèvement de la capitale le 26 juillet 1944 laissant au gouvernement délégué le choix de la date.

Comme je l'ai mentionné plus haut, le facteur soviétique n'est pas étranger à l'insurrection. Une des motivations politiques du gouvernement en exil de donner le feu vert à l'insurrection est, qu'en se libérant par eux-mêmes du joug nazi, les Polonais préviendraient l'occupation de la capitale par les Russes. Ils accueilleraient ceux-ci en vainqueurs affirmant ainsi la légitimité du **gouvernement de Londres** face à l'illégitimité de celui de Lublin. Ainsi, le Président du Conseil du gouvernement de Londres, Stanislaw Mikolajczyk, pressé par les Alliés, est à Moscou les 3 et 9 août 1944 pour faire valoir auprès de Staline ce soulèvement comme un **signe de bonne volonté polonaise** dans les négociations alliées concernant les frontières de la Pologne et le futur gouvernement polonais. Or, Staline va retourner cet argument contre Mikolajczyk en le soumettant à un chantage : « Nous ne pouvons rien faire pour la Pologne tant que vous n'avez pas reconnu la ligne Curzon. »<sup>25</sup>. De plus, il exige un accord entre le gouvernement de Lublin et celui de Londres. Face aux réticences de Mikolajczyk, Staline fait donc arrêter l'avancée de l'Armée Rouge.

### *C/La bataille de Varsovie, les faits.*

---

<sup>24</sup> Alexandra Viatteau *Varsovie insurgée*, op. cit. , p.14

<sup>25</sup> Alexandra Viatteau *Varsovie insurgée*, op. cit. , p.74

Le général Komorowski, appelé Bór, prit la décision de déclencher l'insurrection le **1<sup>er</sup> août 1944 à 17H** après avoir reçu l'information décisive que l'Armée rouge est aux portes de Varsovie, dans le quartier de Praga, de l'autre côté de la Vistule. Cependant, cette information s'est avérée par la suite plus qu'improbable ce qui coûtera cher aux insurgés. Les 50 670 soldats de l'Armée de l'Intérieur font face à 20 000 soldats de la Wehrmacht bien armés, 5710 SS, 3500 hommes en armes et plusieurs unités blindées. Selon Alexandra Viatteau, les munitions des insurgés pouvaient servir pour **deux à trois jours** de combat seulement<sup>26</sup>. L'insurrection a duré **deux mois**.

La chronologie de la bataille de Varsovie peut être appréhendée selon trois périodes: d'abord, l'offensive : du 1<sup>er</sup> août au 4 août, puis, une Armée de l'Intérieur sur la défensive, tentant vainement de préserver ses positions et enfin, la véritable agonie des insurgés de la fin septembre à la capitulation en octobre 1944.

Dès le 1<sup>er</sup> août, la ville se parent de barricades faites avec les « moyens du bord », de panneaux indiquant la position des snipers pour les civiles. Dans les lieux libérés par les insurgés aux premiers jours de l'insurrection, des hôpitaux, des cuisines, une organisation administrative se mettent en place, l'ivresse de la liberté y règne. Mais elle est de courte durée. Les nazis pillent, brûlent, détruisent tout ce qui se trouve sur leur passage, ils violent, assassinent les civils, les médecins, les blessés, utilisant les prisonniers comme boucliers d'assaut. Ainsi, dès les premiers jours d'août, il y aurait eu au moins 38 000 victimes. En outre, les nazis ne respectent pas la Convention de Genève de protection des prisonniers de guerre : torturant, brûlant vifs et massacrant impunément les soldats de l'Arma Krajowa.

Si l'Armée rouge ne donne plus signe de vie de l'autre côté de la Vistule, les Allemands quant à eux, renforcent leurs troupes. En effet, le Führer a déclaré qu'il souhaitait voir **s'effacer Varsovie de la surface de la terre**<sup>27</sup>.

Fin août, le commandement de l'Armée de l'Intérieur quitte la vieille ville par les **égouts**. Ceux-ci deviennent en effet un moyen de circuler de façon plus sûre pour les civils comme pour les soldats. Cependant, beaucoup s'y égarent, s'asphyxient,

---

<sup>26</sup> Alexandra Viatteau 2003 *L'insurrection de Varsovie, la bataille de l'été 1944* La bataille – « insurrection »- de Varsovie, synthèse et chiffres Paris : Presse de l'Université Paris Sorbonne, , Paris, 124p

<sup>27</sup> Premier ordre d'Adolf Hitler et de Heinrich Himmler au SS-Obergruppenführer Erich von dem Bach, le 1er août 1944: „Die ganze Stadt sei dem Erdboden gleichzumachen, d.h. alle Hauser, Strassen und alles, was sich in der Stadt befindet, soll zerstört werden.“

deviennent fous, se noient comme l'illustre si magistralement Andrzej Wajda dans son film *Kanal* de 1957. Depuis, le 1<sup>er</sup> août, l'Armée rouge n'a pas fait une seule apparition. Les avis entre historiens divergent, la raison avancée par le commandement soviétique est celle d'une armée épuisée qui avait besoin de repos et qui a dû faire face à une violente contre-attaque allemande jusqu'au 8 août. Pour justifier leur inaction par la suite, les Soviétiques avancent le fait d'un manque de coordination entre le commandement de l'A.K. et celui de l'Armée rouge et le fait que l'attaque de la ville n'était pas prévue dans les plans soviétiques. Ces arguments sont contestés par Alexandra Viatteau qui avance le fait que Rokossovki et Joukov avaient préparé les plans d'assaut de la ville et que jusqu'au 9 septembre, il y eut «...au moins une vingtaine de constations officielles polonaises, britanniques, américaines d'obstruction de Moscou pour empêcher les Polonais de vaincre...»<sup>28</sup>.

Il semble que malgré tout Staline ait décidé de stopper volontairement sa progression et ne pas porter d'aide aux insurgés au regard de sa rencontre avec Mikolajczyk dont j'ai parlé plus haut. La propagande a d'ailleurs commencé son travail de fabrication d'une fausse histoire sous l'impulsion de Staline lui-même qui taxe dès août d'« aventuristes » les insurgés polonais. On peut citer sur ce point l'ouvrage de Jean Cathala *Sans fleurs ni fusils* :

« A l'approche de l'Armée Rouge, la radio de Moscou en polonais avait pourtant appelé au soulèvement. Mais les journaux, d'abord à peu près muets sur l'insurrection, la taxent maintenant « d'aventurisme » ; elle aurait été déclenchée **sans concertation** avec le commandement soviétique, sur l'**investigation des « émigrés de Londres »**, afin que leurs **partisans** soient maîtres de Varsovie avant l'arrivée des Russes. »<sup>29</sup>

De même, le journal *La Pravda*, dans son éditorial du 19 août 1944, parlera en ces termes de l'insurrection de la capitale polonaise :

« Seuls des aventuriers extrêmement **abrutis** sont capables de penser qu'on peut remporter une victoire avec une insurrection d'hommes sans armes dans une ville remplie d'Allemands munis de chars et de canons ».

Le 20 août 1944, Churchill et Roosevelt s'adressèrent à Staline pour lui demander d'aider les insurgés :

---

<sup>28</sup> Alexandra Viatteau *La bataille –« insurrection »- de Varsovie, synthèse et chiffres*, op.cit. p.29

<sup>29</sup> Jean Cathala *Sans fleurs ni fusils*, Paris : Albin Michel, 1981, p.372

« Nous pensons à ce que sera la réaction de l'opinion mondiale, si les anti-nazis de Varsovie étaient en fait, abandonnés.

La réponse de Staline ne se fait pas attendre :

« Tôt ou tard, la vérité sur la **poignée de criminels** qui ont déclenché l'aventure de Varsovie pour prendre le pouvoir, sera connue de tous. »<sup>30</sup>

L'aide alliée aux insurgés sera sporadique et limitée. Il y eut en tout 24 parachutages anglais et un américain<sup>31</sup>. Malheureusement, nombre de munitions et vivres alliés tombent côté allemand. Staline refusant de laisser à disposition des Alliés ses bases aéronautiques, les avions décollent d'Italie et ont des problèmes d'approvisionnement en carburant. Par conséquent, 19 équipages britanniques et sud-africains ainsi que 156 équipages polonais trouvèrent la mort dans leurs missions. Début septembre, Churchill s'insurge contre **l'obstruction soviétique** et déclare qu'il ne tiendra plus compte du refus d'utiliser les bases aéronautiques. Staline autorisera par conséquent une flotte d'avions américains à atterrir sur le sol contrôlé par les Soviétiques après avoir parachuté de l'aide aux insurgés.

Le 9 septembre, le commandant de l'A.K. est proche de capituler, les vivres s'épuisent, il n'y a plus de munition, les stocks d'eau baissent dramatiquement, le nombre de victimes civiles s'accroît de jour en jour... Mais une dépêche de Londres annonce alors une expédition aérienne et l'Armée rouge soudainement se réveille et **libère le quartier de Praga**. La capitulation est abandonnée, les insurgés, plein d'espoir, mais au bord de l'épuisement, se remettent au combat.

Le 16 septembre, la **division Kosciuszko**, rassemblant des soldats d'origine polonaise incorporés dans l'Armée rouge et menés par le général Berling, entreprend de traverser la Vistule et de rejoindre leurs compatriotes. Cependant, la résistance ne contrôlant la rive gauche de la Vistule que dans le quartier de Czerniakow, ces soldats de l'Armée rouge sont massacrés par les Allemands. Le reste de l'Armée rouge ne leur a offert à vrai dire aucun soutien : aucune couverture aérienne ni assistance d'artillerie ne leur ont été accordés. Selon Edmond Gogolewski, cette opération a fait 3 764 tués, blessés ou

---

<sup>30</sup> Thèse de François Pierre Lévêque, *Les relations franco-soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale*, 1993, p.966

<sup>31</sup> Alexandra Viatteau *Varsovie insurgée*, op.cit., p.136

disparus<sup>32</sup>. Le 22 septembre, le Commandement soviétique donne **l'ordre d'évacuer Czerniakow** où les insurgés se battent pourtant pour chaque maison.

Face au désastre, avant de prendre de nouveau la décision de capituler, Bor envoie des dépêches à Londres et au commandement soviétique réclamant un ultime secours. Ne recevant aucune réponse, le **3 octobre 1944**, le général Komorowski signe l'acte de capitulation avec l'occupant, acte qu'il juge « honorable ». Les soldats de l'A.K., du fait des efforts polonais, réussissent à obtenir le **statut de combattants** qui leur permet de bénéficier de la protection de la Convention de Genève concernant les prisonniers de guerre.

Cependant, 550 000 Varsoviens furent chassés de chez eux, 165 000 sont déportés par train, dans des conditions épouvantables, condamnés aux travaux forcés dans le Reich, 60 000 autres furent déportés dans les camps de concentration et d'extermination dont Auschwitz.

#### *D/ Le bilan*

Néanmoins, ainsi que l'a affirmé le grand historien de la Seconde Guerre mondiale Michel Henri à propos des insurgés : « Ils ont perdu totalement, militairement et politiquement ; mais **moralement ils ont gagné**.<sup>33</sup> »

En outre, comme le souligne Alexandra Viatteau, l'insurrection de Varsovie a donné un signal fort aux gouvernants soviétiques : la Pologne est capable de résister militairement à l'occupant qui souhaite brider son indépendance. Par conséquent, en octobre 1956, lors des manifestations et grèves contre le régime, Moscou hésita à écraser la révolte comme ce fut fait par la suite pour Budapest. Alexandra Viatteau relate ainsi :

« Cependant, lorsque Khrouchtchev téléphona à Gomulka pour le menacer de faire avancer l'armée soviétique en Pologne, Gomulka lui répondit froidement : « Dans ce cas, je m'adresse immédiatement à la Nation par radio pour le lui annoncer. » Et Khrouchtchev préféra laisser tomber. »<sup>34</sup>

---

<sup>32</sup> Edmond Gogolewski *La Pologne et les Polonais...*, op. cit., p.177

<sup>33</sup> Henri Michel *Et Varsovie fut détruite*, Paris : Albin Michel, 1984, p.339

<sup>34</sup> Entretien d'Alexandra Viatteau par Bernard Dumont *Varsovie 44, Une insurrection exemplaire, soixante ans après*. Revue Catholica n°85, automne 2004

Mais le prix de l'insurrection fut très lourd. Les pertes civiles à Varsovie s'évaluent entre 130 000 et 200 000 morts. Quant à l'A.K., près de 18 000 de ses soldats ont perdu la vie. Côté allemand, il y eut à peu près 20 000 morts ce qui est assez étonnant pour une bataille aux forces si peu proportionnées. A. Viatteau donne l'exemple édifiant de la Brigade Dirlewanger qui comptait 3 360 hommes avant l'insurrection et en a perdu 2 715. Aussi, Himmler, lui-même, a déclaré que la seule **bataille comparable à celle de Stalingrad** fut celle de Varsovie.

Non seulement la capitale polonaise a perdu 550 000 habitants, mais en plus, elle fut détruite à 87% par les nazis qui allèrent jusqu'à arracher les rails de tramway. Lorsque finalement, le 17 janvier 1945, les détachements de l'Armée rouge et de l'Armée populaire polonaise ont libéré la capitale de la Pologne, Varsovie ne comptait plus que 160 000 habitants et était une vraie **mer de gravats**. On pouvait ainsi lire dans le « Daily express » du 6 février 1945 : « Varsovie est tout simplement le plus grand amas de ruines dans le monde. »

#### *E/ L'après insurrection*

Quant aux soldats de l'A.K., ils seront **pourchassés**, emprisonnés, parfois assassinés par les autorités soviétiques de sécurité, ils sont souvent mis dans les mêmes cellules que les criminels de guerre allemands. Des procès sommaires à la méthode soviétique sont organisés dans la Pologne « libérée » pour juger les « terroristes » de l'A.K.<sup>35</sup> En mars 1945, le général soviétique Ivanov propose aux dirigeants de l'AK retournés dans la clandestinité des pourparlers communs. **Seize dirigeants polonais civils et militaires** répondent à son invitation, ils sont arrêtés dès leur arrivée et emprisonnés à Moscou. Du 17 au 21 juin, a lieu leur procès et trois seulement seront acquittés. Le général Okulicki et Jankowski décédèrent en prison peu après.

Pendant la période staliniste, on accuse les insurgés, comble de l'histoire, de « **collaboration** avec les Allemands », on les traite de « fascistes », d'aristocrates aventuriers. Le but est alors de convaincre la population que l'A.K. était une organisation de nationalistes de droite proche du nazisme. Or, comme le souligne Alexandra Viatteau, ce sont des **politiques de centre-gauche** qui ont poussé au déclenchement de la Bataille de Varsovie. La droite nationale était contre l'insurrection

---

<sup>35</sup> Voir sur ce point les témoignages recueillis par Alexandra Viatteau dans *Staline assassine la Pologne*, op.cit., p.246

de la capitale.<sup>36</sup> L'insurrection devient alors un sujet tabou dont il n'est pas question dans les manuels d'histoire.

Puis, après 1956, les communistes changent de cap : la propagande reconnaît l'héroïsme des soldats ordinaires qui se sont sacrifiés. Cela est mis en balance avec le cynisme, **l'irresponsabilité du gouvernement de Londres** qui servait ses propres intérêts et ceux de la classe dirigeante. On tente de mettre d'un côté les civils, qui se sont battus comme ils le pouvaient, avec beaucoup de bravoure, et de l'autre, les dirigeants politiques, qui, pour des **querelles personnelles** et des intérêts de pouvoir ont déclenché l'insurrection.

C'est également la théorie que développait déjà Staline devant les Alliés le 20 août 1944, lorsque ceux-ci demandèrent au dirigeant soviétique d'intervenir pour aider les insurgés :

« Ces gens ont **utilisé la confiance des Varsoviens**, en jetant nombre d'entre eux presque sans armes sous les canons, les tanks et l'aviation des Allemands. Il s'est créé une situation où chaque jour qui passe n'est pas utilisé par les Polonais pour libérer Varsovie, mais par les hitlériens qui fusillent sauvagement les Varsoviens. »<sup>37</sup>

### III/ L'insurrection de Varsovie, un fait historique oublié en France

Ainsi l'insurrection de Varsovie apparaît comme un fait historique qui a toute son importance dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale mais, comme cela va être démontré par la suite, ce fait n'a pas obtenu la place qu'il méritait.

Cependant, prenant en compte les remarques que j'ai pu énoncer sur les dangers de l'utilisation abusive de la mémoire, je souhaite souligner que mon travail ne consistera pas à faire l'apologie d'une Pologne innocente et martyre lors de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le refoulement de la mémoire de cet événement a pu conduire en Pologne à une idéalisation des faits dont il faut savoir tenir compte. Andrzej Paczkowski, dans un article intitulé *Nazisme et communisme dans l'expérience et la mémoire polonaises*, souligne ce danger à éviter :

---

<sup>36</sup> *Revue d'Etudes Slaves*, 2004, p.307-320

<sup>37</sup> Thèse de François Pierre Lévêque, *Les relations franco-soviétiques...*, op.cit., p.966

« La Pologne apparaît en général non seulement comme victime innocente mais, à cause de cette dimension de la **martyrologie** et du manque de collaboration comme une **sainte**. »

L'auteur souligne qu'il y eu forcément une collaboration minimale : celle des ouvriers dans les usines d'armement polonaises, celle de la police polonaise, celle des Polonais qui ont dénoncé des Juifs aux nazis et qui ont dérobé leurs biens. Cependant, la tendance naturelle à « évacuer de la mémoire ce qui est **gênant** » a conduit au fait qu'aucun travail d'historien polonais n'a été écrit sur la question. Je me positionne donc dans une optique de neutralité, et, à l'instar d'Andrzej Paczkowski, adhère à l'idée que : « Les Polonais jouaient le rôle de victimes et de bourreaux, d'administrateurs et de camarades, de « pour » et de « contre », de ceux qui ont gagné et de ceux qui ont perdu, de résistants (en actes et en paroles) et de dénonciateurs. »

De fait, mon travail se situera dans l'optique de la **compréhension de l'oubli** d'un événement historique et non dans une optique de glorification de l'attitude polonaise pendant la guerre.

Certains répondront à la question de l'oubli de l'Insurrection de Varsovie posée dans ce travail qu'ici, comme ailleurs, de nombreux événements, pourtant capitaux, tragiques, meurtriers restent méconnus par la plupart des Français et non enseignés dans les écoles. Cependant, placée plus spécifiquement dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale, l'insurrection de Varsovie n'est pas un événement uniquement polonais sans intérêt pour la France. De multiples acteurs, dont les Alliés, étaient présents et le soulèvement des Varsoviens a eu des **conséquences au-delà des frontières polonaises**.

En outre, ce pays n'est plus une contrée lointaine de l'Europe de l'Est, dont l'accès nous est difficile, le langage inaccessible. Le mur est tombé il y a maintenant 17ans et la Pologne fait désormais partie de l'Union Européenne.

De plus, la Pologne est un pays avec lequel la France a toujours eu **une relation particulière**. La résistance polonaise a souvent trouvé refuge à Paris et les Polonais ont aussi fait partie des troupes napoléoniennes. D'autre part, la Pologne a toujours été et reste au cœur des alliances diplomatiques françaises en Europe Centrale<sup>38</sup>. D'ailleurs, la

---

<sup>38</sup> Cf. l'article d'un ancien ambassadeur de Pologne en France : Stefan Meller *La Pologne et la France : l'importance accrue de relations bilatérales traditionnellement privilégiées* in revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 61-62, 2001, p 5-8.

France est entrée en guerre en 1939 pour préserver l'intégrité de ce pays contre les velléités hitlériennes. Comme le souligne Bronislaw Geremek dans l'introduction du livre récemment paru intitulé *Kaléidoscope franco-polonais*, retraçant tous les liens politiques, culturels, artistiques, philosophiques entre les deux pays :

« Un **sentiment intime de solidarité** s'est créé en France à l'égard des luttes des Polonais pour l'indépendance, bien que parfois apparaisse un refus de la voir pousser à intervenir dans une affaire risquée. »<sup>39</sup>

Ainsi, prenant en compte ces diverses considérations, il semble que cet oubli soit plus étrange que ce que l'on pourrait croire. De même, s'intéresser aux raisons de cette méconnaissance française conduit plus globalement à réfléchir à la **mémoire particulière des crimes stalinistes dans l'Hexagone**, mémoire sans comparaison avec celle des crimes du nazisme. En effet, l'insurrection de Varsovie s'inscrit dans les crimes de Staline en ce sens que celui-ci a délibérément stoppé son armée afin de laisser le soin aux nazis d'éliminer la résistance polonaise. Or la méconnaissance des crimes de Staline et leur constante relativisation par rapport aux crimes nazis ne sont pas les résultats d'un simple oubli, ou d'un désintérêt français à l'égard de ce qui se passe à l'étranger.

Aussi, les réponses qui tendraient à dire : « on ne connaît pas l'insurrection de Varsovie parce que ce n'est pas intéressant pour nous » ou bien « parce que nous ne pouvons connaître tous les événements historiques de la Seconde guerre », apparaissent comme simplistes. Peut-être est-ce effectivement une partie de la réponse mais d'autres raisons bien plus intéressantes se cachent derrière cette lacune.

En effet, lorsque l'on étudie cet événement historique, on s'aperçoit qu'il soulève diverses questions qui restent plus ou moins controversées aujourd'hui. Tout d'abord, le problème de la **connivence entre le nazisme et le stalinisme** se pose étant donné que les intérêts des deux dictateurs étaient les mêmes concernant la Pologne. La délicate question de la comparaison nazisme – communisme vient alors à se poser. Or, celle-ci fait toujours l'objet de vifs débats en France. De même, le thème épineux de **l'influence de la propagande soviétique en France** est abordé par le fait que de nombreux intellectuels français ont contribué à empêcher l'avènement d'un débat sur les crimes de Staline. En outre, le problème d'une **certaine culpabilité des Alliés**, dont la France,

---

<sup>39</sup> Bronislaw Geremek et Marcin Frybes *Kaléidoscope franco-polonais*, Paris : Editions Noir sur Blanc, (édité dans le cadre de la Saison Nowa Polska), p. 9

représentée par le général de Gaulle est posé lorsque l'on parle de l'insurrection de Varsovie. L'attitude de la France, pendant le Second conflit mondiale, avec son allié de longue date en Europe Centrale est un thème relativement peu abordé par les historiens français du fait d'un **comportement français parfois peu glorieux**. Enfin, l'attitude russe actuelle concernant l'insurrection de Varsovie amène à se poser la question de la **relation que la Russie entretient avec son passé communiste** et comment les Occidentaux tardent à lancer le débat sur les crimes du communisme du fait du blocage russe.

Ces diverses questions seront examinées selon trois axes, constituant les trois explications que je souhaite avancer à l'oubli de l'insurrection de Varsovie en France. La première piste de réflexion est celle d'une concurrence de la mémoire de l'insurrection avec la mémoire communiste et la mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale. La seconde, est celle de relations franco-polonaises qui ne semblent pas être à leur apogée avant, pendant et dans l'immédiat après guerre, contribuant ainsi à éloigner les deux pays. La troisième piste est celle d'une Russie qui ne digère pas son passé communiste, ce qui ne permet pas le déverrouillage d'un débat sur les crimes du communisme en Europe.

Ainsi, dans une première partie, la démonstration sera faite d'une relative absence d'information sur cet événement historique empêchant par là même la connaissance de la part des Français de l'insurrection de Varsovie. Puis, après ce constat de fait, je m'attacherai à avancer successivement les trois explications exposées plus haut, du trou de mémoire français concernant Varsovie.

## **PREMIERE PARTIE :**

### Le constat d'un manque d'information sur le sujet en France

Si on s'intéresse à l'insurrection de Varsovie, on ne peut qu'être frappé de la pauvreté des informations et du nombre très réduit de livres publiés sur cette question en France. Ce visible manque d'intérêt est d'autant plus préjudiciable à la mémoire de l'événement que l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale en collèges et lycées ne fait quasiment pas mention de celui-ci ou alors de façon très allusive.

## I/ Tentative de recensement des informations en France sur ce sujet.

### *A/ Les ouvrages parus sur la question*

Celui qui tente de recenser le nombre d'ouvrages consacrés dans leur globalité à l'insurrection de Varsovie en 1944 s'aperçoit clairement de l'ampleur du « trou de mémoire » français sur la question. En effet, il n'y a que **douze livres** en tout qui ont été publiés en France depuis 1945 sur cet évènement dont **trois du même auteur** : Alexandra Viatteau, conférencière à l'université de Marne-la-Vallée, spécialiste de la désinformation.

Le premier est celui de **Georges Bruce**, intitulé *L'insurrection de Varsovie*, publié en 1973 aux éditions Robert Laffont. Mais il s'agit d'une traduction de l'anglais dans une collection assez spécialisée d'où son importance relative.

Le second ouvrage est celui de **Jean-François Steiner**, *Varsovie 44. L'insurrection*, publié chez Flammarion en 1975. Cet ouvrage se présente sous la forme originale d'un recueil de témoignages sur l'insurrection dont les auteurs sont couverts par l'anonymat. Mais *Varsovie 44. L'insurrection* présente deux problèmes : l'ouvrage n'a pas la clarté et la rigueur d'un travail d'historien et, pour le comprendre, il faut connaître les faits historiques, que les Français ignorent. En outre, la succession et le choix des témoignages conduisent le lecteur à voir dans la décision de lancer l'insurrection les intérêts personnels, les querelles de pouvoir sous-jacentes au sein du gouvernement de Londres. Or cette idée est celle développée par la propagande soviétique qui souhaitait disqualifier ce dernier. Ainsi, l'ouvrage ne contribue pas à une information claire et objective des Français sur l'insurrection.

Il faut attendre 1984, le quarantième anniversaire de l'insurrection, pour voir apparaître en France, deux livres consacrés à l'insurrection de la capitale polonaise dans une perspective historique. Tout d'abord, l'ouvrage d'**Alexandra Viatteau** *Varsovie insurgée* est publié aux éditions Complexes. L'auteur explore successivement tous les aspects de l'insurrection, la replaçant dans son contexte historique et s'interrogeant sur sa signification. Puis, le livre *Et Varsovie fut détruite* d'**Henri Michel**, le grand spécialiste de la seconde guerre mondiale, paru aux éditions Albin Michel, qui évoque toute la période 1939-1945 mais consacre un passage important à l'insurrection. On

peut mentionner également le livre d'**Edmond Gogolewski** : *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Seconde Guerre Mondiale*, publié en 1996 aux éditions Presses Universitaires du Septentrion dont le onzième chapitre traite de l'insurrection de Varsovie.

Dans les années quatre-vingt-dix, deux nouveaux livres d'Alexandra Viatteau traitent de l'événement : le premier, en 1995, est le compte-rendu d'une conférence prononcée à la Bibliothèque polonaise de Paris le 21 septembre 1994 intitulé *La bataille de Varsovie : 1<sup>er</sup> août-3 octobre 1944* et le second est publié en 1999 sous le titre *Staline assassine la Pologne 1939-1947* aux éditions du Seuil qui traite pour partie de l'insurrection de Varsovie.

A côté des livres historiques, il y a aussi un ensemble de **témoignages** qui ont pu être publiés en français. Je ne citerai que certains d'entre eux : *Une jeunesse polonaise, 1923-1946. Damnée chance ou doigt de Dieu ?* de **Stanislas Likiernik** publié aux éditions L'Harmattan en 1996<sup>40</sup> et *L'enfance fusillée* de **Yolande Bernard**, jeune résistante de 14 ans qui a survécu miraculeusement à une fusillade, publié en 1997<sup>41</sup>. Un autre livre, assez difficile à trouver aujourd'hui, paraît en 1994, c'est celui de **Maria Winowska** *La Pologne a résisté...Hommage aux jeunes* aux éditions FAC<sup>42</sup>. Les années 2000 voient la parution de deux ouvrages : en 2002, *Mémoire de l'insurrection de Varsovie* de **Bialoszewski Miron**, témoignage d'un insurgé survivant, aux éditions Calmant-Lévy (traduit du polonais). Puis, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'insurrection, l'ouvrage d'**Elisabeth Sledziewski** présenté sous la forme d'un récit romancé, s'inspirant de l'expérience du père de l'auteur, combattant dans l'insurrection, paru en 2004 aux éditions Autrement : *Varsovie 44, récit d'insurrection : août-octobre 1944*. Enfin, le livre très riche et très complet sur l'insurrection de Norman Davies, intitulé *Rising' 44, the Battle of Warsaw* n'a pas malheureusement pas été traduit en français. Mais peut-être cette absence de version française est aussi la preuve que les éditeurs sont sceptiques sur l'intérêt des Français à ce fait historique. Pourtant, par cette attitude, ils contribuent à la méconnaissance de l'insurrection dans l'Hexagone.

---

<sup>40</sup> Stanislas Likiernik *Une jeunesse polonaise : 1923-1946. Damnée chance ou doigt de Dieu ?* Paris : éditions L'Harmattan, 1996, 255p.

<sup>41</sup> Yolande Bernard *L'enfance fusillée* Brepols 1997, 153p

<sup>42</sup> Winowska Maria *La Pologne a résisté... Hommage aux jeunes*. Paris : FAC 1994, collection Mémoire, 154p

On aurait pu croire que lors du soixantième anniversaire de l'insurrection en 2004, année marquée également par l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne, d'autres ouvrages auraient été publiés sur la question mais le livre d'Elisabeth Sledziewski, maître de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, est le seul qui a fait écho en France aux commémorations, pour la première fois médiatisées, de l'insurrection à Varsovie.

Face à cette énumération d'ouvrages, force est de constater que **peu sont issus de maisons d'éditions non spécialisées**, et parfois, si l'ouvrage est publié dans une maison d'édition généraliste, la collection n'en reste pas moins spécifique. Ainsi, l'ouvrage de Georges Bruce publié chez Robert Laffont est classé dans la collection « Ce jour-là ». L'ouvrage d'Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* aux éditions du Seuil est publié dans la collection « Les archives du communisme ». Il faut noter que cette collection n'a publié que six autres livres puis elle a été supprimée...

Par conséquent, on peut supposer que le lecteur n'a pas un accès a priori facile aux ouvrages traitant de l'insurrection. En outre, à part l'ouvrage d'Henri Michel et de Jean-François Steiner, il apparaît que ce sont donc des **auteurs aux origines polonaises** ou ayant un lien particulier avec la Pologne qui ont traité de l'insurrection de Varsovie. Le sujet n'a visiblement pas vivement intéressé les historiens français. René Rémond disait à ce propos lors d'un colloque sur l'insurrection de Varsovie :

« Mais on ne sait à peu près rien de ce qu'a été la résistance polonaise entre 1939 et 1944. Même les **historiens ne connaissent presque rien**, et c'est probablement dans ce domaine qu'il faut faire un effort. »<sup>43</sup>

### *B/ L'insurrection et les médias français*

#### 1) La télévision : un évènement très peu traité

Du côté de la télévision, mes recherches se sont concentrées sur ARTE, la référence en matière d'émissions à caractère historique. Il s'avère que la chaîne a diffusé, le 2 août 2004, un reportage sur une exposition de photos consacrée à l'insurrection de

---

<sup>43</sup> René, Rémond *L'accueil de la vérité*, in Alexandra Viatteau *L'insurrection de Varsovie, la Bataille de l'été 1944*, op. cit., p.104

Varsovie<sup>44</sup> et, un an plus tard, le 9 juillet 2005, dans son émission *Carnets d'Histoire Parallèle*, le sujet fut traité sous l'angle de la comparaison des insurrections de Paris et de Varsovie en 1944<sup>45</sup>.

Il est important de tenir compte de la période au cours de laquelle sont sortis ces deux reportages : le mois de juillet, c'est-à-dire une **période de congé** qui voit généralement la télévision bien moins regardée. Si l'on compare avec le nombre d'émissions sur l'insurrection du ghetto de Varsovie qui s'élève à **plus d'une dizaine**, il apparaît que ces deux émissions ne peuvent à elles seules être aptes à marquer la mémoire des téléspectateurs.

## 2) La radio : le fait de stations à l'audimat assez limité

En ce qui concerne **Radio-France**, on est également surpris de constater la rareté des émissions consacrées à ce sujet. De la même manière que les journaux, l'évènement est mentionné lors du rappel de la chronologie des évènements de 1944<sup>46</sup>. L'émission de France Inter « **2000 ans d'histoire** » ou « **Les lundis de l'histoire** » sur France Culture n'ont jamais eu l'occasion de traiter de ce thème. Par contre, il m'a été répondu par courriel qu'en février 1997, l'émission "**Les Jours du Siècle**" sur France Inter avait été consacrée à l'insurrection de Varsovie. Je n'ai malheureusement pas pu vérifier étant donné que l'émission n'existe plus.

Néanmoins, le 12 novembre 2004, dans le cadre d'une semaine « Spécial Pologne », France Culture a pu consacrer son émission *La nouvelle fabrique* aux « **Sacrifiés de Varsovie** »<sup>47</sup>, avec pour invités des témoins comme Yolande Bernard et des historiens comme Wladislaw Bartoszewski. On peut également mentionner le fait que France Culture a fait la publicité du livre d'Elisabeth Sledziewski paru en 2004 dans la revue de presse du 21 septembre 2004 diffusée à 7H35 par Anne Coudin.

---

<sup>44</sup> *L'insurrection de Varsovie entre au musée, des photos reporters de guerre témoignent*, reportage du 2/08/2004 dans le cadre de « Agenda Europe »

<sup>45</sup> Emission diffusée le 9/07/2005 à 8H55, produite par Louissette Neil, réalisation Didier Deleskiewicz, France, 1994/2004, 25mn

<sup>46</sup> Voir le site Internet de Radio France du 5/07/2004, dossier : « Libération de Paris », disponible sur : <http://www.radiofrance.fr/rf/evenements/liberationparis>

<sup>47</sup> Emission *La nouvelle fabrique* du 12 /11/2004, documentaire d'Aurélien Luneau et Véronique Lamendour *Eté 44 : les sacrifiés de Varsovie*. réalisé à Varsovie, invités : S. Likiernik, Y. Bernard, C. Budniska, J. Kwoczowski, W. Bartoszewski.

Toutefois, France Culture a un public pour le moins restreint. Aussi peut-on regretter que des radios à l'audience plus importante comme France Inter n'aient pas suivi son exemple.

### 3) L'insurrection de Varsovie au cinéma

Très peu de films ont eu pour sujet l'insurrection de Varsovie. Grâce à l'aide d'Alexandra Viatteau, j'ai déniché une affiche de cinéma datant du 9 janvier 1977 annonçant la diffusion du film *Mourir pour Varsovie* de **Janusz Piekalkiewicz** au cinéma Ritz à Lille. Norbert Ségard, alors secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, un député UDF et des témoins de l'insurrection sont présents lors de la diffusion du film. Il s'agit d'un documentaire sur l'histoire de la Pologne entre 1939 et 1945. Cependant, bien que la présence d'officiels marque un événement d'une certaine importance, le film reste difficilement accessible en France.

Deux autres films ont peut-être eu un effet plus important sur le plan de la mémoire de l'évènement. Le premier date de 1957, il est produit par **Andrzej Wajda** et s'intitule : *Kanal*, traduit en français par *Ils aimaient la vie*. Le film se déroule le 56<sup>ième</sup> jour de l'insurrection de Varsovie et raconte le destin d'une unité de quelques insurgés survivants qui tente de fuir l'encerclement allemand et rejoindre le centre où les insurgés se battent encore en passant par les égouts. Mais l'unité se disperse, perdue dans les dédales de ces sombres couloirs souterrains aux mille dangers. Le film reçoit le **prix du jury** à la dixième édition du Festival de Cannes en 1957 ce qui lui donne un certain retentissement.

Le deuxième film qui marque plus vivement la mémoire des Français est celui de **Roman Polanski** : *Le Pianiste* sorti en 2002. Le film se concentre sur l'insurrection du ghetto de Varsovie mais on peut y voir combien Varsovie est un amas de ruine à la fin de la guerre dans la seconde partie du film. Le problème est que la plupart des Français ne connaissant pas l'histoire de Varsovie, peu comprennent pourquoi la ville est aussi détruite et pourquoi aucune âme ne semble y vivre. Néanmoins, il a pu interpeller certains sur la tragédie de la capitale polonaise et les pousser à faire des recherches sur ce qui s'y était passé. Il me semble d'autant plus important de parler de ce film qu'il a obtenu de très **nombreuses récompenses** : la Palme d'or à Cannes, sept Césars dont celui du meilleur film et du meilleur réalisateur et sept nominations aux Oscars.

Enfin, on peut aussi mentionner le documentaire de **Peter Batty**, intitulé *La bataille de Varsovie*, sorti en 1978. Mais celui-ci est très difficile d'accès, il n'est disponible qu'à la Bibliothèque Nationale de France à condition que l'on justifie de sa qualité de chercheur. J'ai eu connaissance de son existence grâce à des recherches accomplies en avril 2005 par les élèves du Master Communication interculturelle et Journalisme européen de l'Université de Marne –la- Vallée en Sciences humaines et sociales dans le cadre du cours délivré par Alexandra Viatteau sur la désinformation. Alexandra Viatteau avait en effet demandé à ses élèves de faire un dossier sous forme d'une Numéro Spécial : Pologne, avec notamment la question : « Qu'avez-vous appris sur la bataille de l'Insurrection de Varsovie de 1944 au lycée, à l'université, dans les médias ? ».

Quatre films peuvent donc être cités concernant l'insurrection de Varsovie, ce qui est relativement peu. Qui plus est, le premier film n'a concerné qu'une part très réduite de la population française, le troisième n'a traité le sujet que d'une manière très superficielle et le quatrième est quasi inaccessible en France. Pourtant, le sujet aurait pu être un thème cinématographique attractif, de nombreux films sur la Seconde Guerre mondiale et ses grandes batailles telles que Stalingrad ont remporté un certain succès auprès des spectateurs français. On ne peut que regretter la rareté d'œuvres cinématographiques sur le sujet car ce vecteur permet souvent une **sensibilisation** de la population au thème du film.

#### 4) Les journaux : un intérêt limité et occasionnel

Quant à la presse écrite générale, on observe qu'en 2004, du fait d'une conjoncture favorable, le sujet est abordé par quelques grands journaux. En effet, 2004 marque l'**adhésion** de la Pologne à l'Union Européenne et aussi l'année des célébrations du **soixantième anniversaire** de l'insurrection de Varsovie et de Paris. De plus, en 2004, les relations entre l'Allemagne et la Pologne se crispent autour du conflit à propos des **expulsés allemands** de l'après-guerre ce qui attire l'attention des médias.

Au cours des mois d'août et septembre 2004, *Le Monde* publie quatre longs articles sur le sujet, c'est le journal qui parle le plus de l'évènement. En outre, *Le Monde 2* publie tout un dossier intitulé *L'insurrection oubliée*, illustré par plusieurs photos, une carte

expliquant la situation sur le front à l'époque, accompagné d'un récit des faits de Jan Krauze et quelques témoignages d'insurgés.

Ensuite viennent *Le Figaro*, *Libération*, *L'humanité*, *Le Point* et *Ouest France*. Tous décrivent de façon plus ou moins longue les combats, les atrocités commises par les Allemands et l'arrêt de l'Armée rouge de l'autre côté de la Vistule. Beaucoup d'autres journaux mentionnent l'insurrection de la capitale polonaise dans leurs chronologies de la libération de Paris, dont on fête également le soixantième anniversaire, mais peu d'articles se hasardent à faire une comparaison des deux insurrections.

En 1994, date du 50<sup>ième</sup> anniversaire, peu d'articles ont été publiés sur le sujet, pourtant la date semble plus marquante. *Le Monde* et *Les Echos* traitent des cérémonies commémoratives mais l'intérêt est moins centré sur l'insurrection en elle-même que sur la **perspective d'entrée à l'OTAN de la Pologne**. L'attention est portée sur l'attitude de l'émissaire russe et la tension des relations polono-russes dans le nouveau contexte géopolitique post-guerre froide. Un article fait la différence, celui d'Elisabeth Sledziewski dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* du 6 août 1994<sup>48</sup>. Celui-ci traite de l'évènement de manière approfondie et non seulement sous l'angle des relations diplomatiques entre la Pologne et la Russie. On peut seulement regretter qu'un tel article n'ait pas eu sa place dans un grand quotidien national, ce qui aurait pu lui donner plus d'écho. Dans le magazine *L'Histoire*, en 1994, seul un article est consacré à l'insurrection : celui d'Alexandra Viatteau intitulé : *Varsovie, 1944 : Staline sacrifie la Pologne*<sup>49</sup>.

Depuis ces deux dates symboliques, le sujet est retombé dans l'oubli mis à part l'article dans *Le Figaro* du 17 janvier 2005 écrit par Elisabeth Sledziewski à l'occasion du soixantième anniversaire de l'entrée de l'Armée rouge dans Varsovie en 1945<sup>50</sup>.

On peut à ce propos souligner le fait que ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent dans les journaux lorsqu'il s'agit de l'insurrection de Varsovie, Elisabeth Sledziewski et Alexandra Viatteau sont ainsi de **véritables « chercheuses militantes »** tentant d'assurer à l'insurrection de Varsovie sa place dans la mémoire de la Seconde

---

<sup>48</sup> *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 06/08/1994 in *Opinions*, n° 182.

<sup>49</sup> Alexandra Viatteau, "Varsovie, 1944: Staline sacrifie la Pologne" dans *L'Histoire*, n°181, oct. 1994, p. 86-89

<sup>50</sup> Elisabeth Sledziewski, *Varsovie : l'ombre du 17 janvier 1945*, *Le Figaro* 17/01/2005.

Guerre mondiale en France. Toutes deux, par leurs ouvrages, leurs articles, les conférences qu'elles ont organisées, ont tenté de sortir l'insurrection de Varsovie de l'oubli dans lequel cet événement est plongé en France. Animée par une forte volonté de combattre cet oubli, Alexandra Viatteau affirmait :

« On perd les batailles de l'information et de la mémoire quand on les livre mollement et sans conviction d'avoir raison, non seulement des adversaires, mais aussi des indifférents. Dans le cas contraire, on les gagne. »

De manière globale, la presse française ne semble **pas non plus être un vecteur d'information efficace** en ce qui concerne l'insurrection. En effet, le traitement du cinquantième et du soixantième anniversaire de l'insurrection par la presse est davantage dû à la survenance d'un certain nombre de faits d'actualité considérés comme importants par les médias qu'à un véritable intérêt pour l'événement historique en cause.

La preuve en est faite avec la **grossière confusion** commise par plusieurs journaux entre l'insurrection de Varsovie en 1944 et l'insurrection du ghetto en 1943. Ainsi *Le Figaro* écrivait-il à propos de la cérémonie du soixantième anniversaire :

« POLOGNE 60e anniversaire de l'insurrection du ghetto.

C'est la première fois qu'un dirigeant allemand participe aux commémorations annuelles du **soulèvement du ghetto de Varsovie**. (...) Déclenchée le 1er août 1944 contre les forces de l'Allemagne nazie, l'insurrection de l'Armée de l'intérieur s'est soldée par un bain de sang et la destruction quasi totale de la capitale polonaise. »<sup>51</sup>

*Ouest France* commettra la même erreur mais prendra soin de s'en excuser le lendemain en tentant une justification :

« Il est vrai que **pour un Européen de l'Ouest**, les deux événements, proches l'un de l'autre dans le temps, peuvent entraîner une certaine confusion. Il est vrai également que la bataille de l'été 1944 menée avec acharnement par la résistance polonaise dans les rues de Varsovie - le premier combat sanglant de la Guerre froide pour certains historiens - a été **injustement négligée** chez nous. »<sup>52</sup>

---

<sup>51</sup> Ayadat Rym, *Gerhard Schröder rend hommage aux insurgés* in *Le Figaro* 2/08/2004

<sup>52</sup> *A propos de l'insurrection de Varsovie* in *Ouest France* 3/08/2004

A propos du traitement par les médias français du soixantième anniversaire de l'insurrection en 2004, Alexandra Viatteau a des propos très durs, selon elle : « **L'ignorance obstinée** des médias est donc une faute d'information, de **mésinformation** et de **désinformation** »<sup>53</sup>.

Elle dénonce particulièrement le traitement très superficiel de l'insurrection de Varsovie par les médias en soulignant : « Le devoir d'informer, c'est un devoir **d'informer avec précision** »<sup>54</sup>. Il apparaît en effet dans les articles de journaux que l'explication des faits de l'insurrection est faite de manière si expéditive qu'elle ne permet pas de comprendre les enjeux de l'évènement. Pourtant, comme le souligne A. Viatteau, les médias français ne peuvent plus arguer d'un nonaccès à l'information ou mettre en avant les obstacles linguistiques : le mur de Berlin est tombé et de nombreux livres sur le sujet ont été publiés en polonais.

Aussi, il semble que ni les médias ni la littérature ne sont aptes à assurer en France la mémoire de l'insurrection de Varsovie malgré les efforts de quelques personnes, intéressées par le sort de la Pologne du fait, la plupart du temps, de leurs origines polonaises.

### *C/ Les conférences et les expositions*

Mon attention s'est ensuite tournée vers les conférences, expositions sur le thème de l'insurrection de Varsovie qui auraient pu éveiller l'intérêt des Français sur l'évènement. En effet, j'ai moi-même connu en détail l'insurrection de Varsovie par le biais d'une exposition, j'ai donc supposé que ce vecteur d'information était important à prendre en compte.

J'ai choisi de répertorier les différentes expositions sur le sujet selon le cadre dans lequel elles ont été organisées. Tout d'abord, le cadre de l'association, en l'occurrence « **La société historique et littéraire polonaise** » qui a organisé de nombreuses conférences, expositions et manifestations sur Paris. On peut citer, entre autres, celle du 28 juin 2004, sous le titre de *Regards sur l'insurrection de Varsovie : 1<sup>er</sup> août-5 octobre 1944* ou bien la conférence donnée par Alexandra Viatteau le 29 novembre 2005 : *La guerre polono-bolchévique, la bataille de la Vistule, 1920, et*

---

<sup>53</sup> Alexandra Viatteau *Histoire de la Pologne, révision ou réduction de l'histoire* disponible sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) 10/02/2004

<sup>54</sup> Alexandra Viatteau *Histoire de la Pologne* op. cit.

*« l'insurrection » de Varsovie : deux batailles de Varsovie aux conséquences capitales pour l'Europe.*

De mai à décembre 2004 eût lieu en France la saison polonaise, intitulée **Nova Polska** constituant en la tenue de plus de cinq cents manifestations dans les disciplines de l'art et de la culture. L'objectif de cette saison polonaise était triple : « montrer l'ancrage européen de la Pologne, rendre compte de la relation singulière, intellectuelle et artistique, qui unit la France et la Pologne et proposer un état de la création des quinze dernières années qui puisse révéler aux français l'ampleur des bouleversements qu'a connue la Pologne depuis 1989 »<sup>55</sup>. Dans ce cadre, l'insurrection de Varsovie a cette fois bénéficié d'une certaine publicité, d'autant plus qu'en 2004, on commémorait le **soixantième anniversaire** de l'insurrection.

Ainsi, du 26 juin au 10 septembre 2004, à l'hôtel Sully à **Paris** s'est tenue une exposition sous le titre *1<sup>er</sup> août-5 octobre 1944 : l'insurrection de Varsovie* sous la responsabilité de l'Association française d'action artistique. Cependant, cette exposition n'a pas fait l'objet d'une grande promotion, Stéphane Courtois et Jean-louis Panné ont parlé à ce propos d'exposition tenue dans une « **quasi-clandestinité** »<sup>56</sup> De plus, des critiques se sont élevées contre l'affiche sensée assurée la publicité de cet évènement : une photo de femme dont on ne comprend pas très bien l'attitude, dans un lieu guère identifiable et dont les barbelés au premier plan évoque plus un camp de concentration qu'une ville. Et de fait, comme le remarque S. Courtois, la photo constitue le détail d'une autre sur laquelle on pouvait voir cette jeune femme à qui s'adressait un soldat de l'A.K. Il semble ainsi qu'on ait souhaité effacer **tout élément polonais ou tout détail qui évoquerait la Bataille**, ce qui est pour le moins étrange. En outre, l'exposition s'est concentrée sur la vie quotidienne de la capitale lors de l'insurrection, ce qui occulte l'aspect militaire, géopolitique qui constituent la partie la plus importante mais aussi la plus intéressante de l'insurrection de Varsovie. Les organisateurs ont, semble-t-il, cru que la majorité des Français connaissait l'insurrection puisqu'ils ont omis toute explication du contexte, des conséquences pour la Pologne de cet évènement crucial.

---

<sup>55</sup> Cf le site Internet de Nowa Polska : <http://www.nova-polska.pl/fr/site/sezon> [consultation le 27 avril 2007]

<sup>56</sup> Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné *L'impensé polonais de la mémoire française* in *Cahiers d'Histoire sociale*, n°24, automne 2004, p. 178

C'était une grave erreur car l'exposition n'a ainsi aucunement contribué à l'information sur ce fait historique des Parisiens qui se sont rendus à cette exposition. Enfin, S. Courtois et J-L. Panné remarquent que le comptoir de la librairie de l'exposition, deux ouvrages seulement présentaient l'insurrection contre cinq sur l'insurrection du ghetto. L'ouvrage sous la direction d'Alexandra Viatteau *L'insurrection de Varsovie, la bataille de l'été 1944* aux éditions Presses de l'université Paris Sorbonne, pourtant sorti à la rentrée 2003, n'y figurait même pas.

Par contre, en 2005, à **Strasbourg**, du 5 au 23 février, salle de la Bourse, se déroula l'exposition qui m'a fait découvrir cet événement historique dans son ampleur et sa tragédie. Sous le titre : *Vers la liberté, l'Etat polonais clandestin 1939-1945*, organisée par les villes de Strasbourg, Paris et le Consulat Général de la République de Pologne, elle était composée d'une partie multimédia avec un documentaire poignant et d'une documentation riche et originalement présentée sur le sujet. A la sortie était distribué un ouvrage<sup>57</sup> avec toute la documentation de l'exposition accompagné d'un CD comprenant le film diffusé lors de l'exposition.

Malheureusement, les organisateurs n'avaient pas tenu compte des vacances scolaires de février qui tombaient la même semaine. De cette manière, il fut impossible de faire la visite à des scolaires, public que les organisateurs visaient avant tout. En effet, selon le catalogue de l'exposition :

« Cette exposition, avant tout destinée aux jeunes, représente une chance de mieux connaître la Pologne et les Polonais mais met également en valeur des **racines communes moins connues de l'Europe unie.** »<sup>58</sup>.

Ainsi, dans le cadre de la saison polonaise en France eurent lieu principalement deux expositions dont le retentissement s'est révélé après coup, assez faible. Il semble que l'impact de Nova Polska ait donc été limité, concernant la publicité de l'Insurrection de la capitale polonaise.

---

<sup>57</sup> Catalogue de l'exposition *Vers la liberté, l'Etat polonais clandestin 1939-1945, l'insurrection de Varsovie août-octobre 1944* sous le patronage du président de la ville de Varsovie Lech Kaszczinski, au mois de février 2004 à Strasbourg

<sup>58</sup> Cf. site Nova Polska disponible sur <http://www.nova-polska.pl/fr>, rubrique « Le programme »

A côté des actions nationales comme Nova Polska, les conférences sur le sujet sont généralement le fait **d'initiatives personnelles**. A ce propos, on ne peut manquer de citer Alexandra Viatteau et Elisabeth Sledziwski qui ont organisé de nombreuses conférences sur l'insurrection de Varsovie, ses enjeux, ses conséquences.

A titre d'exemple, le 13 avril 2005 à **Clermont Ferrant**, Elisabeth Sledziwski organisa une conférence sur le thème de l'insurrection de Varsovie en compagnie de son père, qui avait participé à l'insurrection. Le 28 novembre 2005, à **Strasbourg**, elle a également présenté, expliqué l'évènement avant la projection au cinéma L'Odyssée du film *Kanal* d'Andrzej Wajda. Quant à Alexandra Viatteau, parmi ses nombreuses interventions, on peut citer celle qu'elle avait organisée le 9 octobre 2000 à l'Université Paris-Sorbonne. Celle-ci consistait en un colloque scientifique franco-polonais sur le thème de la bataille de Varsovie en 1944 qui a débouché sur un livre<sup>59</sup>. Cependant, on a pu reprocher à ce colloque d'être adressé aux bons connaisseurs de la chronologie de la Seconde Guerre mondiale étant donné le haut niveau des intervenants. L'auteur de *Varsovie insurgée* prépare également une intervention intitulée « La bataille de l'insurrection de Varsovie 1944 vue de France » lors du *Premier Congrès pour les spécialistes de l'histoire polonaise*<sup>60</sup> qui se tiendra du 28 au 30 juin 2007 à Cracovie en Pologne.

Ainsi, on s'aperçoit que le réel souci d'information, d'éveil de l'intérêt des Français pour l'évènement a été au cœur des manifestations, expositions, conférences organisées en France. Calculer l'impact de ces diverses actions est difficile. Il est certain que la Saison Nova Polska a permis aux Français de découvrir un nouveau visage de la Pologne, sa culture et son histoire. Cependant, si ce vecteur d'information reste donc le seul qui ait pu toucher les mémoires des Français de manière conséquente, il ne semble pas suffisant pour assurer à l'évènement la reconnaissance qui lui est due.

## **II/L'insurrection de Varsovie, un évènement historique peu enseigné**

Ce qui est plus grave encore est la quasi-absence de la mention de l'évènement dans les manuels scolaires. Si ceux-ci mentionnent presque tous l'insurrection du ghetto

---

<sup>59</sup> Alexandra Viatteau *L'insurrection de Varsovie : la bataille de 1944*, op. cit.

<sup>60</sup>En anglais : « 1st congress for foreign scholars of Polish history »

de Varsovie, les manuels mentionnant l'insurrection de la ville sont rares, d'où la confusion des deux événements par la plupart des Français.

*A/ Le programme officiel d'histoire*

Le bulletin officiel d'octobre 2002 concernant l'enseignement de l'histoire en Première L et ES prévoit une **étude sur les totalitarismes** mettant en comparaison fascisme, nazisme et stalinisme qui débouche sur une réflexion sur le totalitarisme puis, une partie conséquente sur la Seconde Guerre mondiale comprenant les **grandes phases**, la **politique nazie d'extermination** et la **France dans la Seconde Guerre mondiale**. Les commentaires précisent que :

« L'analyse des grandes phases, fondées sur des cartes, se **limite à l'essentiel**. »

La formulation est la même pour les Première S. Le problème réside en la conception que l'on a de « l'essentiel ». Alexandra Viatteau, soutenue sur ce point par René Rémond, souligne le fait que l'insurrection de Varsovie a engendré un retard dans la progression de l'Armée Rouge :

« Les conséquences auraient été **incalculables** pour l'Europe : il n'y aurait pas eu de construction européenne. On aurait eu une Europe dominée et écrasée par l'URSS, avec tout ce qui s'en suit. »<sup>61</sup>

Ainsi, pour un historien, non Polonais et renommé comme René Rémond, cet événement a eu des conséquences « essentielles ». De plus, si le caractère « essentiel » de l'événement doit être envisagé au regard du nombre de victimes, l'insurrection de Varsovie mériterait d'être mentionnée dans les manuels pour le nombre exceptionnel de victimes civiles : 150 à 200 000 morts. L'Encyclopédie Universalis écrit d'ailleurs à ce sujet :

« Cette insurrection qui n'a **pas son pareil dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale** a pourtant coûté un **prix démesuré** pour le résultat obtenu : des dizaines de milliers de combattants morts, soit les armes à la main, soit assassinés par les Allemands ; des centaines de milliers de Varsoviens déportés, une ville presque entièrement rasée. »<sup>62</sup>

---

<sup>61</sup> René Rémond *L'accueil de la vérité* in Alexandra Viatteau *L'insurrection de Varsovie, la bataille de l'été 1944*, op.cit, p. 104

<sup>62</sup> Cf. article de Charles Urjewicz in *Encyclopædia Universalis*, 2005

En outre, cet évènement a un **caractère international** et non strictement polonais, les acteurs étant la Pologne, L'URSS, L'Allemagne nazie, les Etats-Unis et la Grande Bretagne dans une certaine mesure. La Pologne était d'ailleurs souvent au centre des discussions lors des principales conférences interalliées pendant la guerre car elle fut la **principale pierre d'achoppement** entre l'Union Soviétique et le couple américano-britannique ; mais dans certains ouvrages, on n'y fait pas du tout mention.<sup>63</sup>

Ainsi, l'enseignement de l'insurrection de Varsovie pourrait tout à fait être assuré en France et ce, tout en respectant le programme officiel. Cependant, l'évènement est très rarement traité par les professeurs d'Histoire.

Pourtant, comme a pu l'affirmer Alexandra Viatteau :

« Quand le professeur **sait et veut enseigner**, il peut le faire, malgré les directives et les programmes. »

### *B/ L'enseignement de l'Insurrection de Varsovie au lycée*

#### 1) L'oubli de l'insurrection dans la plupart des manuels

L'insurrection de Varsovie est un évènement occulté par la majorité des manuels d'histoire pour lycéens d'après 2002. En effet, ceux-ci ont vraisemblablement considéré que ce n'était pas un évènement « essentiel ». Parfois notifiée **sur une carte** détaillant l'avancée de l'Armée rouge au moyen d'une étoile désignant « les insurrections de la résistance »<sup>64</sup>, **l'insurrection de la capitale polonaise est absente** de la description de l'avancée de l'Armée soviétique en Europe centrale et orientale. Ainsi peut-on lire dans les manuels :

« En 1944, l'Armée Rouge **réussit à libérer du nazisme** l'Ukraine, les pays baltes, la Pologne et à s'avancer jusque dans les Balkans. »<sup>65</sup>

ou bien :

« L'Armée rouge **avance au prix de combats meurtriers**. A la fin de 1944, elle parvient aux frontières de l'Allemagne. »<sup>66</sup>.

---

<sup>63</sup> A propos de la conférence de Yalta, Le Quintec Guillaume, *Histoire Terminale S*, Paris : Nathan, 2004, p.28

<sup>64</sup> Carte intitulée « Les contres offensives alliées en Europe » in Jean Le Pellec *Histoire 1<sup>ère</sup> L et ES*, Paris : Bertrand Lacoste, 2003, p.220

<sup>65</sup> Jean-Michel Lambin *Histoire 1<sup>ère</sup> S*, Paris : Hachette Education, 2003, p.186

<sup>66</sup> Marie-Hélène Baylac *Histoire 1<sup>ère</sup> S*, Paris : Bordas, 2003, p.193

Concernant les manuels d'avant 2002, je me réfère à une étude faite en 2005 par une étudiante d'Alexandra Viatteau, Claire Fleury, du master *Communication interculturelle et journalisme européen* que j'ai citée plus tôt. Claire Fleury cite un manuel de 1995 de A. Gauthier, aux éditions Bréal, qui ne fait aucune mention de l'évènement. Elle évoque également l'ouvrage de Claude Quétel, édité chez Bordas, dans lequel « la Pologne est principalement évoquée **à travers la question juive.** » et qui élude toute mention à l'insurrection de Varsovie. Enfin, l'étudiante évoque le manuel édité par Hatier et coordonné par deux auteurs très connus des étudiants en sciences politiques : Pierre Milza et Serge Berstein qui traite essentiellement des changements de frontières subis par la Pologne mais qui ne parle pas de l'insurrection de Varsovie.

Néanmoins, j'ai déniché un manuel datant de 1998 qui faisait mention de l'évènement de manière assez précise et claire :

« ...l'insurrection de Varsovie est écrasée par les Allemands ; les résistants fidèles au gouvernement polonais en exil à Londres ne sont **pas soutenus** par l'Armée rouge, qui n'est **pourtant qu'à quelques kilomètres** : Staline espère ainsi installer au pouvoir les communistes polonais. »<sup>67</sup> .

On ne peut que regretter que ce manuel ne soit plus celui qui circule entre les mains des lycéens actuellement...

## 2) La vision prosoviétique de la « Libération » diffusée par les manuels

Pas un instant dans les manuels scolaires d'histoire, on n'évoque alors le fait que la « Libération » n'était pas perçue comme telle dans toute l'Europe Centrale. L'avancée de l'Armée rouge **s'accompagna de viols, de pillages et d'exécutions sommaires**, notamment en Pologne, ce qui n'est jamais mentionné dans les manuels. Stéphane Courtois le remarque dans *Le livre noir du communisme*:

« les modalités de la libération de l'Europe de l'Est par l'Armée rouge demeurent largement méconnues à l'Ouest ».

Il y a ainsi « **deux mémoires européennes** » de la **Libération**<sup>68</sup> . En ce qui concerne le cas de la Pologne, Vladimir Gombrowicz, célèbre écrivain polonais, exprime ainsi le **drame** de la « Libération » :

---

<sup>67</sup> Jean-Michel Lambin, *Histoire Terminales*, Paris : Hachette Education, 1998 p.50

<sup>68</sup> Stéphane Courtois *Les crimes du communisme* in *Le livre noir du communisme* Paris : Robert Laffont, 1997, p.39

« La fin de la guerre n'a pas apporté la libération aux Polonais. Dans cette triste Europe centrale, elle signifiait seulement **l'échange d'une nuit contre une autre**, des bourreaux de Hitler contre ceux de Staline. Au moment où dans les cafés parisiens mes nobles âmes saluaient d'un chant radieux « l'émancipation du peuple polonais du joug féodal », en Pologne la même cigarette allumée changeait tout simplement de main et continuait de brûler la peau humaine. »<sup>69</sup>

De plus, cette manière de présenter l'avancée de l'Armée soviétique en Europe Centrale laisse penser que les populations furent **totalelement passives**. Or, Varsovie ne fut pas la seule ville à s'insurger contre l'occupant nazi, et les résistants locaux ont aidé à la progression de l'Armée rouge. On peut ainsi évoquer l'exemple de **Lvov** qui s'est également soulevée à l'approche de l'armée soviétique et dont les membres de la résistance furent désarmés puis arrêtés par l'Armée rouge une fois la ville libérée...

### 3) La destruction de Varsovie et les pertes varsoviennes, à peine mentionnées

Plus choquant, dans l'énumération des villes les plus détruites pendant la Seconde Guerre mondiale, certains manuels<sup>70</sup> ne citent même pas la capitale polonaise qui a pourtant subi des pertes énormes (à titre d'exemple : **90% du patrimoine architectural** de Varsovie a été détruit pendant la guerre<sup>71</sup>). Cet oubli est assez surprenant car la capitale polonaise a longtemps été le symbole des grandes destructions de la Seconde Guerre mondiale. Les photos de cette amas de ruines qu'était Varsovie dans l'après guerre étaient présentées comme des illustrations de la puissance destructrice nazie. Mais je n'ai trouvé dans les récents manuels d'histoire pour lycéens aucune photo de Varsovie détruite.

Quant aux victimes polonaises de la Seconde Guerre mondiale, les présentations des manuels donnent souvent le chiffre de 6 millions de morts comme l'illustration de l'extermination des juifs : les victimes polonaises apparaissent ainsi uniquement juives. On nie totalement toute résistance polonaise. Stanislas Likiernik s'insurgeait à ce propos de la différence de traitement entre victimes polonaises et victimes juives :

---

<sup>69</sup> Witold Gombrowicz, *Testament. Entretiens avec Dominique de Roux*, Folio, 1996, p.109

<sup>70</sup> Marie-Hélène Baylac *Histoire 1<sup>ère</sup> S*, chez Bordas, édition 2003, p.197

<sup>71</sup> Catalogue de l'exposition *Vers la liberté, l'Etat polonais clandestin 1939-1945, l'insurrection de Varsovie août-octobre 1944* op.cit.

« Je rappelle donc que pendant la Seconde Guerre mondiale sur 34 millions d'habitants de 1939, il y eut plus de 6 millions de morts : 3, 250 millions de Juifs citoyens polonais et **3 millions de « non Juifs »** dont on ne parle jamais. Et les 27 millions d' « autres » méritent aussi qu'on s'intéresse à leur histoire. »<sup>72</sup>

#### 4) Des enseignants mal informés et des élèves peu éclairés sur l'insurrection de Varsovie

➤ *Des enseignants qui n'en ont pas entendu parler lors de leur formation*

Or, ce qui est intéressant de noter, c'est que même les manuels sensés préparer au **concours du CAPES et de l'agrégation d'histoire** ne mentionnent pas l'Insurrection de Varsovie.

Stéphane Courtois et Jean Panné constatent en effet, dans un article intitulé *L'impensé polonais de la mémoire française*<sup>73</sup>, qu'à propos de la résistance en Europe Centrale et Orientale « il n'y est essentiellement question que des **partisans soviétiques et juifs.** »<sup>74</sup> De même, ils constatent que dans une chronologie de la Seconde Guerre mondiale proposée par un de ces manuels, on ne trouve qu'une mention à l'insurrection du ghetto de Varsovie, celle de la ville n'existe pas<sup>75</sup>.

Ce constat se vérifie par les résultats de l'exercice donné aux étudiants de l'Université de Marne-la-Vallée par Alexandra Viatteau dont j'ai parlé un peu plus haut. Une étudiante avoue en effet que, malgré sa **licence d'histoire**, elle ne connaissait pas l'insurrection de Varsovie. Elle comprend rétrospectivement qu'elle a principalement étudié la Seconde Guerre mondiale sous l'angle de la question juive. De plus, elle avoue que la période de la libération n'a été traitée que sous le prisme soviétique.

« Ainsi, les soldats de l'Armée rouge m'ont toujours été présentés dans les livres d'historiens recommandés par mes professeurs et par mes professeurs eux-mêmes comme des libérateurs de l'Europe de l'est. »

De mon côté, j'ai eu plusieurs conversations téléphoniques avec mon professeur d'histoire de 3<sup>ième</sup> au collège et mon professeur d'histoire de Terminale ES au lycée.

---

<sup>72</sup> Stanislas Likiernik, *Revue des Etudes Slaves*, Paris LXXV/2, 2004, p. 319

<sup>73</sup> Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné *L' « impensé polonais » de la mémoire française in Cahiers d'histoire sociale*, n°24, automne 2004

<sup>74</sup> Sous la direction de P. Chassaing, *Les sociétés, la guerre, la paix 1911-1946*, Paris, CNED Sedes, 2003

<sup>75</sup> Sous la direction de O. Bartov, *Les Sociétés en guerre 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003

Tous deux m'ont avoué qu'ils ne connaissaient **pas « en détail »** cet événement et qu'ils n'avaient **« pas le temps »** de l'enseigner lors de l'année scolaire déjà très chargée. Cependant, la présentation de cet événement offre un intérêt pédagogique certain.

En effet, l'insurrection de Varsovie permet une bonne illustration des **prémises de la Guerre froide** et de la rencontre de deux forces totalitaires, l'une communiste, l'autre nazie, qui cherchent toutes deux à rayer Varsovie de la carte. Les thèmes du **totalitarisme** et de la **Guerre froide** font partie du programme scolaire français, le premier étant abordé en Première et le second en Terminale.

En outre, cet événement met en exergue les **relations entre les nazis et les soviétiques**. On ne peut effectivement s'empêcher de penser que l'occupant allemand et l'Armée rouge avaient le même dessein : faire disparaître ce pays de la carte ou du moins l'asservir. D'ailleurs, cette collusion des deux puissances contre leur voisin polonais ne date pas de la Seconde Guerre mondiale. On peut citer à ce titre François Furet :

« Le partage de la Pologne s'inscrit dans une **vieille tradition germano-russe** de domination partagée en Europe Orientale. Au XXe siècle, Hitler occupe tout seul le rôle [de l'Autriche et de l'Allemagne puissances occupantes au XIXe siècle], en face de Staline, successeur des tsars. »<sup>76</sup>

Or, le Conseil de l'Europe tente d'initier ce débat depuis 2006, notamment par le projet de résolution intitulé *Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires*<sup>77</sup>. Le projet proposait dans son point 453 de « lancer une campagne nationale de **sensibilisation** aux crimes commis au nom de l'idéologie communiste, incluant la révision des manuels scolaires ». Le Conseil insistait alors vivement sur une éducation des jeunes générations aux crimes du communisme. Pourquoi ne pas commencer par parler de l'Insurrection de Varsovie en classe ?

De plus, le Conseil de l'Europe essaye de pousser les Etats à prendre en compte les histoires des autres pays de l'Union Européenne en affirmant que :

« l'enseignement de l'histoire, s'il doit éviter une accumulation de savoirs encyclopédiques, devrait cependant comprendre une **sensibilisation à la dimension**

---

<sup>76</sup> François Furet *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXIème siècle*, chapitre « La Seconde Guerre mondiale » in Paris : Robert Laffont, 1995 p. 369

<sup>77</sup> Projet de résolution 1481 (2006) par la Commission des questions politiques, rapporteur : M. Göran Lindblad, Groupe du Parti populaire européen

**européenne**, prise en compte dans l'élaboration des programmes, cela afin de conduire les élèves à une «**conscience européenne**» ouverte sur le monde »<sup>78</sup>.

Il est souligné que ces programmes doivent faire mention des « événements et moments marquants de l'histoire de l'Europe en tant que telle, étudiée aux niveaux local, national, européen et mondial à travers des périodes et des **faits particulièrement significatifs**. »

➤ *En conséquence, des élèves peu éclairés sur l'insurrection de Varsovie*

L'absence de l'insurrection de Varsovie et plus globalement de l'histoire de la résistance polonaise dans les manuels d'histoire pour élèves de lycée cumulée à la méconnaissance des enseignants d'histoire géographie ont pour conséquence de grandes chances que peu de Français connaissent cet événement à la fin de leur scolarité.

Les élèves du master 1 Communication interculturelle et journalisme européen dont j'ai cité la recherche plus haut, révèlent tous leur méconnaissance de l'Insurrection de Varsovie, malgré le fait qu'ils soient tous **au niveau licence**. Je me permets de citer quelques exemples de leurs copies :

- Gaëlle Morisson : « Durant ma scolarité, il ne m'a **jamais** été fait mention de l'Insurrection de Varsovie. (...) Comme beaucoup, je ne connaissais que des pans de l'Histoire polonaise : l'invasion calculée par la Wehrmacht et l'Armée rouge, le martyr de ses juifs... »

- Claire Marie You : « La seule insurrection que je connaissais jusqu'à aujourd'hui était celle du ghetto juif de Varsovie en 1943. Sans aucun outil de compréhension, il me paraissait clair que même si le totalitarisme soviétique était responsable de beaucoup de souffrances, il avait tout de même « **sauvé la Pologne** »... dans les années 40, après les horreurs du ghetto... »

- Camille Jeanmonod : « Je dois avouer ne pas me souvenir avoir appris quoi que ce soit sur ce thème, **ni au collège, ni au lycée, ni à l'université**. (...) On m'avait énormément parlé de la résistance française et anglaise, mais aucunement de la polonaise. »

➤ *Bilan*

Ainsi, comme Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné le soulignent, la France semble encore, au XXI<sup>e</sup> siècle, avoir une **vision francocentriste de la Seconde Guerre**

---

<sup>78</sup> Recommandation 2001(15) adoptée par le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe le 31 octobre 2001 relative à l'enseignement de l'histoire en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle.

**mondiale.** A-t-on oublié qu'au départ, la France est entrée en guerre à cause de la violation de l'intégrité du territoire polonais par Hitler ? Va-t-on continuer encore longtemps à enseigner l'histoire avec des œillères, cachant volontairement ce qui a pu se dérouler hors de nos frontières ? La France est désormais depuis 50ans intégrée dans l'Union européenne. Mais elle continue de nier l'importance que revêt la connaissance de l'histoire de ses voisins pour la compréhension et la facilitation des rapports interétatiques au sein de l'Union.

Par conséquent, S. Courtois et J.-L. Panné réclament une « coopération entre historiens français et polonais » pour réexaminer ces « pages blanches » de l'histoire.<sup>79</sup> En effet, un tel effort permettrait non seulement de combler l'ignorance française de certains faits historiques polonais mais aussi de contribuer à la révision de **préjugés anti-polonais** inacceptables.

Parmi eux, on peut citer l'opinion selon laquelle l'Armée de l'Intérieur appartenait à la **droite antisémite polonaise**, alors même que l'A.K. a tenté de porter de l'aide aux insurgés du ghetto en 1943, comme l'a montré Mariam Apfelbaum dans un article de la *Revue d'Etudes Slaves* intitulé *Les non-dits et les silences sur les deux insurrections de Varsovie*<sup>80</sup>. **Simone Veil**, personnalité française à l'aura considérable, a elle-même commis cette erreur comme le remarque les deux auteurs précités<sup>81</sup>. On peut aussi citer le journal *L'Humanité*, qui, dans un article du 30 juillet 2004 intitulé *Il y a soixante ans, Varsovie tentait de se libérer* écrivait :

« L'Insurrection, (...) forte de plus de 40 000 hommes, nationalistes pour l'essentiel, mais aussi **groupes d'extrême droite** et communistes qui, en d'autres moments, s'étaient combattus, va se rendre maîtresse d'une partie de la ville. »

Ainsi, il semble plus que nécessaire de casser cette désinformation et de rétablir la vérité historique afin d'éviter de graves quiproquos entre la France et la Pologne.

---

<sup>79</sup> Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné *L' « impensé polonais... »* op. cit., p. 183

<sup>80</sup> Mariam Apfelbaum *Les non-dits et les silences sur les deux insurrections de Varsovie* in *Revue d'Etudes Slaves* Paris LXXV/22004, p.307-320

<sup>81</sup> Selon S. Courtois et J.-L. Panné, à la page 180 de l'article précité, celle-ci aurait parlé dans la préface du livre de Peter Duffy aux éditions Perrin publié en 2004 d' « une résistance polonaise ouvertement antisémite ».

Comme le souligne Jean-Sébastien Tavernier, attaché militaire auprès de l'Ambassade de France en Pologne, dans un article paru sur Internet sur le site Diploweb :

« Les Polonais connaissent non seulement par cœur leur histoire, mais aussi celle d'autres pays comme la France. Combien de Français connaissent-ils l'Histoire de la Pologne ? »<sup>82</sup>

En effet, il semble d'autant plus honteux que les Français soient si peu informés sur cet évènement historique que les Polonais connaissent parfois mieux notre histoire que nous-mêmes.

Après avoir effectué ce recensement des sources d'informations disponibles en France sur l'insurrection de Varsovie en 1944 qui ne peut être bien entendu qu'exhaustif, il apparaît donc nettement que l'évènement ne fait pas l'objet d'une promotion importante en France. Il semble désormais opportun d'examiner plus en détail les diverses raisons qui font que l'insurrection de Varsovie n'a pas eu, en France, l'aura qu'elle méritait.

## **DEUXIEME PARTIE :**

### **Tentatives d'explication de l'oubli français de l'Insurrection de Varsovie**

Trois pistes d'explications seront développées dans ce travail. Je n'ai pas la prétention de présenter ici tous les paramètres qui ont conduit à l'oubli de cet évènement par les Français. Néanmoins, j'ai tenté de rassembler en trois parties les pistes de compréhension les plus probables et les plus plausibles par ordre d'importance. Tout d'abord, je présenterai l'étendue de l'influence communiste en France, qui a engendré un blocage pour la connaissance de cet évènement. Une fois l'influence communiste affaiblie, l'espace mémoriel de la Deuxième Guerre mondiale fut occupée par la mémoire juive, longtemps refoulée. Mais l'explication en terme de concurrence mémorielle n'est pas suffisante pour expliquer l'oubli de l'insurrection. Le fait que les

---

<sup>82</sup> Colonel Jean-Sébastien Tavernier *La Pologne, un singulier pays membre*, entretien avec Pierre Verluise réalisé le 24 octobre 2006 à Paris, disponible sur le [ date de consultation : mars 2007] site : [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com).

relations franco-polonaises se soient détériorées lors du Second Conflit mondial n'est pas tout à fait étranger à la non promotion de cet événement historique. Enfin, je terminerai par une perspective plus contemporaine en montrant que la Russie actuelle ne contribue pas à l'information et la compréhension de l'Insurrection de Varsovie, bien au contraire.

## **I/ La mémoire de l'Insurrection en concurrence avec les mémoires communistes et juives de la Deuxième Guerre mondiale**

Si dans l'immédiat d'après guerre, l'influence communiste en France permet une certaine approche mémorielle de la Seconde Guerre mondiale ; dans les années soixante-dix, celle-ci est revisitée sous le prisme du génocide juif auquel on accorde toute sa place après de nombreuses années de silence. Ainsi, ces deux angles d'approche de cette période historique ont progressivement été légitimés et reconnus comme les deux composantes du devoir de mémoire des événements de la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, cette optique a une conséquence fâcheuse : celle de laisser certains faits historiques tels que l'Insurrection de Varsovie dans l'ombre. En effet, compte tenu de l'attitude très ambiguë de l'Armée rouge à l'égard des insurgés, les communistes français ne pouvaient guère se servir de ce fait historique à des fins de glorification du pouvoir soviétique, l'insurrection resta donc tabou.

Il semble qu'il faille examiner plus en profondeur les ressorts de ces deux grilles de lecture de la Seconde Guerre mondiale qui se sont imposées progressivement en France.

### *A/ La Seconde Guerre mondiale sous l'angle communiste*

#### 1) La France de l'après guerre : l'attraction pour le régime soviétique

##### ➤ *L'influence communiste en France*

La France de l'après guerre est marquée par un pouvoir très important du parti communiste, qui se présente comme le « **parti des 75 000 fusillés** » : celui-ci compte **800 000 militants en 1945**. Quant à la CGT, qui passe sous la direction du parti en 1947, elle regroupe près de 3,8 million d'adhérents. Aux élections législatives de 1946, le parti communiste réunit 5,5 millions de voix, il devient le **premier parti de France**.

Il obtient donc 182 députés et cinq communistes sont membres du gouvernement dont Maurice Thorez.

De nombreuses municipalités sont communistes dans la France d'après-guerre. Autour des villes se constituent ce qu'on appellera « **les banlieues rouges** », dont les rues portent les noms des grands leaders communistes et dont la majeure partie des employés municipaux avaient leur carte au parti. Le parti communiste y joue un rôle fondamental, certains ont pu parler à ce sujet de **contre-société**. En effet, par le biais d'associations, le parti encadrait la vie des couches populaires : il y avait *Tourisme et Travail* pour les loisirs, la *Fédération sportive et gymnique du travail* pour les activités sportives, les *Vaillants des enfants* et *l'Union des femmes françaises* pour les femmes et *l'Association républicaine des anciens combattants* pour les invalides et anciens résistants des guerres mondiales<sup>83</sup>. L'adhésion au parti donnait l'accès à tout un cadre de vie mais créait aussi des liens de camaraderie. Certains d'ailleurs prennent leurs cartes au parti plus pour le bonheur de pouvoir dire « Nous », d'être unis dans la résistance, que pour une attirance envers les idées communistes.

Le parti communiste disposait également d'un **réseau de presse et d'édition** considérable. *L'Humanité* vit alors son âge d'or mais le parti édite également des journaux destinés à des publics plus ciblés : *La Terre* pour la paysannerie, *Les Lettres Françaises* pour les intellectuels, *Miroir sprint* pour les sportifs et *Pif le chien* pour les enfants.

Le parti a également une assise internationale puisqu'il est l'un des neuf partis européens constituant le Kominform en 1947. Il dispose ainsi d'un capital politique, social et internationaliste.

De plus, certains auteurs ont montré que le KGB avait infiltré de nombreuses administrations françaises et, par l'intermédiaire de ses espions, contribuait à la diffusion de la propagande soviétique dans les instances de pouvoir<sup>84</sup>.

Cet attrait pour les idées communistes touche non seulement les Français mais aussi les intellectuels. De nombreuses personnalités entrent dans les rangs du PCF : **Picasso**, Louis **Aragon**, Frédéric Joliot-Curie par exemple. Cependant, le parti se méfiait des

---

<sup>83</sup> Alain Krivine, *Ca te passera avec l'âge*, Paris : Flammarion, 2006, p. 32-36

<sup>84</sup> Cf sur ce point : Thierry WOLTON *La France sous influence, Paris-Moscou, 30 ans de relations secrètes*. Paris : B. Grasset, 1997, 506p.

intellectuels qui, ne constituant pas de classe, pouvait se tourner soit vers le prolétariat, soit vers la bourgeoisie. En effet, les intellectuels n'étaient pas de solides alliés de la classe ouvrière car, de façon spontanée, ils se positionnaient plus facilement en diffuseurs de l'idéologie de la classe dominante. Leur fonction devait donc consister à appliquer la ligne du parti et la défendre. A l'époque du jdanovisme, les intellectuels communistes français devaient donc se placer entièrement et sans aucune réserve aux côtés du parti. Le contrôle du parti sur leurs activités culturelles était alors **total**.<sup>85</sup>

Au-delà des intellectuels communistes, se trouvaient également ce qu'on appelait des « **compagnons de route** » qui étaient d'anciens résistants. Beaucoup d'entre eux provenaient du milieu chrétien progressiste. Ils étaient réunis dans plusieurs organismes diligentés par le parti communiste comme le *Comité National des Ecrivains*, le *Mouvement pour la Paix* et l'association France-URSS à laquelle participait Jean-Paul Sartre.

Mais l'influence du parti touchait aussi les « **progressistes** » c'est-à-dire de nombreux intellectuels de l'époque qui « rejetaient le capitalisme et défendaient le socialisme sur la base d'un certain nombre de concepts marxistes »<sup>86</sup>. Le capitalisme était pour eux générateur d'injustices sociales et de valeurs individualistes qu'ils rejetaient. Ainsi, même si ces intellectuels se proclamaient « autonomes », ils étaient très proches du parti communiste dont ils prenaient systématiquement la défense car la plupart d'entre eux, pris dans les enjeux de Guerre froide, se sentaient obligés de choisir leur camp. Sartre n'avait-il pas affirmé : « un anticommuniste est un chien » ?

Cependant, il ne faut pas pour autant penser que tous les intellectuels français étaient sous influence communiste. Des intellectuels comme Albert **Camus**, François **Mauriac**, Raymond **Aron**, David **Rousset**, Boris **Souvarine** prirent clairement position contre le stalinisme qu'ils désignaient comme un régime « totalitaire ». Cette opposition se manifesta principalement à travers la revue *Preuves* créée en 1951 à Paris, qui réunissait des socialistes, des syndicalistes, des gaullistes et des libéraux.

➤ *Pourquoi le choix des intellectuels français pour le camp soviétique ?*

---

<sup>85</sup> Cf. Frédérique Matonti *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique (1967-1980)* Paris : La Découverte, collection « L'espace de l'histoire », 2005

<sup>86</sup> Florence Grandseigne *Les intellectuels français et l'insurrection hongroise de 1956* in *Histoire et Liberté, les cahiers d'histoire sociale*, n°28, Automne 2006. p.8

L'attraction d'une grande partie de l'intelligentsia française pour le régime soviétique peut être expliquée par divers facteurs. Il y a d'abord, le facteur conjoncturel : la **Guerre froide** oppose deux camps : le bloc soviétique et le bloc occidental avec pour leader les Etats-Unis. Cette division du monde en deux pôles, dominés par des idéologies différentes oblige les intellectuels à choisir leur camp. En outre, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la **décolonisation** est engendrée, c'est le début de la perte de l'Empire français et du déclin de la France sur le plan international. Les intellectuels français interprètent cette perte d'influence française comme une montée de **l'hégémonie américaine** sur la scène internationale qui n'est pas sans enclencher de vives réactions car, comme le souligne Raymond Aron :

« Les nations appelées grandes ne réagissent pas plus raisonnablement à leur abaissement que les nations dites petites n'avaient réagi hier à leur soudaine résurrection. »<sup>87</sup>

**L'humiliation** de se voir mis au second plan derrière les Etats-Unis se traduit chez les intellectuels français par une critique violente et haineuse du leader du camp occidental. On peut mentionner sur ce point les propos très virulents de Sartre au moment de l'affaire Rosenberg :

« En attendant, ne vous étonnez pas si nous crions d'un bout à l'autre de l'Europe : attention, l'Amérique a **la rage**. Tranchons tous les liens qui nous rattachent à elle, sinon nous serons à notre tour mordus et enragés. »<sup>88</sup>

L'attraction pour le camp soviétique est également expliquée par Aron par le fait que le régime soviétique sait mieux assurer la promotion de son idéologie que le camp américain du fait de l'utilisation d'une propagande d'Etat puissante et expérimentée.<sup>89</sup>

En effet, la conversion des élites intellectuelles au communisme fut le résultat d'une véritable croisade organisée et menée par un parti à la discipline de fer.

De même, la gauche incarne des valeurs dans lesquelles la plupart des **intellectuels se reconnaissent** : l'anticléricalisme, l'anti-conservatisme, l'égalité, la liberté, la raison que l'on oppose à l'autoritarisme et la religion promu par la droite. De fait, ces

---

<sup>87</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris : éditions Calmann-lévy, collection Liberté de l'esprit, 1955, p.231 : « La révolution communiste est **transférable**, parce qu'elle est l'œuvre d'un parti et de la violence, la révolution américaine ne l'est pas parce qu'elle suppose l'action des entrepreneurs, la multiplication des groupes privés, l'initiative des citoyens »

<sup>88</sup> Jean-Paul Sartre *Les animaux malades de la rage* in *Libération* du 22/06/1953

<sup>89</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, p.254

intellectuels se sentent plus proches de l'Union Soviétique que des Etats-Unis même si certains ont conscience que, dans la patrie de Stakhanov, la situation n'est pas idyllique. Ces intellectuels sont appelés les « **malgré tout** » car ils sont pour la plupart informés des crimes staliniens et de la répression mais ne veulent pas affaiblir le PCF qui est malgré tout, le parti de la classe ouvrière.

De plus, François Furet remarque **la plasticité du discours** communiste qui lui permet de séduire les classes populaires comme les intellectuels. Les dialectiques mises en avant par les communistes (fasciste versus antifasciste par exemple) plaisent à l'électorat populaire. Elles permettent **d'identifier les ennemis**, les coupables et leur donnent des clés pour comprendre l'actualité. Les intellectuels, quant à eux, sont séduits eux-aussi mais plutôt par le caractère scientifique du marxisme léniniste et sa conception de l'histoire.

Enfin, des raisons plus matérielles qu'idéologiques ont peut-être parfois motivé certains membres de l'élite intellectuelle française à adhérer au parti communiste. Michel Winock<sup>90</sup> dégage ainsi l'idée que certains intellectuels ont choisi le camp soviétique **par opportunisme**. En effet, le PCF, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dispose de nombreuses places à pourvoir dans sa hiérarchie ou ses institutions satellites. Il est un moyen de gravir les échelons de la bureaucratie pour accéder à des postes convoités du fait d'un large réseau d'interconnaissances.

## 2) Illustration des conséquences de l'attirance des intellectuels pour le régime soviétique

### ➤ *Les crimes de Staline sont tabous*

Cette influence communiste ne serait pas en elle-même problématique si elle n'avait pas conduit au refoulement des crimes commis par Staline en Union Soviétique et dans les démocraties dites « populaires ». L'insurrection de Varsovie, événement « mal placé » dans l'Histoire intervient à une période qui perdurera jusqu'à la moitié des années cinquante, période au cours de laquelle une majorité d'intellectuels vouaient à Staline une admiration sans borne.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusque dans les années soixante, soixante-dix, on assiste à un véritable **aveuglement** des intellectuels français qui, face aux

---

<sup>90</sup> Michel Winock, *Le grand aveuglement*, numéro spécial de l'Histoire sur « Les crimes du communisme », n°247 d'octobre 2000

témoignages des exilés, refusaient d'accepter la vérité. En effet, parmi les intellectuels se trouvaient aussi des historiens, on peut citer les noms les plus célèbres d'Annie Besse (**Annie Kriegel**) ou Maurice Agulhon Or, le PCF avait un **véritable droit de regard** sur le travail des historiens communistes qui n'étaient pas libres d'exprimer leurs doutes sur la réalité du Paradis soviétique.

De plus, il est important de souligner qu'une grande partie des professeurs d'université étaient influencés par ces intellectuels de gauche. Le parti communiste avait réussi à « **noyauter** » **l'enseignement supérieur** en France de façon exceptionnelle. On comprend également par ce biais, pourquoi l'insurrection de Varsovie n'est pas un sujet très enseigné en France. Raymond Aron remarque intelligemment :

« Il n'en reste pas moins que les théories, enseignées dans les universités, deviennent quelques années plus tard, **des évidences** acceptées par les administrateurs ou les ministres. [...] Les idéologies des lettrés, en un pays comme la France, forment, elles aussi, la **manière de penser des gouvernants**. »<sup>91</sup>

En effet, comme le développe également Bourdieu dans son ouvrage *Esprit d'Etat*, l'Etat, par l'intermédiaire du système scolaire, dispose de moyens d'imposer et d'inculquer des « *principes durables de vision* », des « *structures mentales* » aux individus. Ces clés de lectures enseignées à l'école par des historiens pro-communistes ont pu jouer un rôle dans l'oubli d'un fait historique comme l'insurrection de Varsovie en France.

#### ➤ *L'antifascisme comme argument de défense systématique*

Cette notion développée par la propagande soviétique fut beaucoup et reste utilisée par les communistes et intellectuels français pour se défendre contre toute argumentation avançant une comparaison nazisme - communisme ou évoquant les crimes staliniens. François Furet montre dans son ouvrage *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXe siècle*<sup>92</sup> les avantages que comportait la mobilisation de ce qualificatif d'« anti-fasciste » par ceux-ci.

Les communistes se situaient ainsi toujours à **l'opposé du mal absolu**. Comment oser, dès lors, critiquer leurs prises de positions ? Furet montre que **l'antifascisme se**

---

<sup>91</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit. p.258

<sup>92</sup> François Furet *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXe siècle* Paris : Robert Laffont, 1995

**substitue alors à la démocratie** car la légitimité ne provient plus du fait que l'on est soutenu par le peuple, mais par le fait que l'on se place idéologiquement à l'opposé du diable personnalisé : Hitler.

« Victorieux, l'antifascisme ne bouleverse pas le terrain moral et politique sur lequel il a grandi. Il approfondit la crise de l'idée démocratique sous l'apparence de l'avoir résolue. C'est la grande illusion de l'époque. »<sup>93</sup>

L'historien Thierry Wolton dans son ouvrage *Rouge-Brun. Le mal du siècle* édité en 1999 montre de la même manière que l'antifascisme était une stratégie mise au point par Moscou pour effacer des mémoires les crimes communistes. Il prend pour exemple le mythe d'un Hitler toujours vivant, mythe qui a été diffusé par Moscou<sup>94</sup>.

#### ➤ *Le prestige de Staline en France*

L'aveuglement des intellectuels français se traduit dans l'après-guerre par une admiration sans borne pour le «petit père des peuples». De fait, le soixante-dixième anniversaire de Staline en décembre 1949 montre l'attachement des militants français au personnage : des camions du PCF iront ainsi récolter des présents (bijoux, instruments de travail, livres anciens...) que les militants et électeurs communistes souhaitent offrir au leader soviétique. Henri Wallon, psychologue, écrira dans *La Pensée*, revue du rationalisme moderne, de novembre - décembre 1949 :

« Dans l'histoire de l'humanité il y a de très grands noms. [...] Mais en connaît-on qui ait ainsi **uni en lui toutes ces formes du génie**, et peut-on les dénier à Staline ? »

Des intellectuels, des artistes, des poètes, des écrivains écriront à la gloire du premier secrétaire du parti communiste de l'Union Soviétique. Louis Aragon ira même jusqu'à dire que « La France doit à Staline son existence de nation. »<sup>95</sup> ! Quant à Paul Eluard, il écrira dans un de ses poèmes :

« *Et Staline pour nous est présent pour demain*

*Et Staline dissipe aujourd'hui le malheur*

---

<sup>93</sup> François Furet *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXIème siècle*, op. cit. .p. 414

<sup>94</sup> Thierry Wolton, *Rouge-Brun. Le mal du siècle*. 1999, p. 169 : « Dès septembre 1945, les Soviétiques ont fait courir le bruit qu'Hitler était toujours en vie, qu'il pourrait même avoir trouvé refuge dans le secteur britannique de Berlin. L'ordre de répandre ce mythe est venu directement de Staline. Peu importe que ce soit l'Armée Rouge, quelques semaines auparavant, qui avait découvert le cadavre du Führer, et qu'elle en ait informé le monde. La propagande, qui n'a rien à voir avec la vérité, avait besoin d'un Hitler vivant. L'antifascisme qui a servi à masquer les crimes d'avant guerre devait perdurer. »

<sup>95</sup> Louis Aragon *Portrait de Staline* in *Les lettres françaises*, 12/03/1953

*La confiance est le fruit de son cerveau d'amour. »*<sup>96</sup>

Quand on oppose aux intellectuels les crimes de Staline et les camps soviétiques, l'indignation de ceux-ci est à son comble. Jean-Baptiste Doumeng, dit le *Milliardaire rouge*, déclarera ainsi à la télévision : « Staline a bien fait quelques morts, mais **pas plus que les accidents de la route.** »<sup>97</sup>

Comment dès lors aborder le sujet de l'insurrection de Varsovie ? L'admiration et le culte à Staline était tel qu'un événement comme celui-ci dans lequel le leader de l'Union Soviétique a une telle part de responsabilité ne pouvait être débattu. Démontrer, dans les années cinquante, que l'insurrection de Varsovie est le symbole de ce désir commun à Hitler et à Staline de voir la Pologne disparaître aurait produit l'effet d'une bombe.

### 3) Comprendre le refoulement des crimes staliniens par les intellectuels français

#### ➤ *Un phénomène de dissonance cognitive*

Sur le plan sociologique, le phénomène de l'aveuglement est appelé « dissonance cognitive » : il se caractérise par la non prise en compte d'une information du fait qu'elle ne **correspond pas aux modes de pensée** qui permettraient de la concevoir comme pertinente. On observe alors une sorte **d'autocensure** s'opérant dans l'esprit de ces intellectuels communistes, de ces militants. On peut citer le témoignage de Dominique Desanti face à ses premiers doutes sur le bien fondé du régime communiste lors du procès du secrétaire du parti communiste bulgare Kostov en décembre 1949 : « L'alternative pour moi était claire : soit je faisais part de mes doutes et j'étais alors immédiatement exclue ; je devenais **un traître** défendant les traîtres. Sois je me **taisais**. C'est cette solution que j'ai choisie. »<sup>98</sup>

L'information la plus inacceptable pour ces individus est celle d'une comparaison entre les camps nazis et les camps soviétiques. En effet, cette comparaison remet en cause le leitmotiv clé de l'engagement communiste : la lutte antifasciste.

Face aux informations qui vont dans le sens d'une comparaison possible entre les deux totalitarismes, la réaction immédiate est celle de dire que ces informations sont fausses

---

<sup>96</sup> Paul Eluard *Joseph Staline*, in *L'Humanité*, 8 décembre 1948

<sup>97</sup> Jean Amadou, *Heureux les convaincus*, Paris : Robert Laffont, 1986, 292p

<sup>98</sup> Denise Desanti *Pourquoi j'ai été stalinienne*, interview de Héloïse Kalebka reproduit dans *L'Histoire* n°247 d'octobre 2000, dossier spécial sur *Les crimes du communisme*, p.52

car elles proviennent de la **presse bourgeoise** ou bien sont le résultat de la propagande capitaliste. Arthur Kriegel avoue ainsi :

« Malgré tous ces accrocs, malgré toutes ces lézardes, pendant dix ans nous avons refusé tous les arguments\_ toutes les vérités fournies par la presse bourgeoise, parce que cela **venait de l'ennemi** et que le centre nous disait qu'il s'agissait de mensonges, de calomnies, etc. »<sup>99</sup>

Le concept de dissonance cognitive permet de comprendre certaines attitudes qu'ont adoptées des intellectuels de renom face à des témoignages pourtant criant de vérité. Le procès Kravchenko en 1949, qui oppose un Soviétique exilé aux Etats-Unis, auteur de *J'ai choisi la liberté*, autobiographie dénonçant le système de terreur stalinien à l'hebdomadaire *Les Lettres Françaises* l'accusant de mensonge est un parfait exemple de ce refus de savoir des intellectuels français.

Un article de Sim Thomas dans *Les Lettres Françaises* accusant l'exilé de **traître, d'ivrogne excité, acheté par les services secrets américains** fut à l'origine du litige, en provoquant une plainte pour diffamation de Kravchenko. Comme le souligne Charlotte Cachin-Liébert dans un article intitulé *Les leçons du procès Kravchenko*, la tactique de la défense ne constituera qu'en une disqualification du fond par la forme<sup>100</sup>. Pour donner plus de légitimité à la défense, les « compagnons de route » sont mobilisés, parmi eux, on trouve des résistants comme **Jean Vercors ou Pierre Cot**.

Face à ces attaques, la partie adverse réplique par des témoignages d'exilés, de survivants de camps soviétiques tels Margarete Buber-Neumann. Celle-ci raconte son incarcération dans un camp en Sibérie puis son transfert par les Soviétiques à Ravensbrück et les conditions de détention déplorables.

La défense répond : « Ce n'est pas un camp, c'est une **résidence forcée**. »<sup>101</sup> ou encore : « les camps sont **à l'honneur de l'URSS** »<sup>102</sup>...

On assiste là à un parfait exemple de « **mensonge déconcertant** », notion développée par Ante Ciliga, écrivain yougoslave déporté en Sibérie, auteur de *Dix ans au pays du*

---

<sup>99</sup>Entretien du 19 septembre 2006 avec Arthur Kriegel *Budapest : le point d'orgue*. in *Histoire et Liberté* n°28

<sup>100</sup> Charlotte Cachin-Liébert *Les leçons du procès Kravchenko* dans le dossier spécial de l'Histoire intitulé : *Les crimes du communisme*, n°247 octobre 2000, Ainsi, on critique son apparence physique : « avec sa tête d'homme à femmes [...] dont les yeux ne sont que des tâches de boue » (*L'Humanité*)

<sup>101</sup> M. Blumel, avocat des *Lettres Françaises*

<sup>102</sup> Pierre Daix, ancien déporté de Mauthausen

*mensonge déconcertant*. Ce concept désigne dans leur globalité les mensonges développés par la propagande communiste. Ils sont tellement gros, tellement invraisemblables qu'ils ne peuvent être crus. Mais ils sont utilisés par les communistes et sympathisants car ils correspondent à la structure de leurs modes de pensée.<sup>103</sup>

Charlotte Cachin-Liébert conclue en rappelant que, si Kravchenko a gagné son procès, les compagnons de route n'ont pas pour autant admis la validité de son témoignage. *J'ai choisi la liberté* ne sera pas l'ouvrage qui ouvrira les yeux d'une partie de l'intelligentsia française tournée vers le camp soviétique.

Kravchenko ne fut pas le seul à tenter d'alerter l'opinion française de son aveuglement. David Rousset, prisonnier politique au camp de Buchenwald, appelle les déportés des camps nazis à réagir, à examiner la réalité des camps soviétiques en 1949. Il est immédiatement couvert d'injures par la presse communiste et **par certains déportés des camps nazis** comme lui.

Tzvetan Todorov, dans son ouvrage sur les *Abus de la mémoire* applique sa théorie d'une mémoire exemplaire au cas Rousset. Appuyant la démarche de celui-ci, il affirme : « C'est le **devoir** des anciens déportés d'enquêter sur les camps présents. » La **mémoire exemplaire** est pour celui-ci le meilleur usage que l'on peut faire de la mémoire car elle permet de comprendre, de réagir au présent par rapport à des événements passés. Aussi, pour Todorov, les individus qui niaient l'existence des camps en URSS au procès Kravchenko sont :

« **des négationnistes plus dangereux** que les négationnistes nazis car les camps soviétiques étaient encore en activité ».

En effet, au lieu d'apporter leur regard d'« **experts malgré eux** » des camps de concentration pour appuyer de tout leur poids la condamnation des camps soviétiques, ceux-ci ont préféré les nier et permettre ainsi que des milliers d'hommes subissent le même traitement qu'eux sans aucune réaction occidentale.

Rousset fera lui aussi un procès aux *Lettres Françaises* pour diffamation en novembre 1950 qu'il gagnera, lui, également. Il fera témoigner notamment Joseph Czapski, qui

---

<sup>103</sup> On peut aussi souligner sur ce point que les hommes politiques hostiles au communisme n'ont, eux non plus, pas pris la défense de Kravchenko. On voit ainsi l'influence de ces critiques des communistes, si invraisemblables soient-elles, dans la France de l'après-guerre : aucun homme politique n'ose publiquement prendre la défense de ce dissident.

osa imputer le massacre de Katyn<sup>104</sup> aux Soviétiques, responsabilité aujourd'hui prouvée mais, à l'époque, provoquant l'indignation des communistes.

➤ *La foi communiste à l'origine de l'aveuglement*

Néanmoins, le phénomène de dissonance cognitive n'est compréhensible que si l'on explique pourquoi ce mode de pensée s'est imposé si fortement dans les esprits des intellectuels français de l'époque. L'analyse de Raymond Aron est sur ce point tout à fait pertinente. On aurait pu reprocher à cette analyse qui nous provient d'un anticommuniste convaincu, d'être fortement teintée politiquement et de n'avoir pour fondement qu'une dénonciation du parti communiste. Cependant, ces réflexions furent **confirmées par les communistes français eux-mêmes**, une fois « repentis » de leur croyance. De plus, elle est fréquemment reprise pour traiter de l'engagement communiste. Par exemple, Alain Besançon en 1998, parle de « **bibliisme communiste** » dans son ouvrage *Le malheur du siècle*<sup>105</sup>.

Aron met en exergue le fait que, dans la période de l'après guerre, on assiste à un déclin progressif de l'autorité de l'Eglise, ainsi :

« Les ardeurs qui, en d'autres temps, auraient pu s'exprimer en croyances proprement religieuses, prirent pour objet l'action politique. »<sup>106</sup>

Le développement de la science a décrédibilisé l'Eglise. Aussi, une place vide se creuse dans l'âme humaine. Or, seul le parti communiste pour Aron présente cette véritable **essence de la pensée religieuse que recherchent les intellectuels**. Il est donc plus attractif par rapport aux autres partis pour les intellectuels en quête d'une religion. Besançon reprend cette analyse en écrivant :

« Devenir communiste donnait le sentiment d'accomplir de façon réaliste le **commandement d'amour au prochain**, cependant que la raison était rassurée puisqu'elle était désormais rétablie sur la base certaine de la **science**. »<sup>107</sup>

---

<sup>104</sup> Assassinat de 4500 soldats polonais prisonniers de l'Armée Rouge en avril 1940 dans la forêt biélorusse de Katyn par les services secrets soviétiques qui accusèrent les Nazis du crime pendant de nombreuses années.

<sup>105</sup> Alain Besançon, *Le malheur du siècle...* op.cit.

<sup>106</sup> Raymond Aron *L'opium des intellectuels* op. cit. p. 275

<sup>107</sup> Alain Besançon, *Le malheur du siècle, sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*. Paris : Fayard, 1998, p.111

En effet, le parti communiste n'était pas un parti comme les autres. Adhérer au parti était comme se convertir à une religion, une **religion sans Dieu**, c'est-à-dire séculière. R. Aron en 1955 dans *L'opium des intellectuels*, montre que le communisme présente les mêmes caractéristiques, remplit les mêmes fonctions que la religion. En effet, celle-ci permet, par exemple, d'offrir au croyant une interprétation globale de l'Univers, de lui soumettre une hiérarchie des valeurs, une certaine morale. Cette religion séculière offrait une clé de compréhension du monde par ses dialectiques faciles comme on a pu le développer plus haut. De même, elle était régie par des règles intransigeantes de respect de la ligne directrice du parti y compris pour les intellectuels, que l'on peut interpréter comme une certaine morale.

Ainsi, l'adhésion au parti communiste est vécue comme une entrée dans la foi : « Quiconque y pénètre, d'un coup reçoit le **baptême** : c'est l'Eglise qui exprime la volonté essentielle du prolétariat ; les non-prolétaires, qui lui obéissent, participent de cette essence ; les vrais prolétaires, qui se refusent à la suivre, n'appartiennent plus à la classe **élue**. »<sup>108</sup>

Le phénomène des prêtres-ouvriers, prêtres qui furent attiré par le communisme dans sa composante solidarité, est lui aussi un signe de cette ressemblance de l'idéologie communiste à celle d'une religion. Ceux-ci reprennent le vocabulaire du parti communiste : ils parlent de « nos frères du **prolétariat** », d'une vocation du prolétariat et de son incarnation dans le parti.

Aron montre en outre que les intellectuels vivaient leur engagement au sein du parti communiste comme une sorte de croisade : il fallait **convertir** les prolétaires, libérer les hommes « en tuant les Dieux et en abattant les autels. »

Grâce à cette analyse, on peut comprendre pourquoi les « fidèles » du parti communiste ont refusé d'entendre et d'accepter les témoignages des exilés de l'Union Soviétique pendant plus d'une dizaine d'années. Il y avait aussi cette part de rêve, d'illusion que le paradis communiste allait se réaliser sur terre et que ces témoignages semblaient s'acharner à déchirer. Comme le disait Sartre : « Il ne faut pas désespérer Billancourt » !

Si le parti leur avait dit: l'insurrection de Varsovie n'était le fait que d'une bande de voyous qui voulaient empêcher l'établissement d'un régime pro communiste, ces intellectuels auraient très certainement cru à cette version de l'histoire. Forts de leur foi

---

<sup>108</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op.cit. p. 277

en une marche inexorable vers le socialisme, ils auraient blâmé cette résistance des intellectuels bourgeois polonais à l'Armée rouge.

➤ *Des intellectuels français apologistes d'une violence dont ils ne réalisent pas l'ampleur*

Une dernière explication qui peut être avancée pour décrypter les raisons de cet aveuglement est celle de l'impossibilité pour les Français de comprendre ce qui se passe en Europe Centrale et en Russie soviétique. Sophie Coeuré, dans son ouvrage intitulé *La grande lueur à l'Est, les Français et l'Union Soviétique, 1917-1939*, a cette réflexion à propos des procès de Moscou qui me semble pertinent de noter ici :

« Concevoir et comprendre cette violence massive, inédite, sans justification militaire aucune, aurait demandé aux hommes et aux femmes de l'époque, imprégnés des logiques de la guerre mondiale, **un effort qu'ils n'étaient pas prêts à faire** ou qu'ils n'étaient pas en mesure de réaliser. »<sup>109</sup>

En effet, la signification du communisme est bien différente en France, où le parti joue un rôle d'opposition, de celle qu'on peut observer en U.R.S.S. Ainsi, beaucoup d'intellectuels se prononcent sur des choses qu'ils ne connaissent pas, qu'ils n'ont pas expérimentées. Ces « apologistes de la violence »<sup>110</sup> vont développer la théorie que celle-ci méritait d'être mise en œuvre car elle était « **accoucheuse de progrès** ». En effet, ceux-ci étaient conscients que la période stalinienne avait été une période sanglante mais ils la justifiaient comme « une période transitoire **nécessaire** à l'établissement du communisme ». Ils posaient ainsi le problème sous la forme du dilemme. Par exemple, Maurice Merleau-Ponty déclarait :

« Ou bien on veut faire quelque chose, mais **c'est à condition d'user de la violence** – ou bien on respecte la liberté formelle, on renonce à la violence, mais on ne peut le faire qu'en renonçant à la société sans classes, c'est-à-dire en consolidant le règne du **quaker hypocrite**. »

Le représentant le plus connu de ces intellectuels est bien entendu Jean-Paul Sartre. Pour lui, **la violence est un mal nécessaire** : « il n'y a pas d'omelette sans casser des

---

<sup>109</sup>Sophie Coeuré *La grande lueur à l'Est, les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris : Seuil, 1999, p.294

<sup>110</sup> Georges Nivat *Pathologie du mensonge* in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zaviatoff *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective*, p.188

œufs » fait-il dire à un de ses personnages dans *Mains sales*<sup>111</sup>. Ce à quoi répondra Vladimir Boukovski<sup>112</sup> en disant qu'il avait vu les œufs cassés, mais il n'avait jamais goûté l'omelette... Le recours à la force se justifiait par le fait de l'inculture des masses et de l'encerclement capitaliste : les Etats-Unis, menaçant l'URSS avec le plan Marshall auraient entretenu une certaine méfiance de **Staline qui n'aurait, dès lors, pas eu la possibilité de desserrer l'étau soviétique**<sup>113</sup>. Réagissant vivement aux propos de Sartre sur l'insurrection de Budapest en 1956, propos dénonçant la violence mais à demie teinte seulement, Brice Parain, philosophe, ancien communiste écrivait :

« En langage philosophique, on dirait que la pensée de Sartre ne vaut rien parce qu'elle n'est que formelle, c'est-à-dire parce qu'elle n'est qu'un enchaînement apparemment raisonnable de propositions dont le contenu n'a pas été vérifié et qui ne sont en réalité que des impostures. »<sup>114</sup>

L'aveuglement des intellectuels français tiendrait donc également au fait qu'ils ne voyaient pas les conséquences pratiques des théories communistes. De la même manière que les nazis avaient inventé un vocabulaire aseptisé pour parler d'assassinats collectifs, les communistes banalisèrent des théories, des termes qui cachaient des mises en pratiques désastreuses et inhumaines. Le meilleur moyen de véhiculer le mensonge pour un régime totalitaire est en effet une « **novlangue** », une langue nouvelle qui abolit la langue individuelle, celle qui véhicule les émotions<sup>115</sup>. Ainsi faisait-on l'apologie de la violence révolutionnaire, aussi dénonçait-on le débat parlementaire jugé moins efficace que la violence, aussi parlait-on de la dictature du prolétariat... sans un instant imaginer comment cela avait pu être mis en pratique en Union Soviétique en en Europe Centrale. De la sorte, selon Alexandra Viatteau, on a pu lire dans les journaux français de l'après guerre ce type de discours sur l'insurrection :

« L'Insurrection de Varsovie était le dernier éclat, frisant la **trahison** nationale, des **aventuriers nobiliaires de la clique révolutionnaire des politiciens** polonais. »<sup>116</sup>.

---

<sup>111</sup> Jean-Paul Sartre, *Les mains sales*, Paris : Gallimard, 1959, 261p.

<sup>112</sup> Cf. Vladimir Boukovski *Cette lancinante douleur de la liberté : lettres d'un résistant russe aux occidentaux* Paris : Robert Laffont, 1981, 244p. Vladimir Boukovski est un ancien dissident soviétique sous l'ère Brejnev, né en 1942, qui a passé douze années de sa vie au goulag et en asile psychiatrique.

<sup>113</sup> Cf. Françoise Grandsenne *Les intellectuels français et l'insurrection hongroise de 1956* op. cit.

<sup>114</sup> *Sartre a parlé* in revue *Monde nouveau* n°106, décembre 1956, p335 à 340

<sup>115</sup> Cf les études d'Alexandre Zinoviev et de Françoise Thom.

<sup>116</sup> Alexandra Viatteau, *Staline assassine la Pologne*, op.cit., p.193

Il est étonnant de constater à quel point les journaux français utilisent la même novlangue que la propagande soviétique alors même qu'en France, la liberté de la presse est assurée !

#### 4) Le déclin de l'influence communiste

La puissance de la mémoire communiste de la Seconde Guerre mondiale jusque dans les années soixante-dix est ainsi l'une des explications de l'oubli de l'insurrection de Varsovie, ou, du moins, du manque d'intérêt français pour le sujet.

A partir de 1956 qui est l'année du **rapport Khrouchtchev** et celle de **l'écrasement de l'insurrection de Budapest**, les intellectuels commencent à se distancier du parti pour la plupart. Le XXe Congrès du parti communiste et ses révélations sont un choc pour les militants communistes français<sup>117</sup>. De plus, la réaction du Parti communiste français à l'insurrection hongroise<sup>118</sup> provoqua en effet, pour la première fois, une fronde chez les intellectuels qui publièrent dans *Le Monde* et *France Observateur* leur désapprobation. J.-P. Sartre, Aragon, J. Prévert, F. Furet, A. Kriegel, M. Gallo prirent clairement leur distance avec le parti lors de la révolution hongroise. Beaucoup ont réalisé, après coup, cet aveuglement et ont essayé d'expliquer leur attitude. Pierre Emmanuel dans la revue *Esprit* s'exclamera ainsi :

« Quelle **déraison** nous a menés là ? Quel somnambulisme ? Par quel **aveuglement** avons-nous fait comme si le communisme n'était pas une névrose ? »<sup>119</sup>

Pourtant, avant la Seconde Guerre mondiale Margarete Buber Neumann faisait déjà part de la même désillusion des communistes allemands :

« Comment avons-nous pu pendant des années accepter tout cela sans examen ? Ce qui venait de Moscou était **sacré**, nous **étouffions** tous les doutes, car nous désirions d'abord conserver notre **foi**. Maintenant, nous devons payer notre **crédulité**. »<sup>120</sup>

---

<sup>117</sup> François Furet *Le passé d'une illusion...* op. cit. p. 513 : « La voix qui dénonce les crimes de Staline ne vient plus d'Occident, mais de Moscou, et du saint des saints à Moscou, le Kremlin. »

<sup>118</sup> Jacques Carat *Nous le savions* in *Preuves* (juillet 1956) p. 53 : « Face à l'offensive acharnée et bestiale des fascistes, des féodaux et de leurs alliés, les princes de l'Eglise, pour restaurer en Hongrie le régime terroriste de Horthy, il eût été inconcevable que l'armée des ouvriers et des paysans de l'URSS ne répondît pas à l'appel qui lui était adressé, alors que les meilleurs fils de la classe ouvrière hongroise étaient massacrés, pendus et ignoblement torturés. »

<sup>119</sup> Pierre Emmanuel *Les oreilles du roi Midas* in *Esprit*, décembre 1956, p.785

<sup>120</sup> Margarete Buber Neumann *Déportée en Sibérie* Paris : édition du Seuil, collection des Cahiers du Rhône, 1949, p. 18

Corollairement, le Parti communiste perd progressivement son pouvoir électoral. Il apparaît de plus en plus comme un parti au **discours anachronique**. En effet, le parti est opposé à la contraception ou le mouvement féministe (sous prétexte que c'est un courant atlantiste), Thorez parle jusqu'en 1963 de la « paupérisation absolue de la classe ouvrière » alors que le niveau de vie des ouvriers s'est considérablement amélioré avec les Trente Glorieuses. De ce fait, **Mai 68** est un mouvement dans lequel le parti communiste français aura du mal à trouver sa place, il se placera contre les étudiants manifestants, qualifiés de « fils de bourgeois ». Le parti est alors concurrencé par les mouvements maoïstes et trotskistes qui sont plus populaires chez les jeunes.

En 1971, **au Congrès d'Epinay**, François Mitterrand prône l'union de la gauche, une union, qui va largement profiter au parti socialiste, marginalisant élections après élections le parti communiste. En 1974, la publication de *L'archipel du Goulag* de **Soljenitsyne** fait prendre conscience aux Français des réalités intérieures soviétiques et renversent l'image du parti. Les intellectuels de l'époque vont alors se positionner du côté des victimes. Le parti communiste se retrouve isolé et marginalisé.

C'est alors qu'apparaît une nouvelle approche de la Seconde Guerre mondiale qui avait été négligée jusqu'à présent : l'approche sous le prisme du judéocide<sup>121</sup>.

### *B/ La Seconde Guerre mondiale sous l'angle de la Shoah.*

#### 1) Les étapes de la reconnaissance de la mémoire juive

➤ *Dans l'après-guerre, la mémoire de la résistance occulte la mémoire du génocide*

Aujourd'hui il peut paraître surprenant que dans l'immédiat d'après-guerre, le génocide des Juifs n'ait pas été au centre du travail de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. De fait, en France, jusque dans les années soixante, **la tradition résistancialiste** était prédominante. Celle-ci était entretenue par la mise en avant de l'action de la résistance menée par le Général de Gaulle mais aussi par celle des résistants communistes en France occupée. Cette évacuation complète de Vichy est critiquable mais elle a eu une conséquence : la **réconciliation** des Français avec leur passé et la valorisation de l'identité nationale. De son côté, d'une certaine manière, la communauté juive n'a pas voulu non plus mettre en avant la mémoire des camps, elle a préféré mettre également l'accent sur la résistance juive à l'occupant nazi. De multiples

---

<sup>121</sup> Terme utilisé par Arno Mayer *La « Solution finale » dans l'histoire*, Paris : la Découverte, 1990

ouvrages ont été ainsi publiés sur l'insurrection du ghetto de Varsovie, vrai symbole de la résistance juive.<sup>122</sup>

De plus, s'était développée une certaine volonté des survivants de rompre avec ce passé douloureux et de ne pas faire émerger des souvenirs trop durs à supporter. Vidal Naquet disait à ce propos : « **L'indicible ne se dit pas facilement.** »

Enfin, le génocide fut d'une telle ampleur, d'une telle violence, qu'il dépassait toutes les imaginations. Les familles des survivants n'ont parfois pas cru les témoignages de ceux-ci contraignant les anciens déportés à garder ce souvenir en eux.

#### ➤ *Aux origines du débat sur l'Holocauste en France*

Le tournant s'opéra en 1961, à Jérusalem, avec le **procès d'Eichmann**, fonctionnaire sous le Troisième Reich qui avait organisé la déportation des juifs d'Europe vers les camps de concentration et d'extermination. La médiatisation de l'évènement, les témoignages bouleversants des victimes rappelèrent non seulement à l'opinion publique française mais aussi mondiale que la Seconde Guerre mondiale fut le théâtre d'un des génocides les plus épouvantables de l'histoire de l'humanité. Cet évènement coïncide avec la publication, en France, du livre de **Primo Levi** *J'étais un homme* en 1961<sup>123</sup>, témoignage poignant de la vie quotidienne à Auschwitz, ouvrage de nos jours lu et étudié à l'école en France.

Avec le départ du leader de la résistance en 1969, c'est également une page de l'Histoire qui se tourne. La France semble mûre pour faire face à son passé vichyssois. Ainsi, la grâce présidentielle du président Georges Pompidou à Paul Touvier, ancien chef de la milice de Lyon, en novembre 1971, fait apparaître les prémises d'un débat public sur Vichy. Les critiques sont nombreuses contre le choix de G. Pompidou et **l'affaire Touvier** donnera par la suite lieu à une longue bataille juridique<sup>124</sup>.

---

<sup>122</sup> Sur ce point : Vidal Naquet, préface de l'ouvrage de Marek Edelman et Hanna Krall *Mémoires du ghetto de Varsovie, Un dirigeant de l'insurrection raconte*, Paris : Editions du Scribes, 1983 :

« Documents, témoignages de toutes sortes, des victimes et des bourreaux, reconstitutions romanesques, il semble que tout ait été dit tant sur le combat lui-même que sur le grand enfermement, la déportation et l'extermination massive à Treblinka qui lui a précédé. »

<sup>123</sup> Levi Primo *J'étais un homme* Paris : Buchet Chastel, 1961, 187p.

<sup>124</sup> Après la grâce présidentielle, de nombreuses plaintes de crimes contre l'humanité ont été déposées contre Paul Touvier. Les juges d'instruction se sont alors déclarés incompétents ce qui a été cassé par la Cour de Cassation. En 1981, P. Touvier est inculpé mais il trouve refuge dans un prieuré à Nice, il est arrêté en 1989 mais libéré en 1991. En 1992, la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris, refusant de retenir contre lui l'accusation de crimes contre l'humanité, prononce un arrêt de non lieu général. Cet arrêt finalement cassé, Paul Touvier est renvoyé devant la Cour d'assises des Yvelines où il est reconnu

En 1973, paraît aux Éditions du Seuil la traduction du livre de l'historien américain **Robert Paxton**, intitulé *La France de Vichy 1940-1944*. Il constitue le premier ouvrage de référence sur l'histoire du régime du Maréchal Pétain. En opposition avec la théorie gaullienne de Vichy (le régime ne fut qu'une parenthèse de l'histoire de la France), Paxton appuie la continuité de cette période historique avec l'histoire française et met en exergue la recherche de collaboration des dirigeants de l'Etat Français avec l'occupant nazi.

L'écrivain, historien et avocat **Serge Klarsfeld** publie en 1978, quant à lui, la liste des convois des 75 721 Juifs déportés de France. Lui et son épouse, deviendront célèbres par la suite sous le surnom de « chasseurs de nazis ». Ils retrouvèrent notamment en Bolivie, Klaus Barbie, dont le procès eut lieu en 1987.

En 1978, l'**affaire Bousquet** défraye la chronique : celui-ci est accusé d'être le principal responsable de la répression contre les Juifs sous Vichy.

Un an plus tard, Antenne 2 diffuse la série américaine *Holocauste*, une fiction télévisée américaine sur le sort des juifs pendant la guerre, qui a été vue par des plusieurs millions de gens à travers le monde et dont la forme autant que le fond déclenche des polémiques.

En 1985, le film *Shoah*, de **Claude Lanzmann** qui dure 9heures 30, est également un élément clé de la prise de conscience française de l'ampleur du génocide. Les longs silences propices à la réflexion du téléspectateur, la force et la symbolique des images permettent un vrai questionnement autour de l'Holocauste, et apportent les preuves du génocide à ceux qui nient alors l'existence des chambres à gaz<sup>125</sup>.

➤ *Le thème de la responsabilité française dans le génocide prend un caractère politique*

Face à cette série de procès, la multiplication des ouvrages sur le sujet, les politiques français commencent à prendre la parole sur le sujet dans la fin des années quatre-vingt. A l'occasion du procès de Klaus Barbie, le premier ministre de l'époque,

---

coupable de complicité de crimes contre l'humanité pour l'exécution de sept otages juifs à Rillieux-la-Pape en juin 1944, et il est condamné en 1994 à la réclusion à perpétuité.

<sup>125</sup> En 1985, Henri ROQUES, ingénieur en retraite, soutient devant l'université de Nantes une thèse de doctorat aboutissant à nier indirectement l'existence des chambres à gaz à partir de l'analyse du témoignage d'un officier nazi qui s'était rendu en avril 1945 à l'armée française et avait été interrogé par des officiers français.

Jacques Chirac demande aux enseignants d'évoquer la politique antisémite perpétrée par les nazis avec la **complicité du régime de Vichy**. La même année, en 1987, **Henri Rousso** publie un ouvrage intitulé *Le syndrome de Vichy* aux éditions du Seuil qui met en valeur les évolutions de la mémoire collective des Français à propos de l'occupation mais tente de mettre en garde contre un usage abusif du devoir de mémoire aboutissant, selon lui, à des revendications identitaires parfois dangereuses.

En 1992, le ministre de l'Education Nationale **Jack Lang** fait envoyer dans chaque lycée public et privé une copie du film d'Alain Resnais *Nuit et brouillard* et demande aux professeurs d'histoire de rappeler à leurs élèves ce qu'avait été le gouvernement de Vichy et la collaboration<sup>126</sup>.

Les polémiques entourant le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe de Pétain par Mitterrand auront été révélatrices de cette nouvelle sensibilité française à l'Holocauste. Mitterrand gardera une attitude plutôt ambiguë envers le régime de Vichy. Il faut rappeler à ce propos qu'il fut fonctionnaire sous Vichy et que René Bousquet faisait partie de ses proches. Cependant, en février 1993, un décret instaurera le 16 juillet (date anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver à Paris en 1942) *journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français 1940-1944*. La formulation reste prudente. On ne souhaite pas reconnaître la responsabilité de l'Etat français actuel.

**Jacques Chirac** se positionnera en rupture avec l'ambiguïté de son prédécesseur et dès 1995, il reconnaît officiellement et solennellement les crimes de l'Etat français :

« Ces heures noires souillent à jamais notre histoire et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été, chacun le sait, secondée par des Français, secondée par l'Etat français. »<sup>127</sup>

Il sera suivi en ce sens par **Lionel Jospin** en juin 1997 dans un discours pour le 55<sup>ième</sup> anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver : « Cette rafle fut décidée, planifiée et réalisée par des Français. ». Un nouveau procès est alors en cours : celui de **Maurice Papon**, accusé d'avoir ordonné l'arrestation et la déportation vers le camp de Drancy de 1 690 Juifs. L'affaire Papon, qui s'étalera sur de nombreuses années au gré des

---

<sup>126</sup> *Le Monde* du 29 avril 1992

<sup>127</sup> *Le Monde* du 6/12/1997, Discours du 16 juillet 1995, à l'occasion du 53<sup>ième</sup> anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver.

jugements, contribuera à maintenir le débat concernant la responsabilité française dans la déportation des Juifs de France au cœur de l'actualité.

Lionel Jospin admitra enfin, au cours de la Conférence internationale de Stockholm sur l'éducation, la recherche et la mémoire de la Shoah de janvier 2000, que la France a « **tardé** à reconnaître la responsabilité de l'État français dans la persécution et la spoliation des Juifs de France pendant la deuxième guerre mondiale ».

C'est également sous son gouvernement que sera changée la dénomination de la journée de la mémoire des persécutions : elle deviendra par une loi du 29 février 2000 : *Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites* ; des crimes racistes et antisémites dont la loi de 2000 mentionne explicitement qu'il ont été commis par **l'Etat français**.

## 2) Les critiques concernant l'avènement de la mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale en France

La reconnaissance officielle de la responsabilité nationale dans la déportation massive de Juifs français vers les camps et la multiplication des ouvrages sur le sujet ont fait l'objet de deux observations critiques.

Le nombre important d'ouvrages sur la question du nazisme et la multiplication des manifestations visant à commémorer le génocide des Juifs ont donné lieu à plusieurs réactions.

Il y eut la réaction **révisionniste** de la part d'historiens, auteurs, froissés de l'« **auto-flagellation** » française que Vidal-Naquet a analysée dans son ouvrage *Les assassins de la mémoire*<sup>128</sup>. Leur négation du génocide et de l'existence des chambres à gaz doit bien entendu être condamnée car absolument infondée.

Mais on assiste aussi à la réaction de multiples groupes en France dont l'histoire est tombée dans l'oubli : le génocide tzigane, les « Malgré nous » d'Alsace Lorraine, les déportés homosexuels... Ce n'est que très récemment que leur mémoire a été honorée, et que ces groupes ont obtenu une certaine reconnaissance de la culpabilité de l'Etat français, ce « statut officiel de victime » tant désiré.

Mais si l'on sort du cadre français, on s'aperçoit aussi que le développement de la mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale s'est fait en quelque sorte **au détriment**

---

<sup>128</sup> Pierre Vidal Naquet *Les assassins de la mémoire*, Paris : éd. la Découverte, collection *Cahiers libres*, 1987, 231p.

**de la mémoire des crimes du communisme.** De fait, l'omniprésence de la mémoire juive dans le débat sur la Seconde guerre, « sert » à feu Joseph Staline.

Toute l'attention de l'opinion s'est concentrée sur le phénomène du nazisme, l'ampleur du génocide juif et les moyens d'éviter la répétition du drame.

Le débat public sur la Shoah en France était nécessaire. Il est heureux qu'il ait abouti. Mais il a eu tendance à **monopoliser l'attention des Français** sur le drame et à les empêcher de voir dans le libérateur des camps d'extermination et de concentration, un sanglant dictateur aux ambitions d'expansion territoriale en Europe Centrale. Mais « comment imaginer que ceux qui avaient, par leur victoire, contribué à détruire un système génocidaire aient pu, eux aussi, pratiquer ces méthodes ? » s'interroge Stéphane Courtois. On observe de nouveau un phénomène de dissonance cognitive : les soviétiques étant considérés, intégrés dans les modes de pensée comme étant les « libérateurs ». L'information selon laquelle ils se révèlent être également des bourreaux apparaît comme incompatible et donc rejetée.

La thèse de l'unicité de la Shoah est de ce fait d'autant plus acceptée car elle permet de résoudre le problème : peut-être les Soviétiques ont-ils été des bourreaux, mais très certainement sans commune mesure avec les Nazis.

#### ➤ *La thèse de l'unicité de la Shoah*

Le fondement « scientifique » de cette thèse est, à mon sens, tout à fait vérifiable. Il consiste à remarquer que le génocide juif est **unique en son genre** du fait de l'utilisation de nouvelles technologies, d'un véritable processus industriel pour tuer des êtres humains. L'historien **Enzo Traverso** dans son ouvrage *La violence nazie, une généalogie européenne*<sup>129</sup> définit le génocide nazi comme un génocide « racial », une « extermination conçue sur des bases idéologiques, planifiée, gérée bureaucratiquement et mise en œuvre par des méthodes industrielles ». Les victimes étaient qualifiées de « races inférieures » et le projet nazi visait à un « remodelage biologique de l'humanité ». **Alain Besançon** dira ainsi que les nazis furent les inventeurs de « **d'abattoir humain** ». En ce sens, le judéocide est unique dans l'histoire de l'humanité. **L'argument théologique**, lui, avance que le Peuple Elu par Dieu subit dans la Shoah une malédiction divine qui s'inscrit dans le cours des autres malédictions qui ont touché

---

<sup>129</sup> Enzo Traverso, *La violence nazie, une généalogie européenne* Paris : La Fabrique-éditions, 2002, 190p

le peuple d'Israël. L'événement historique est alors pris hors de son contexte et interprété au sens religieux. Si l'on considère la Shoah comme une malédiction de Dieu, un rappel à l'ordre à son peuple, alors le génocide acquiert effectivement un caractère incomparable. Besançon affirme d'ailleurs dans son ouvrage *Le malheur du siècle* que : « En effet, l'immense majorité des Juifs – mais pas seulement des Juifs- a conscience d'une **différence irréductible** entre ce qui leur est arrivé et ce qui est arrivé aux autres peuples. »<sup>130</sup>

En France, comme le remarque Besançon, la thèse de l'unicité est particulièrement forte. Elle se traduit par le refus souvent indigné d'une comparaison de la Shoah avec d'autres événements historiques. On peut citer sur ce point la réaction de la *Fédération Nationale des Déportés et internés, Résistants et Patriotes* à la résolution du Conseil de l'Europe *Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* dont nous avons déjà parlé plus haut :

« Nous condamnons toutes les atteintes aux droits de l'homme sous quelque forme que ce soit et dans quelque pays que ce soit, mais présenter comme équivalentes aux crimes nazis toutes ces violations, conduit à gommer la spécificité du nazisme. »

En effet, l'argument caché derrière l'unicité est ici celui d'un **refus de la banalisation du nazisme**. Il faut souligner son caractère exceptionnel afin que cela ne se reproduise plus.

Cependant, hormis ces considérations scientifiques et théologiques, cette thèse apparaît à bien des égards contestable et l'interprétation qui en a découlé nuit au peuple Juif lui-même. D'où une remise en question de sa légitimité.

La théorie de la singularité de la Shoah a pu être en effet interprétée de **manière négative** : les Juifs sont égoïstes, ils sont insensibles à la douleur des autres peuples qui ont connu également des génocides. Se développe alors l'affirmation que les Juifs instaурeraient **une hiérarchie entre les victimes**, plaçant en haut de la pyramide les victimes juives. Ce genre de conclusion hâtive exacerbe l'irritation des autres victimes des camps de concentration et d'extermination et conduit au développement de l'antisémitisme.

---

<sup>130</sup> Alain Besançon *Le malheur du siècle*,... op.cit. p.128

Enzo Traverso a bien perçu l'effet pervers de cette thèse de l'unicité de la Shoah. Dans un article intitulé *Auschwitz : une mémoire singulière ?* datant de 2002, il insiste sur le fait qu'« Auschwitz n'est **pas un évènement historiquement incomparable**. », et souligne qu'« élaborer une typologie ne signifie pas établir une hiérarchie »<sup>131</sup>.

Cependant, les théories antisémites et révisionnistes ont utilisé cette thèse de l'unicité de la Shoah pour la retourner à l'encontre des Juifs. Dès lors, doit-on continuer à appuyer la thèse de l'unicité de la Shoah si elle nuit au peuple juif lui-même ?

En outre, on peut également soulever le fait que, effectivement la Shoah est unique, mais ceci comme **tout évènement historique, qui reste en lui-même singulier**. Besançon emploie une métaphore significative à ce sujet :

« Toutes [exterminations contemporaines] sont uniques, comme est unique pour chaque mère la mort de son enfant, mais tous les enfants qui meurent ont aussi une mère. »<sup>132</sup>

Todorov remarque aussi de manière très fine dans son ouvrage *Les abus de la mémoire* qu'un phénomène est unique seulement **par rapport à d'autres phénomènes**. Il y a bien au départ une comparaison qui fonde le superlatif : « crime le plus horrible de toute l'humanité ».

De plus, l'auteur insiste beaucoup sur la nécessité d'une mémoire exemplaire, c'est-à-dire une mémoire qui va servir dans le présent à condamner les abus, à lutter contre les génocides modernes. Pour cela, la comparaison de son expérience passée avec l'évènement présent est absolument nécessaire. Il souligne ainsi :

« Il est impossible d'affirmer à la fois que le passé doit servir de leçon et qu'il est absolument incomparable avec le présent : **ce qui est singulier ne nous enseigne rien du tout pour l'avenir.** »

➤ *Le débat sur l'unicité de la Shoah est au centre du dialogue des historiens autour de la comparaison nazisme – communisme.*

Enfin, ce débat de l'unicité entre dans le cadre de la comparaison entre le stalinisme et le nazisme. Affirmer l'unicité de la Shoah induit nécessairement le refus de la comparaison. Des historiens comme **Ernst Nolte, Stéphane Courtois** ou **Alain**

---

<sup>131</sup> Enzo Traverso *Auschwitz : une mémoire singulière ?* in revue *Sciences Humaines* hors série n°36, mars-avril-mai 2002.

<sup>132</sup> Alain Besançon *Le malheur du siècle,...* op.cit. p.130

**Besançon** appuie la thèse d'une comparabilité nazisme – communisme avec l'opposition d'un génocide de race (nazisme) et d'un génocide de classe (communisme).

Pour citer S. Courtois dans le *Livre noir du communisme* :

« Le génocide « de classe » rejoint le génocide « de race » : la mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérément acculé à la famine par le régime stalinien « **vaut** » la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi. »<sup>133</sup>

Quant à **Ian Kershaw**, **Enzo Traverso**, ils affirment que « Le Goulag ne fut pas l'équivalent soviétique de Treblinka. »<sup>134</sup> Ils avancent le fait que les camps nazis ont, certes, eu une durée moins longue que les camps soviétiques mais qu'ils ont engendré des effets meurtriers plus intenses.

La deuxième conception a, du moins jusqu'à la publication du *Livre Noir* prévalu en France. Ceci est dû, comme on a pu le voir, à l'influence communiste et aussi à la vision de Hitler comme l'incarnation du mal absolu. Or, comme le remarque Todorov :

« Ce triste privilège [l'incarnation du mal par Hitler] fait que tout autre événement que l'on peut lui comparer est perçu à son tour par rapport à ce mal absolu. »

En ce qui concerne les témoins, les victimes des deux types de régimes, il semble pourtant que leurs mémoires soient très proches. **Vassili Grossman**, Juif Ukrainien, journaliste dans l'Armée rouge pendant le second conflit mondial puis écrivain critique à l'égard du régime soviétique écrivait à propos des koulaks :

« Pour les tuer, il fallait déclarer : les koulaks, ce ne sont pas des êtres humains. Tout comme les Allemands disaient : les Juifs : ce ne sont pas des êtres humains. »<sup>135</sup>

Le témoignage de Margarete Buber-Neuman déjà évoqué montre lui aussi que les méthodes soviétiques ne sont pas si éloignées des méthodes nazies.

Je pense que les différences entre les deux systèmes sont un thème de débat entre historiens, spécialistes. Le débat public devrait porter, quant à lui, **sur les victimes** des deux systèmes totalitaires et la reconnaissance de leur souffrance. La thèse de l'unicité de la Shoah ne doit pas conduire à une hiérarchie des victimes. Celle-ci est infondée, injuste et conduit à un regain de l'antisémitisme.

---

<sup>133</sup> Stéphane Courtois, *Les crimes du communisme* op. cit. p.19

<sup>134</sup> Ian Kershaw *Nazisme et stalinisme, limite d'une comparaison* in *Le débat*, n°89, mars 1996

<sup>135</sup> Vassili Grossman, *Tout passe*, Paris : Julliard, 1984, p.140

➤ *L'explication par Todorov de l'hypermnésie des crimes nazis et de l'amnésie des crimes communistes*

Pour finir sur ce thème, il semble qu'il faille ici reproduire une schématisation très intéressante que Tzvedan Todorov propose dans son ouvrage *Les abus de la mémoire*<sup>136</sup> :

	<b>Régime Nazi</b>	<b>Régime Stalinien</b>
<b>Bourreaux</b>	POUR une comparaison car cela leur sert d'excuse	CONTRE une comparaison car ils y voient une accusation
<b>Victimes</b>	CONTRE la comparaison car elles y voient une excuse	POUR une comparaison car elles voient leurs revendications renforcées

J'ai souhaité présenter la réflexion de Todorov dans un tableau afin de la rendre plus lisible et d'en tirer les conséquences plus facilement. Pour les bourreaux nazis, la comparaison entre les deux régimes peut effectivement servir d'excuse car ils peuvent ainsi dire que d'autres ont fait la même chose, voire pire, et leur crime s'en trouve donc atténué. Par contre, les bourreaux staliniens sont opposés à une comparaison qui les met sur le même plan que le mal absolu : Hitler. Les victimes de chaque régime se posent en opposition vis-à-vis des idées de leurs bourreaux car elles souhaitent bien entendu leurs condamnations.

Ainsi, comme on peut le voir, les individus qui sont contre la comparaison entre le régime nazi et le régime stalinien sont les victimes, juives principalement, et les bourreaux staliniens. Cela se vérifie en pratique dans la collusion que l'on a pu observer entre les **communistes et les anciens déportés des camps de concentration** défendant l'unicité de la Shoah lors des procès de Rousset et Kravchenko. Quant aux victimes du régime stalinien qui sont favorables à une comparaison, elles souffrent d'un désavantage : celui **d'être dans le même camp que celui représentant le mal absolu** : les bourreaux hitlériens.

Par conséquent, on comprend à travers ce tableau pourquoi la bataille de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale a été gagnée plus facilement par les promoteurs de la mémoire juive et de la mémoire communiste. Celles-ci avaient l'immense avantage de

<sup>136</sup> Tzvetan Todorov *Les abus de la mémoire*, Paris : Arléa, 1995, p. 40

se positionner **contre l'incarnation du mal**. Cette explication de la réussite de la mémoire juive en terme de conflit d'intérêt, de rapports de force, doit cependant être complétée par d'autres facteurs mis en exergue par Alain Besançon.

### 3) Autres facteurs d'explication de la « réussite » de la mémoire juive

Dans un discours du 21 octobre 1997 prononcé à l'Institut de France, Alain Besançon tentait de déterminer les différentes raisons qui ont conduit à ce que les crimes du nazisme ont été dénoncés, reconnus, condamnés internationalement tandis que les crimes stalinistes n'ont, quant à eux, pas fait l'objet d'un débat public ni sur le plan national ni sur le plan international.

#### ➤ *Le phénomène du nazisme est plus connu que le stalinisme*

Tout d'abord, un facteur évident : le **facteur de la connaissance** : les crimes du nazisme sont plus connus que les crimes du stalinisme. Ceci est dû comme on a pu le développer plus haut, à l'influence communiste en France qui a touché certains professeurs d'histoire et qui a contribué à ce qu'il règne en France, une vision très positive du communisme.

De plus, si des films, des photos des meurtres nazis ont été produits, très peu ont porté sur les massacres de Staline. On peut citer l'exemple de Katyn où les éléments de souvenirs sont très restreints. L'insurrection de Varsovie est en ce sens une **exception**. Il y a eu un nombre important de photographies prises par des insurgés sur les bombardements, les combats, les conditions de vie. Ainsi, un musée à Varsovie (Muzeum Powstania Warszawskiego) a pu être créé en 2004, rassemblant toutes les images et les souvenirs de l'insurrection. On ne peut s'empêcher d'y voir une fois de plus **l'étrangeté de l'oubli** de l'insurrection car même si l'on disposait de films, photos et témoignages, la mémoire de cet évènement n'a pu être assurée.

#### ➤ *Une prise en charge efficace de la mémoire juive*

La succès de la mémoire juive tient aussi au fait que le peuple juif a pris en charge la mémoire de la Shoah. Pour les Juifs, entretenir la mémoire de cette catastrophe était une **obligation morale et une obligation religieuse**. L'obligation religieuse est celle de la louange, de l'interrogation au Seigneur qui a fait la promesse de protéger son peuple.

Cette prise en charge a conduit à l'écriture de mémoires, d'ouvrages sur la question mais aussi à la création d'associations de défense des intérêts des anciens déportés, à l'élévation d'un mémorial de la Shoah. L'autorité pour le souvenir des martyrs et héros de l'Holocauste, le complexe de **Yad Vashem** en Israël, constitue un des exemples les plus représentatifs de cet engagement du peuple juif à faire reconnaître et à entretenir la mémoire de la tragédie de la Seconde Guerre mondiale.<sup>137</sup> Ce centre mondialement connu a également réussi à développer un **réseau de partenaires** importants comme les Nations Unies, le Conseil de l'Europe et à organiser des programmes d'études sur l'holocauste. Ainsi, on peut constater une réelle organisation de maintien, de la diffusion et de la protection de la mémoire de la Shoah.

Une telle entreprise pour les crimes commis par les communistes a-t-elle été conduite ? Non, car, par exemple, aucun camp du Goulag n'a été transformé en musée en Russie. Si des mouvements comme Pamiat' (créé en 1965) et Mémorial (créé en 1987) ont tenté d'amorcer le mouvement, il semble qu'aujourd'hui, ces tentatives n'aient pas abouti. Bien entendu, chacun des pays de l'ex bloc soviétique ont naturellement créé des musées, un mémorial pour commémorer les morts des insurrections écrasées, des mouvements de grèves ou de protestations réprimés...

En ce qui concerne la Pologne, on peut citer **l'Institut pour le Souvenir National** (Instytut Pamięci Narodowej) qui revendique la poursuite des crimes contre la nation polonaise. Un des problèmes auquel se heurte cette volonté de célébrer la mémoire des victimes est celui de la méconnaissance de leur **nombre exact, de leurs noms, de la date de leur mort**. Si Yad Vashem est sur la voie de réussir son entreprise de recensement des noms de victimes de la Shoah, il ne pourra jamais en être ainsi malheureusement pour les crimes communistes. Personne ne peut dénombrer les victimes des exécutions sommaires commises par les Allemands lors de l'occupation de la capitale.

---

<sup>137</sup> Yad Vashem est un centre d'information, d'éducation, de recherche et de commémoration de la Shoah, il fut créé en 1953 par la Knesset israélienne. Il comprend des archives, une bibliothèque, un espace où les noms de toutes les victimes connues de l'Holocauste ont été écrits sur les murs, plusieurs musées, une école internationale des études sur l'Holocauste et une maison d'édition. Quant au prix Yad Vashem, il récompense les Justes, c'est-à-dire les non-Juifs qui ont risqué leur vie pour sauver des vies juives lors de la Shoah.

En outre, les victimes des crimes du stalinisme ont **mis du temps à connaître enfin la vérité**. Comment participer à l'organisation d'une commémoration à la mémoire des victimes d'un certain massacre si l'on ignore si un père, un mari, a été victime de ce massacre ou s'il a tout simplement disparu ou encore s'il est prisonnier dans un camp ?

A titre d'exemple, aux familles des fusillés des années trente en Russie, les autorités soviétiques répondaient en 1939 que leurs parents avaient été condamnés aux travaux forcés sans avoir le droit de correspondre avec leurs familles. En 1945, il leur fut répondu que ces mêmes parents sont finalement morts sur leurs lieux de détention. En 1963, les familles eurent enfin le droit de connaître la date, le lieu mais non la cause du décès.<sup>138</sup> On comprend mieux à la lumière de cet exemple combien la mémoire des victimes de cette période est difficile à commémorer.

➤ *Le nazisme a duré moins longtemps que le communisme*

Une explication pour Besançon tient au fait que la **durée a un effet « autoamnistant »** : tandis que le nazisme s'étale sur 12 ans, le régime soviétique a duré 70 ans. La phase stalinienne, particulièrement meurtrière, n'a pu faire l'objet de commémorations car le régime restait en place. Les années ont passé, les mémoires individuelles n'ont pu s'organiser et mettre en commun leurs souvenirs. De plus, Besançon souligne qu'en Allemagne nazie, la société civile n'a pas été détruite en profondeur « faute de temps », la reconstruction d'une conscience morale et d'une capacité intellectuelle allemande en ont été facilitées. De l'autre côté, le régime communiste, en soixante-dix ans, a eu le temps de **supprimer ou d'exiler les dissidents intellectuels** pratiquement dans leur totalité.

➤ *Staline ne fut pas qu'un dictateur. Ce fut un allié crucial lors de la guerre*

En outre, l'alliance, lors de la Seconde Guerre mondiale à partir de 1941 des démocraties occidentales avec l'Union Soviétique, a en quelque sorte « **affaibli les défenses immunitaires occidentales** contre l'idée communiste. » La Bataille de Stalingrad amorce le début d'une nouvelle phase dans le conflit mondial, où l'URSS joue un rôle primordial pour les Alliés. Désormais, il faut éviter de déplaire au Kremlin, au risque de perdre un allié indispensable.

---

<sup>138</sup>Sabine Breuillard *Entre histoire et mémoire, le mouvement mémorial* in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zavaloff *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective*. 1996, p.177-178

Qui plus est, ce qu'on a pu appeler l'**effet Stalingrad**, a permis l'émergence d'un argument de poids s'opposant à toute volonté de débattre des crimes de Staline. Vassili Grossman, dans son magnifique ouvrage *Vie et destin* a cette phrase magistrale imaginant la réaction de Staline face à l'annonce de l'encerclement des troupes allemandes à Stalingrad qui préfigure l'imminence de sa victoire :

« C'était son heure de triomphe. Il n'avait pas seulement vaincu son ennemi présent, il avait **vaincu son passé**. L'herbe se fera plus épaisse sur les tombes de 1930 dans les villages. Les neiges et les glaces au-delà du cercle polaire resteront silencieuses. Il savait mieux que personne au monde qu'**on ne juge pas les vainqueurs**. »<sup>139</sup>

➤ *La condamnation du stalinisme reste politisée*

Enfin, le problème de la mémoire des crimes du communisme est qu'elle reste politisée. Le nazisme était, et reste, une **opinion politique indéfendable**, un point de vue moralement condamné et rejeté par une écrasante majorité de la population. Alors que le communisme était soutenu et l'est toujours par un **parti politique** en France. Dès lors, condamner les crimes du communisme équivaut à une prise de position politique pour certains. Cette explication était d'autant plus valable sous la Guerre Froide où dénoncer les crimes de Staline était équivalent à « choisir son camp ».

Pourtant, je pense qu'il n'y a rien de politique dans la condamnation de crimes tels que ceux commis sous Staline. En effet, est-ce toujours l'idéologie communiste qui était derrière ces crimes ? En ce qui concerne l'insurrection, c'est moins une lutte contre des Polonais récalcitrants au communisme que des **ambitions d'expansion territoriale** qui motivaient Staline. De même, le meurtre des officiers polonais de Katyn peut-il même trouver une justification idéologique ? Il semble que non. Qui plus est, l'argument idéologique a été le plus souvent **trouvé après coup**, pour habiller, justifier, légitimer le crime mais n'était pas central. Ainsi, il est possible de condamner les crimes du communisme tout en ménageant les partis communistes.

Bien entendu, de nombreux auteurs, comme Stéphane Courtois ou Alain Besançon pensent que le communisme conduit **irréremédiablement** à des massacres et à des dérives totalitaires. C'est un point de vue qui fait encore l'objet de nombreux débats. Cependant, si l'on veut un jour aboutir à une réflexion, à un débat public sur la question

---

<sup>139</sup> Vassili Grossman *Vie et destin*, Lausanne : Age d'homme, 1995, p.618

des crimes staliniens il semble qu'il faille d'abord insister sur la **nature non idéologique**, apolitisée de ces crimes. Dans le cas contraire, la discussion risque d'être rejetée non seulement par le parti communiste mais aussi par toute une frange de la population française, encore très marquée par le communisme et la contre société qu'il avait mis en place sous l'ère du camarade Thorez.

#### 4) Conséquences sur l'Insurrection de la ville de Varsovie en 1944

Cette audiance de la mémoire juive en comparaison de la mémoire des crimes du communisme peut ainsi être un élément de réponse à la question des raisons de l'oubli de l'insurrection de Varsovie en France. J'ai en effet pris le parti de classer l'insurrection **parmi les crimes de Staline** car, même si les insurgés se sont fait écraser par les Nazis, il reste que l'énorme responsabilité de l'échec de l'insurrection pèse sur les épaules du dictateur du Kremlin. La décision de déclencher l'insurrection est intimement liée à l'arrivée de l'Armée Rouge dont pratiquement aucun des décideurs polonais n'avait envisagé qu'elle s'arrêterait de l'autre côté de la Vistule et pour les laisser dans les griffes des Nazis.

#### ➤ *La concurrence de la mémoire de l'insurrection du ghetto de Varsovie*

De plus, comme nous avons pu le souligner plus haut, l'insurrection du ghetto de Varsovie ayant fait l'objet de multiples ouvrages, d'un investissement mémoriel très important de la part de la communauté juive qui souhaitait mettre en avant l'aspect de la résistance à l'occupant, celle-ci a fait beaucoup d'**ombre** à l'insurrection de la ville un an plus tard. Ainsi, mes recherches dans les manuels scolaires d'histoire m'ont amenée à constater la présence dans les manuels, de façon plus ou moins développée, de l'évènement de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Ce fait historique est d'ailleurs souvent considéré comme capital. On le place, de ce fait, dans la chronologie des évènements à retenir du Second conflit mondial.

Je tiens à souligner que je ne souhaite pas, par ce constat, **nier l'importance et la portée de ce fait historique**. Je tiens par là à mettre en exergue la différence que l'on peut observer entre le traitement de ces deux évènements par les principaux manuels scolaires français. D'un côté, l'insurrection du ghetto à laquelle est consacrée parfois tout un dossier et de l'autre l'insurrection de la ville dont il n'est jamais fait mention.

Qui plus est, les **similarités dans la dénomination** du fait de l'utilisation dans les deux évènements du terme d' « insurrection » et du nom propre « Varsovie » ont ajouté à l'ignorance de l'événement et à **sa confusion** avec l'autre. Lorsque j'ai parlé du sujet de mon mémoire à mon entourage, la question a toujours été la même : « Tu nous parles bien de l'insurrection du ghetto de Varsovie? ». Cette expérience semble toutefois assez représentative de celle des Français étant donné que même les **journaux** font parfois la confusion entre les deux évènements, comme on a pu le voir dans la première partie de ce travail. D'ailleurs, Elisabeth Sledziwski ne manque pas de souligner cette confusion dans un de ces articles :

« Dans les milieux de l'immigration polonaise, parmi les anciens combattants de la résistance nationale (AK) et leurs familles, on sait que la confusion est **immanquable** et qu'à chaque évocation de ce calvaire il faudra rectifier : « L'insurrection de Varsovie, non, pas celle du ghetto, l'autre, celle **dont on ne parle plus** ! »<sup>140</sup>

Quant à Stanislas Likiernik, acteur de l'insurrection et auteur de l'ouvrage *Une jeunesse polonaise, 1923-1946* qui raconte en partie son engagement dans l'insurrection, il rend compte souvent, lors de conférences sur cet évènement, de l'étonnement de ses lecteurs : « Ah bon ?! Il y a donc eu une **deuxième** insurrection à Varsovie ?! »<sup>141</sup>

Mais la confusion n'est pas uniquement le fait des Français. Un téléfilm américain sur le ghetto de Varsovie intitulé : *The Last Revolt* de Jon Avnet sorti en 2001, utilise pour illustration des documentaires de l'insurrection de Varsovie, et il y est dit que l'insurrection du ghetto a duré soixante-trois jours !

De même, le **département d'Etat américain**, le 23 juillet 2004, a annoncé par voix de communiqué de presse, la présence de Colin Powell aux cérémonies marquant « *le 60<sup>ième</sup> anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie* » alors qu'il s'agissait des commémorations de l'insurrection de Varsovie en 1944....

En conclusion, l'influence énorme du parti communiste en France dans l'après-guerre et jusque dans les années 70, puis a suivi la reconnaissance de la mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale ont contribué à une réflexion sur le Second conflit mondial

---

<sup>140</sup> Elisabeth Sledziwski, *Varsovie, mémoire brouillée ?* in *Le Monde* du 7 août 1999.

<sup>141</sup> *Revue des études Slaves*, Tiré à part, 2004, P.312

sous deux angles : l'angle communiste et l'angle de la Shoah. Par conséquent, un évènement comme l'insurrection de la capitale polonaise en 1944 n'a pu intéresser les historiens et les écrivains français car il ne se situait ni dans l'une ni dans l'autre de ces clés de lecture de la Seconde Guerre mondiale.

Néanmoins, l'explication de l'oubli de l'insurrection de Varsovie en terme de conflit entre différentes mémoires ne peut éclairer complètement celui-ci. Les faits historiques montrent aussi une certaine **dégradation** des relations entre la France et la Pologne au cours de cette période qui pourrait être un autre facteur de cet oubli de l'insurrection. En d'autres termes, si l'évènement n'a pas eu le retentissement qu'il méritait en France, c'est en partie dû au fait qu'à cette période de l'histoire, les liens historiques forts qui existaient entre les deux pays ont connu une certaine **crise**. La prise de distance entre les deux pays n'a très certainement pas joué en faveur de la prise de conscience française de l'ampleur de l'évènement.

## **II / L'oubli de l'insurrection : une illustration de la détérioration des relations franco-polonaises**

L'éloignement des relations entre la France et la Pologne n'est pas apparu qu'après l'insurrection de Varsovie, il s'est déjà manifesté dans l'Entre-deux guerres et s'est accentué dans l'immédiat après guerre.

### *A/ Des relations fragilisées dès l'Entre-deux guerres*

#### 1) La solidarité française avec la Pologne dans les années postérieures à la Première Guerre mondiale

##### ➤ *La guerre de 1920 et l'aide française à la Pologne*

Les relations entre la France et la Pologne sont plutôt bonnes après la Première Guerre mondiale. En témoigne l'aide qu'accorde la France à la Pologne lors de la guerre soviéto-polonaise de 1920. Le 21 juillet 1920, la France et l'Angleterre s'accordent pour envoyer une mission de liaison ayant autorité pour prendre des décisions au nom de leur gouvernement. La France envoie un ambassadeur : **M. Jusserand et le général**

**Weygand**, dont la notoriété est très importante depuis 1918. Leur mission consiste à **juger, conseiller, renseigner**. Il faut noter qu'il existait déjà à l'époque une mission française en Pologne de 200 officiers, commandée par le général Henrys, et dont le but était **d'instruire l'armée polonaise**. C'est de cette seconde mission dont faisait partie le commandant de Gaulle.

Le général Weygand se verra très vite confier d'importants pouvoirs au détriment du général Pilsudski, le 27 juillet, il est autorisé à travailler avec l'Etat-major au ministère de la guerre. Il contribuera au redressement matériel et moral, à la mise en état de défense de la capitale et à la préparation de la contre-offensive. Weygand sera également celui qui attirera l'attention des Alliés sur la nécessité d'approvisionner la Pologne en armes et munitions.

Le 10 août 1920, le gouvernement polonais lui propose même les fonctions de chef d'Etat-major général, ce que Weygand refuse. Le colonel Pierre Le Goyet, dans son ouvrage intitulé : *France – Pologne 1919-1939 : de l'amitié romantique à la méfiance réciproque* évoque cependant des **tensions entre Pilsudski et Weygand**. Ce sont plus des tensions liées à des conflits d'intérêt personnel que des désaccords sur la façon d'agir.

Du 13 au 17 août 1920, lors de la Bataille de Varsovie, la coopération des armées polonaises et française aboutira au **retrait des troupes soviétiques** de Pologne, retraite presque unique dans l'histoire militaire de l'époque : 600km au Nord et 400km au sud. Le général Weygand rentre le 25 août en France, sa mission accomplie, sous les manifestations de gratitude des Polonais<sup>142</sup>.

➤ *Le Pacte de 1921, la relation Paris -Varsovie à son apogée*

A cette phase « heureuse » des relations franco-polonaises s'ajoute le Pacte de 1921 qui scelle l'amitié entre Paris et Varsovie. Le premier article énonce :

« Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'**engagent à se concerter sur toutes les questions de politique extérieure** intéressant les deux Etats et relatives au règlement des relations internationales, dans l'esprit des traités et conformément au pacte de la SDN. »

---

<sup>142</sup> Il reçoit le brevet de citoyen d'honneur de Varsovie, le sabre du roi Etienne Batori, vainqueur d'Ivan le Terrible, une cuirasse d'apparat, une icône et la croix « Virtute Militari ». Cf Le Goyet Pierre, *France-Pologne 1919-1939...* op.cit.

Malheureusement, au regard des événements des années trente, il semble que ce pacte ne sera guère respecté.

➤ *Les signes d'un premier déclin des relations Paris-Varsovie*

Plusieurs signes au cours de la seconde moitié des années vingt montrent pourtant que cette alliance ne va pas durer.

C'est tout d'abord la très mauvaise réception polonaise du **pacte de Locarno de 1925** qui fixait les frontières entre la France et l'Allemagne et celles entre la France et la Belgique. En effet, Pilsudski et Beck ne pardonnèrent pas au ministre des affaires étrangères français Aristide Briand d'avoir accordé plus d'importance aux frontières occidentales de l'Allemagne qu'aux frontières orientales qui les intéressaient au premier plan. Les dirigeants polonais ont interprété cet accord comme **l'officialisation d'un abandon de toute garantie allemande à la Pologne** quant à sa frontière occidentale.

2) Les relations franco-polonaises se tendent à l'arrivée de Beck aux affaires étrangères

➤ *La personnalité de Beck*

A partir de 1926, avec le **coup d'Etat du maréchal Pilsudski** et l'arrivée aux Affaires Etrangères du colonel Beck, les relations entre la France et la Pologne commencent à décliner. Léon Noël affirme dans son ouvrage *Une ambassade à Varsovie, 1935-1939*.

*L'agression allemande contre la Pologne :*

« Les conceptions qui inspiraient la politique pilsudskiste, à l'intérieur comme à l'extérieur, étaient à peu près **diamétralement opposées** à celles qui animaient la politique française. »<sup>143</sup>

Selon l'auteur, la diplomatie du colonel Beck ainsi que les actions du représentant permanent de la Pologne à la Société des Nations, allaient toutes dans le sens opposé de la France et contrecarraient ses initiatives. Le comportement des diplomates polonais à l'égard des Français était d'une froideur et d'une distance marquées. Lorsque les relations entre Paris et Rome se tendaient, elles s'amélioraient entre Varsovie et Rome et réciproquement. L'auteur explique cette attitude par une **volonté d'indépendance** de la part de Beck qui était très méfiant vis-à-vis des Français qu'il soupçonnait de volonté

---

<sup>143</sup> Léon Noël, *Une ambassade à Varsovie, 1935-1939. L'agression allemande contre la Pologne*, Paris : Flammarion p.104.

dominatrice en Pologne. Mais ce comportement de Beck tenait aussi à sa personnalité. On le savait résolument plus germanophile que francophile et sa sympathie pour l'Italie de Mussolini était assez connue.

➤ *La Pologne fâchée d'être exclue d'être mise de côté des accords entre Grandes puissances*

En **1932**, la Conférence sur le Désarmement qui a lieu à Genève débouche sur la sortie de la conférence de l'Allemagne, d'où l'obtention par celle-ci de l'égalité des droits avec les autres Etats. La Pologne est furieuse, le principal acquis du Traité de Versailles pour elle est remis en cause et met sa frontière occidentale en péril. Elle propose alors son propre projet de désarmement **sans aucune consultation française**, pour exprimer son mécontentement.

Celui-ci ira en grandissant avec le Pacte à quatre signé en 1933 entre l'Italie, l'Angleterre, la France et l'Allemagne. La Pologne dénonce un **directoire des grandes puissances** et reproche à la France de ne pas l'avoir consultée. De l'est, ce pacte est perçu comme « une entreprise visant à orienter les appétits allemands vers la Pologne pour mieux les détourner de l'Ouest. »<sup>144</sup>

Enfin, de façon globale, on peut souligner que les années trente, qui s'ouvrent dans un contexte de crise économique engendrant un regain de protectionnisme de la part des Etats, ne sont pas très propices au développement de pactes d'amitié et de paix entre nations. Le contingentement des produits polonais en France et l'affaire Boussac en Pologne sont deux bonnes illustrations de cette tension entre les deux pays exacerbée par un contexte économique délicat.

3) La détérioration graduelle des relations Paris-Varsovie lors des années trente

➤ *Le pacte germano-polonais*

L'évènement qui brise la confiance entre les deux nations sera le pacte de non agression conclu entre la **Pologne et l'Allemagne le 26 janvier 1934** pour une durée de dix ans. Ce pacte se fait contre l'opinion polonaise. C'est pourquoi les négociations sont restées

---

<sup>144</sup> Yves Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la « Drôle de Guerre »*, Paris : L'Harmattan, 1989, p.30

secrètes. La volonté du Colonel Beck est de **maintenir l'équilibre entre les deux puissances** qui encadrent la Pologne : l'Union Soviétique et l'Allemagne. Mais ce pacte est aussi une réponse au Pacte à Quatre de 1933 qui a été évoqué plus haut. Yves Beauvois, dans un ouvrage sur les relations franco-polonaises pendant la Drôle de Guerre, montre que la signature de ce pacte s'accompagne d'un deuxième signal fort de la part de la Pologne vers la France : le lendemain de l'accord, est votée par l'Assemblée une **nouvelle constitution** qui se veut en totale rupture avec celle de 1921 **inspirée par le modèle français** de la Troisième République. En effet, cette constitution renforce très fortement l'exécutif par rapport au législatif, si bien que l'auteur la qualifie d'étatiste, d'antiparlementaire et d'autoritaire. Le journal *Gazeta Polska*, à l'époque proche du pouvoir, déclare : « la nouvelle constitution **rejette**... la maxime empruntée à la Révolution française : liberté, égalité, fraternité ».

De son côté, la France exprime son mécontentement et le sentiment anti-polonais tend à se développer. Le témoignage d'un ouvrier agricole polonais immigré en France atteste des conséquences du Traité germano-polonais sur ses relations avec l'administration française :

« Les autorités françaises ou, plus précisément, des offices de moindre importance comme les préfectures et les mairies étaient bienveillantes pour les Polonais **jusqu'au moment où la Pologne a signé un traité d'amitié avec les Allemands**. On nous laissait sentir qu'il fallait **blâmer toute l'émigration** pour un tel traité quoique l'émigration n'y ait rien pu. »<sup>145</sup>

La désapprobation française du pacte s'accompagne d'un regain de xénophobie dirigé vers les Polonais travaillant en France. Le *Messin* de juin 1934 clame :

« Combien de Polonais n'avons-nous pas vus, et qui ne venaient même pas de Pologne, s'installer **en maîtres** dans notre pays trop faible et régner sur nous... **La Lorraine aux Lorrains !** »

#### ➤ *Rejet polonais du Pacte à l'Est*

En septembre 1934, la Pologne de Beck refuse le pacte à l'Est proposé par **Barthou**. Il refuse en effet, tout passage sur son territoire des troupes soviétiques ou allemandes.

---

<sup>145</sup> Témoignage anonyme recueilli dans *Mémoires d'émigrants polonais. France*. Warszawa 1939 in Andrzej NIEUWAZNY et Christophe LAFOREST *De tout temps amis*, Paris : éditions Nouveau Monde, 2004, p.505-513

Cela se comprend à l'histoire de la Pologne que les diplomates français connaissent mal et qui est pourtant déterminante pour comprendre la réaction polonaise. En effet, les armées étrangères qui ont traversé le territoire polonais y sont souvent restées.

A ce refus du pacte de l'Est s'ajoute la disparition tragique de Barthou qui est **assassiné** le 9 octobre 1934 à Marseille en même temps que le roi Alexandre de Yougoslavie. Or ce diplomate français jouissait d'une certaine aura en Pologne. Cependant, comme pour marquer le déclin de l'alliance franco-polonaise, le maréchal Pilsudski ne présenta pas ses condoléances à la légation française alors qu'il l'avait fait pour celle de la Yougoslavie.

#### ➤ *Le pacte franco-soviétique*

Second plomb dans l'aile des relations franco-polonaises : le pacte franco-soviétique un an plus tard : le **2 mai 1935**, signé pour cinq ans. Cette fois, c'est la Pologne qui s'indigne de cette alliance avec l'URSS envers laquelle la Pologne garde une grande défiance. Le Goyet rapporte la réaction du journal polonais *Warszawski-Dziennik*, pour qui ce pacte « a nettement le caractère d'une **substitution de la Russie à la Pologne** dans le système politique de l'Europe. »<sup>146</sup>

Si les Français nouent ce pacte avec l'Union Soviétique c'est pourtant à cause de cette dégradation des relations franco-polonaises due à l'accord polonais avec Hitler. Il faut, pour elle, trouver un appui à l'est contre l'Allemagne. De plus, l'entrée de l'URSS dans la Société des Nations marque le retour à des relations diplomatiques normalisées avec le pays des Soviets, ce qui la pousse à faire le premier pas.

Les événements qui suivent confirment cette distance, initiée par les deux pactes. Au moment de l'invasion de l'Autriche par l'Allemagne en 1938, tandis que la France désapprouve officiellement (bien que très faiblement), les autorités polonaises feignent l'indifférence. La visite de Beck à Rome du 6 au 14 mars est très critiquée côté français où l'on dénonce une **dérive polonaise vers l'Axe Rome-Berlin**. Cependant, la diplomatie ne reflète pas l'opinion populaire polonaise qui est très effrayée par la brutalité et la vitesse à laquelle Hitler a envahi l'Autriche.

#### 4) Distanciation entre Paris et Varsovie à l'aube de la Seconde Guerre mondiale

---

<sup>146</sup> Le Goyet Pierre, *France-Pologne 1919-1939...* op.cit. p. 134

➤ *La question Tchécoslovaque : la pierre d'achoppement entre Paris et Varsovie*

Depuis avril 1938, la Pologne ne cache pas ses visées sur **Teschen**, territoire qui avait fait l'objet d'un partage entre la Pologne et la Tchécoslovaquie en juillet 1920 lors de la Conférence des Ambassadeurs. D'ailleurs, en Pologne, ce pays frontalier est régulièrement accusé d'être une « filiale de Moscou » pour son alliance avec l'URSS. Aussi la Pologne se prononce-t-elle pour un plébiscite dans les Sudètes aux côtés d'Hitler car elle souhaite également un plébiscite pour la région de Teschen. Ce à quoi s'oppose le gouvernement français qui toutefois refuse de rompre ses relations avec l'allié polonais qu'elle estime être un **soutien militaire indispensable** en cas d'attaque allemande.

En septembre 1938, l'ambassadeur polonais en France Lukaciewicz annonce au ministre des affaires étrangères de l'époque, Georges Bonnet, qu'en cas d'attaque allemande, la Pologne n'était pas tenue de secourir la Tchécoslovaquie envers laquelle elle n'a aucune obligation. Les revendications polonaises sur Teschen se font dès lors de plus en plus pressantes. La Pologne adresse un **ultimatum à Prague** dans lequel elle revendique Teschen, Frystadt et réclame un plébiscite dans deux autres villes tchèques à forte minorité polonaise.

On peut s'interroger sur cette volonté soudaine d'expansion territoriale de la Pologne à la veille du second conflit mondial. Il se trouve que cette revendication territoriale apparaît en pleine **période électorale**. La stratégie est donc peut-être de flatter le sentiment national en prenant la revanche de 1920. Cependant, Le Goyer montre que de nouveau, la population n'est **pas vraiment en phase avec la politique menée**. Elle place la solidarité slave face à l'ennemi allemand avant des questions comme celles de Teschen.

Malgré les tentatives françaises de régler le différend polono-tchèque, au lendemain des Accords de Munich d'octobre 1938, les troupes polonaises **occupent la totalité du bassin de Teschen**, profitant de la faiblesse de leur voisin. Cette intervention choque l'opinion et la classe politique française qui **remet en question l'alliance franco-polonaise**.

➤ *Un accord in extremis entre la Pologne et la France en cas d'attaque*

Cependant, en mai 1939, un accord est conclu entre les généraux Gamelin et Kasprzycki sur la réaction française en cas d'attaque allemande. Le général français donne alors l'assurance à la Pologne que la France fera tout pour **retenir le maximum de forces allemandes à ses frontières** et assurera une **aide aérienne** à la Pologne. Mais Kasprzycki doute de la validité de cette promesse. Beck aura ainsi l'occasion de dire :

« Nous ne nous faisons **aucune illusion**, nous savons bien <sup>147</sup>que notre alliance avec vous est unilatérale. Si vous étiez attaqués par l'Allemagne, la Pologne marcherait à votre aide, parce que ce serait son intérêt ; mais la réciproque n'est pas vraie ; nous n'oublions pas les campagnes faites en France sur ce thème : « **Nous ne nous battons pas pour le Corridor** ». »

En effet, le 4 mai 1939, Marcel Déat, porte-parole du courant pacifiste français, dénonçait le danger d'une guerre générale dans un article intitulé : « **Mourir pour Dantzig** » publié dans *L'œuvre*. Cet article, qui reflétait bien la mentalité française de la période, a également profondément marqué la nation polonaise. La confiance entre les deux peuples sur une aide mutuelle possible en cas d'attaque est gravement atteinte. En outre, ce thème a été **utilisé par Hitler** pour convaincre la France de lui laisser les mains libres à l'est : la France ne doit pas se battre pour Dantzig. En échange, elle a la promesse que l'Allemagne n'aura aucune revendication sur l'Alsace-Lorraine.

➤ *Le refus polonais du passage de l'Armée Rouge sur son territoire*

L'imminence d'une nouvelle attaque hitlérienne presse la France et la Grande Bretagne à **s'assurer de l'alliance soviétique en août 1939**. Mais l'Union Soviétique conditionne sa signature au traité au règlement de la question de l'accord polonais au passage de l'Armée Rouge sur son territoire. La France envoie alors le général Musse négocier ce point délicat en Pologne. Mais l'opposition des Polonais est **catégorique**, ils sont convaincus qu'accepter le passage des troupes soviétiques en territoire polonais, c'est leur offrir la chance d'y rester sous tous les prétextes que ce soit. Cependant, ce refus fait porter la **responsabilité d'un échec de l'accord entre Staline et les Alliés** sur la Pologne. De nouveau, l'image de la Pologne en France s'en trouve dégradée.

---

<sup>147</sup> Le Goyet Pierre, *France-Pologne 1919-1939...* op. cit. p. 227

Au même moment, la campagne anti-polonaise en Allemagne fait rage, Le Goyet cite un article du National Zeitung du 13 août :

« Cet Etat est en 1939 ce qu'il était en 1762 : une **honte pour la civilisation**, un danger pour la paix, un malheur pour ses habitants. »<sup>148</sup>

Les Alliés, qui entendent des rumeurs sur un possible accord germano-soviétique, exercent toute leur pression sur la Pologne. Le général Beck **cède pour partie** en acceptant l'éventualité de négociations avec l'URSS. Armés de cette concession polonaise, les diplomates alliés réclament une nouvelle négociation avec l'Union Soviétique, ce à quoi on leur répond que celle-ci n'a plus aucun sens. De fait, peu après, les Alliés assistent impuissants à la **signature du Pacte germano-soviétique** tant redouté par la France. Le général Doumenc, diplomate français, réalisera ainsi la vaste comédie que leur ont fait jouer les Russes, qui ont pris la question du passage sur le territoire polonais comme **prétexte de refus** à un accord qu'ils ne semblaient finalement pas souhaiter depuis le départ...

Si ce diplomate a perçu la manœuvre soviétique dans cette insistance sur l'accord polonais de passage de l'Armée rouge sur son sol, ce n'est pas le cas de tous. Pour certains, à cause de la Pologne, l'accord avec l'Union Soviétique a échoué. On peut citer sur ce point Yves Beauvois dans son ouvrage *Les relations franco-polonaises pendant la Drôle de Guerre* :

« Non seulement la Pologne refusait de se faire aider directement par sa voisine orientale, mais, en faisant échouer les négociations, **elle privait la France d'une alliée**. Dès lors, à quoi bon se battre pour Dantzig ? »<sup>149</sup>

Yves Beauvois distingue ainsi trois phases dans les relations franco-polonaises de l'entre-deux guerres : d'abord la renaissance de l'Etat polonais après la Première Guerre mondiale pendant laquelle la France contribue à la **restauration polonaise**, puis l'arrivée d'Hitler au pouvoir qui **rapproche la France de l'Union Soviétique** et la Pologne de l'Allemagne et enfin la phase qui suit les accords de Munich où la France semble **renoncer à l'alliance soviétique** et se rapprocher de ses alliés d'Europe Centrale. Cette analyse de la période par ces trois phases est bien entendu caricaturale

---

<sup>148</sup> Pierre Le Goyet, *France-Pologne 1919-1939*, op.cit. p.253

<sup>149</sup> Yves Beauvois, *Les relations franco-polonaises...* op. cit. , p.54

mais elle a le mérite de montrer les grandes tendances de l'alliance franco-polonaise de cette période.

*B/ La France : une alliée à deux visages lors de la « Drôle de Guerre »*

1) La France abandonne la Pologne en 1939

➤ *Le déclenchement de la guerre et l'immobilisme français*

Devant l'imminence d'un futur conflit mondial, le 23 août 1939, Daladier réunit le Comité permanent de la Défense nationale, on y envisage trois questions : peut-on assister sans réaction à l'anéantissement de la Pologne et de la Roumanie ? Par quels moyens s'y opposer ? Quelles mesures prendre dans l'immédiat ?

Il apparaît clairement que la politique d'apaisement a pris fin et qu'il n'est pas question de ne pas réagir. Cependant, on préconise une mobilisation **partielle**, simple avertissement dans l'immédiat des intentions françaises de contrecarrer les intentions de Hitler.

Le lendemain, au Conseil des ministres, la question de l'engagement de la France à l'Est s'impose. **Georges Bonnet** est pour la **dénonciation de l'alliance avec la Pologne** et l'exercice de pressions sur celle-ci afin qu'elle accepte de faire des concessions à Hitler. Il s'oppose à **Reynaud** qui est pour un soutien inconditionnel à la Pologne et qui réclame une intervention militaire sur demande de la ville de Dantzig si les troupes allemandes attaquent le territoire. Devant **l'indécision de Daladier**, le parti de Bonnet l'emporte en partie : on recommande à Varsovie la plus grande prudence lors de ses pourparlers avec Hitler.

Celui-ci essaye d'éloigner la Pologne de la France et de l'Angleterre en jouant, en France, avec la thématique du refus de se battre pour Dantzig et en tentant de sensibiliser l'opinion française à ses revendications : « Que ferait la France si Marseille lui était enlevée comme Dantzig a été enlevée à l'Allemagne ? » Ceci provoque un **immobilisme** total côté français.

Les négociations sont plus actives côté anglais mais le colonel Beck refuse de négocier avec Hitler et ne souhaite pas subir le sort du président Hacha. En conséquence, le **1<sup>er</sup> septembre**, Hitler donne l'ordre d'envahir la Pologne et quelques heures plus tard, Beck exige de la France qu'elle respecte ses engagements.

L'avancée fulgurante et les grandes destructions qu'engendre l'avancée de la Wehrmacht poussent Beck à demander une aide matérielle d'urgence aux Français et aux Anglais. Ainsi, le **3 septembre**, la France et l'Angleterre signent une déclaration de guerre contre l'Allemagne. Le colonel Pierre Le Goyet décrit l'enthousiasme des Polonais qui avaient perdu l'espoir d'une aide française :

« Sans avoir confirmation sur l'entrée en guerre de la France, les Polonais se portent en masse vers l'ambassade, bloquant la circulation, hurlant leur amitié, offrant des fleurs, chantant *La Marseillaise*, acclamant Léon Noël, qui doit se protéger contre cet envahissement. »<sup>150</sup>

La **confiance semble être retrouvée** entre les deux Alliés. Mais le temps presse car, malgré une résistance courageuse des Polonais, les troupes de la Wehrmacht se rapprochent de plus en plus de la capitale. Dès le 4 septembre, les lignes de défense polonaises sont enfoncées.

Le 6 septembre, le général Gamelin avoue la **faiblesse française** : la France n'est pas en mesure d'apporter l'appui en artillerie considérable nécessaire pour faire face au front allemand. Varsovie est alors au cœur d'une stratégie allemande d'encercllement par les troupes allemandes. La situation semble désespérée. La réaction française est une « affaire d'honneur » : dans la nuit du 7 au 8 septembre, l'Armée française pénètre de quelques kilomètres en territoire allemand (en Sarre) afin de soulager le front est. Mais ce geste n'aura pas beaucoup d'effet pour la Pologne. Le 8 septembre, les Allemands arrivent aux portes de la capitale polonaise.

Le Goyet avance l'explication de l'immobilisme français par un **optimisme illusoire** du général français en Pologne : par exemple, le général français Louis Faury qui se trouve sur place, pense toujours, le 10 septembre 1939, que le sort de la Pologne n'est pas désespéré. De plus, l'accord franco-polonais du 17 mai prévoyait que le gros des forces interviendrait contre l'Allemagne le **15<sup>e</sup> jour des hostilités** or, il aurait fallu une intervention bien avant le 15<sup>ième</sup> jour. Cependant, on n'avait pas alors prévu que l'effondrement polonais serait si rapide.

Le coup de poignard final dans le dos de la Pologne est donné par l'entrée des troupes soviétiques le 17 septembre conformément au pacte germano-soviétique. La Pologne

---

<sup>150</sup> Le Goyet Pierre, *France-Pologne 1919-1939...*, op. cit. p.348

capitule **le 27 septembre**, abandonnée par ses alliés, après une résistance polonaise remarquable par son courage et sa détermination.

➤ *L'attitude de la presse française révélatrice de la détérioration de l'alliance*

Le Goyet montre en outre que la presse française ne s'est guère intéressée à la Campagne de Pologne. Les journaux se focalisent sur les **interventions françaises dans la Sarre** tout en regardant d'un œil très optimiste l'évolution du conflit en Pologne. Ce n'est que le 18 septembre 1939 que l'on reparle de l'alliée de l'Est au sujet de l'agression soviétique. Après la chute de la capitale, il ne sera plus guère question de la Pologne dans la presse française.

Cette remarque illustre parfaitement l'état général de l'opinion publique française à l'époque, plus préoccupée de **ses soucis quotidiens** que de la situation internationale. La conséquence de ce désintérêt est grave : on ne tiendra pas compte des enseignements de la Campagne de Pologne et de la **nouvelle stratégie militaire allemande** malgré l'insistance du colonel de Gaulle ce qui conduira tout droit à la débâcle française de 1940.

## 2) L'ingérence française dans les affaires polonaises

Sur le sujet des relations politiques entre la France et la Pologne en 1939, je tire la plupart de mes informations sur ce sujet de l'ouvrage d'Yves Beauvois intitulé *Les relations franco-polonaises pendant la « Drôle de Guerre »* paru aux éditions L'Harmattan en 1989. Il est un des rares livres que l'on peut trouver sur la question. En effet, comme le fait remarquer l'auteur lui-même : « les historiens se sont jusqu'à présent peu intéressés à l'exil en France de ce gouvernement polonais. »

Ce manque d'intérêt est pour partie volontaire, car les relations franco-polonaises lors de cette période de l'histoire sont marquées par un « **comportement peu honorable** » des autorités françaises à l'égard de la Pologne pendant la Drôle de Guerre.

Je ne souhaite pas reproduire toutes les illustrations que l'auteur nous donne de ce « comportement peu honorable » mais seulement en reproduire quelques-unes afin d'appuyer mon propos.

La relation ambiguë entre la France et la Pologne s'illustre dès septembre 1939, lors de l'exil du gouvernement polonais. En effet, lorsque celui-ci s'enfuit en Roumanie, pays

neutre et est interné sur ordre du Roi Carol, l'ambassade de France en Roumanie n'entreprend **aucune démarche** pour faire libérer les membres du gouvernement polonais, bien que celui-ci soit son allié et que l'effet de cet internement aurait pu avoir de graves conséquences sur le moral des combattants polonais. Pour Beauvois, les raisons sont claires : la France voyait là un **moyen légal de se débarrasser du gouvernement des Colonels** et surtout de Beck. Cette thèse est confirmée par le fait que la France n'aide **que les membres de l'opposition** du gouvernement, dont Sikorski et le francophile Zaleski, que le colonel Beck avait remplacé, à s'échapper de Roumanie par train et à s'installer en France. Le général français Faury dans son rapport parle de « personnalités marquantes dont nous avons favorisé le départ » et d'autres dont « nous avons (...) retardé le départ. »<sup>151</sup>

Le 25 septembre, le président Moscicki, se conformant à la Constitution polonaise, désigne son successeur : le général Wieniawa. Ainsi, Moscicki peut donc présenter sa démission au roi Carol de Roumanie conformément à la volonté de celui-ci. Mais le 26 septembre, Daladier fait savoir à l'ambassadeur de Pologne en France, Lukasiewicz, qu'il ne peut accepter le **général Wieniawa** à ce poste.<sup>152</sup> Cette décision pouvait mettre gravement en péril la continuité du gouvernement polonais dont le Président était sur le point de donner la démission au Roi Carol, persuadé que le général Wieniawa lui succéderait. La raison de ce refus est clairement exprimée par Daladier dans un télégramme reproduit par Y. Beauvois :

« Il n'a jamais cessé de nous être hostile. Ses sentiments à notre égard se sont révélés dès la guerre de 1920 et n'avaient pas échappé au général Weygand. Il appartient à celui des **clans pilsudskistes** dont nous avons eu constamment à nous plaindre. »

La France opère donc un « tri » dans le **gouvernement polonais** violant ainsi la Constitution polonaise de l'époque qui prévoyait dans ses articles 13 et 24 que seul le président de la République pouvait désigner son successeur et que, en cas de guerre, la durée de la présidence de la République serait prolongée de trois mois à compter de la date de la conclusion de la paix.

---

<sup>151</sup> *Revue historique de l'Armée*, n°3, 1987, p. 87-95

<sup>152</sup> Archives du M.A.E., série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n°381., Télégramme de Daladier à l'ambassadeur de France à Londres : « Le Gouvernement français ne pouvant faire confiance à la personnalité ainsi désignée, s'est trouvé, à son vif regret, dans l'obligation de notifier à l'ambassadeur de Pologne qu'il ne pouvait, en ce qui le concerne, reconnaître cette désignation et qu'il se verrait dans l'obligation, si elle était maintenue, de ne reconnaître aucun gouvernement nommé par le général Wieniawa. »

Heureusement, le président Moscicki n'avait pas encore donné sa démission au roi Carol. Il est donc poussé à désigner un nouveau candidat à sa succession. **Wadyslaw Raczkiwicz** est choisi et cette fois-ci, cette nomination est acceptée par le gouvernement français, le 30 septembre 1939.

Dès lors, la France adopte **l'attitude opposée** : elle n'intervient ni dans la nomination du premier ministre ni dans la composition du Conseil National (sorte de Parlement). Et pour cause, après avoir placé **des francophiles au pouvoir**, elle est assurée que les décisions prises iront dans le sens de la diplomatie française. D'ailleurs, dès le 30 septembre, Raczkiwicz nomme un francophile comme Premier Ministre : Sikorski. Celui-ci, face à l'état de santé délicat du président, devient rapidement l'homme fort du régime, d'autant plus que simultanément, il devient **Commandant en chef des armées polonaises**.

➤ *Des relations apaisées mais parfois ambiguës*

A partir d'octobre 1939, les tensions s'apaisent donc entre les deux pays. La France offre au gouvernement polonais une capitale : **Angers**, ce qui permet à la communauté polonaise d'accéder aux **moyens de communication** (presse, radio) et procure aux dirigeants polonais une **protection** contre leurs ennemis<sup>153</sup>. La confiance rétablie entre les deux pays trouve une illustration dans le dépôt **de la quasi-totalité du stock d'or** polonais (74 tonnes) et 100 tonnes de valeurs diverses (billets, lettres de change, objets d'art) en France par un transfert via la Roumanie puis par bateau<sup>154</sup>.

Sur le plan militaire, l'accord Daladier-Sikorski du 4 janvier 1940 permet à la Pologne de créer une **Armée polonaise en France**, armée qui reste cependant sous les ordres du général Commandant en chef de l'Armée française. Comme de nombreux militaires polonais s'étaient réfugiés en Hongrie (32 000 hommes) ou en Roumanie (9000 hommes), il fallut organiser leur transfert par bateau et par train. Cependant, l'accueil des troupes polonaises fut assez tiède, les autorités françaises soumettant les militaires polonais quelque fussent leurs grades à des contrôles très poussés. De même, la France,

---

<sup>153</sup> Yves Beauvois montre que cette aide n'est cependant pas désintéressée. Le but était de d'empêcher la reconstitution d'un gouvernement favorable à Beck. L'auteur illustre cette thèse par l'emprisonnement pour le moins excessif du général Dab-Biernacki, ancien compagnon de Pilsudski et par la surveillance constante des actes de Beck en Roumanie. ( p.89-93)

<sup>154</sup> De nouveau, l'aide financière française est à nuancer en raison des importants contrôles que les autorités françaises imposaient à l'utilisation des ressources financières polonaises qui menaçait l'autonomie de la Pologne.

selon Y. Beauvois, mit beaucoup de **mauvaise volonté** dans le recrutement et l'instruction des troupes polonaises. Cette attitude paradoxale est illustrée par l'opinion de Léon Noël qui affirme que le gouvernement français de l'époque ne tenait pas du tout à ce qu'il existe réellement une Armée polonaise en France.

### 3) La débâcle : La France abandonne une seconde fois son alliée

➤ *L'attitude peu glorieuse de la France envers son alliée de l'Est*

La débâcle des troupes françaises et l'avancée fulgurantes de la Wehrmacht marque un autre moment critique dans les relations franco-polonaises. Pour les Polonais, la capitulation est impensable et catastrophique. Quant à la collaboration avec l'ennemi, elle était inenvisageable : « Nous ne sommes pas un peuple qui capitule. »<sup>155</sup> dit Zaleski à Reynaud le 17 mai 1940.

Le 16 juin, l'Angleterre propose au gouvernement polonais et aux membres du Conseil National d'évacuer sur son territoire. Face à l'imminence de l'armistice, le général Kukiel n'hésite pas : il donne **l'ordre d'évacuer à ses troupes**, ce qui sera confirmé par Sikorski. Dès le 17 juin, le Président et quelques ministres réussissent à embarquer pour l'Angleterre ainsi que Sikorski qui souhaite rencontrer le Premier Ministre anglais puis rentrer le lendemain. En l'absence du Président et du Commandant en Chef des armées, le **général Sosnkowski** prend en main l'organisation de l'évacuation.

Sikorski, qui a une grande confiance en l'aide de la France, est persuadé que la France prendra soin des troupes polonaises en France et affectera une partie de sa flotte pour eux. Or l'auteur de cet ouvrage nous montre qu'il n'en sera rien. Sosnkowski doit se battre auprès de Pétain, Darlan et Weygand pour tenter d'obtenir de l'aide de la part du gouvernement français. On reporte au lendemain les propositions françaises d'évacuation, on le persuade qu'il n'y a pas de navires français à leur disposition, on suspend les émissions radiophoniques en polonais... Si bien que Sosnkowski écrit dans un rapport du 5 juillet 1940 :

« C'est au cours de cette journée [du 19 juin] que je me convainquis que la situation devenait dangereuse, que le Gouvernement français désirait **immobiliser l'armée polonaise** et lui interdire de quitter la France. »<sup>156</sup>

---

<sup>155</sup> Yves Beauvois, *Les relations franco-polonaises...* op. cit. p.142

<sup>156</sup> Yves Beauvois *Les relations franco-polonaises*, op. cit. p. 146

Ce général affirme que la France a entravé l'évacuation de l'Armée polonaise et que celle-ci ne fut permise que par l'aide anglaise. Il souligne en effet :

« ...bien que les ports de Bretagne et de l'Atlantique fussent bourrés de navires français (et il devait y en avoir au moins une quarantaine au Verdon) aucun navire français ne fut mis à la disposition des militaires polonais pour les évacuer. »<sup>157</sup>

Dans la précipitation, les généraux des différentes divisions polonaises se trouvant sur le sol français au moment de la débâcle décident de **dissoudre leurs divisions** et recommandent à leurs hommes de tenter, par petits groupes, de gagner la Suisse ou de traverser la Méditerranée. En conséquence, de nombreux soldats polonais tombèrent aux mains des Allemands ou furent internés en Suisse.

Je reprends ici le bilan évocateur que dresse Yves Beauvois<sup>158</sup> :

Présumés prisonniers en Allemagne : .....	20 283
Présumés internés en Suisse : .....	13 022
Restés en France zone occupée : .....	6 500
Restés en France zone non occupée : .....	13 438
Embarqués en Angleterre : .....	27 083

Comme on peut le constater, cette attitude peu coopératrice envers la Pologne de la part de la France a eu des conséquences préjudiciables pour celle-ci car la majeure partie de ses soldats n'a pu quitter la France pour l'Angleterre. C'est pourquoi Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné n'hésitent pas sur cette question à dire que « les dirigeants français [ont] voulu **livrer aux nazis les soldats de l'Armée polonaise** regroupés en France. »<sup>159</sup>

#### ➤ *Le problème du trésor polonais*

Yves Beauvois révèle dans cet ouvrage une autre facette de l'attitude peu courtoise de la France envers la Pologne. Le 18 juin 1940, sur l'ordre du ministre du Trésor polonais, 57 tonnes de l'or déposé à Nevers est embarqué sur un bateau direction les Etats-Unis. Mais l'armistice signé, le bateau change de direction et rejoint l'Afrique Orientale Française, **fidèle à Pétain** et qui abritait également une partie de l'or de la Banque de

---

<sup>157</sup> Yves Beauvois *Les relations franco-polonaises*» op. cit., p. 147

<sup>158</sup> Yves Beauvois *Les relations franco-polonaises*» op. cit. p.152

<sup>159</sup> S. Courtois, J.-L. Panné *L' "impensé polonais" ...* op. cit., p. 182

France. On assiste en l'espèce à un **détournement de l'or polonais** au profit de la France. L'armistice a également pour conséquence de mettre fin au crédit français de 600 millions de francs accordé au Gouvernement polonais en 1939.

Ainsi, le gouvernement polonais se trouve presque **totalemment démuné financièrement**. Il paie les frais d'avoir donné toute sa confiance à la France pour la préservation de son trésor. Au regard de cet épisode, on comprend mieux pourquoi cette période de la relation franco-polonaise a été si peu traitée par les historiens.

Cependant, il faut mentionner que le 27 octobre 1941, le général de Gaulle s'est engagé au nom du Comité national Français à restituer au gouvernement l'or ravi par Vichy.

➤ *Le traumatisme de la débâcle comme explication du tabou de la résistance polonaise en France*

Selon l'historien et résistant Marc Bloch, la débâcle de 1940 reste un des **traumatismes** les plus importants de l'histoire de France car il constitue « le plus atroce effondrement de notre histoire ».

Par ce biais, Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné dans un article des *Cahiers d'Histoire sociale* précité, explique pourquoi la résistance polonaise - caractérisée par le refus de la capitulation incarné par ces mots puissants de Zaleski « Nous ne sommes pas un peuple qui capitule »- reste pratiquement absente des manuels scolaires traitant de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

La France de de Gaulle a mis par la suite tant de fois l'accent sur la « résistance française » que l'évocation de la débâcle, de cette période honnie, a constitué un tabou durable.

Parler dans ces conditions de la résistance polonaise est quelque peu gênant dans cette perspective de mise en avant de la résistance française. Non seulement la Pologne a combattu très courageusement et jusqu'au bout l'armée nazie envahissante mais elle n'a cessé de continuer le combat sur plusieurs fronts (Angleterre, France, Liban, Allemagne, Italie...). De plus, elle a toujours refusé la collaboration avec les nazis. Il n'y a pas eu de Vichy polonais, si bien que la Pologne, au début du conflit était qualifiée par les Anglais de « Premier allié ».

La Pologne rentrait ainsi **en concurrence avec la France** dans sa place au sein de l'Alliance. Il n'y avait pas de doute : la débâcle et la collaboration du maréchal Pétain

avec les Nazis mettaient la France en second plan par rapport à la Pologne, résistante de la première heure. Cet épisode constituait donc un point douloureux pour la résistance française de de Gaulle car celle-ci était constamment obligée de prouver sa légitimité à s'exprimer au sein des Alliés.

On en déduit une des raisons pour lesquelles les actes de la résistance polonaise lors de la Seconde Guerre mondiale sont sous-traités dans les manuels scolaires et les ouvrages traitant de manière générale de la Seconde Guerre mondiale : ils feraient trop d'ombre à la résistance française et souligneraient peut-être ce péché originel de la débâcle et de la collaboration que n'a pas commis la Pologne en 1939. Une autre illustration percutante de cette omission de la résistance polonaise dans le récit de la Seconde Guerre mondiale peut être le film de Frédéric Rossif, plusieurs fois diffusé à la télévision dans l'Hexagone, intitulé : *De Nuremberg à Nuremberg*<sup>160</sup>. Ce film admirable qui cherche à retracer le déroulement du conflit mondial en cherchant à montrer que « l'histoire n'est pas le résultat d'une fatalité mais le résultat de l'action des hommes. », ne fait aucune mention à la résistance polonaise. **Georges Mond**, le père d'Alexandra Viatteau, qui prit part à l'insurrection en tant que sous-officier de l'A.K., écrivit à ce sujet une lettre à Antenne 2 pour souligner l'absence de référence au Premier Allié. En effet, la chaîne avait diffusé ce documentaire le 22 et le 23 novembre 1989. Ce fut le premier à tenter de mobiliser l'opinion française en faveur de la connaissance de l'insurrection de Varsovie en 1944.

### *C/ Les Alliés, La France et l'insurrection de Varsovie*

#### 1) Le point de vue allié sur l'insurrection de Varsovie

A propos de l'attitude des Alliés lors de l'insurrection de Varsovie, Michel Henri a une belle métaphore : dans le drame de Varsovie, il y a trois acteurs : les Allemands, les Russes et les Polonais, avec en arrière plan, un **chœur de tragédie grecque** composé des Etats-Unis et de l'Angleterre s'égosillant, gémissant et commentant l'action.

En effet, bien que la Pologne ait été qualifiée de « premier allié » par la Grande-Bretagne du fait de son aide substantielle lors de la Bataille de l'Angleterre, celle-ci n'a guère été récompensée de son engagement. L'entrée de l'Union Soviétique, puissance militaire sans commune mesure, aux côtés des Alliés en 1941 a contribué à placer la Pologne **au**

---

<sup>160</sup> *De Nuremberg à Nuremberg*, Frédéric Rossif, film français de 2H57, produit en 1989, sorti en France en mars 2005, avec un scénario de Philippe Meyer.

**second plan**, d'autant plus que celle-ci est en froid avec Moscou à propos de la découverte des **charniers de Katyn** par les Allemands. Les relations conflictuelles entre les Polonais et les Soviétiques embarrassent les Anglo-saxons qui poussent le gouvernement de Londres à faire des concessions.

De plus, l'historien anglais Norman Davies révèle l'existence d'un véritable « **stalinophile lobby** » en Angleterre, résultat de l'envoi de nombreux espions soviétiques au sein du gouvernement (au sein du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère de l'Information), espions qui avaient pour mission de **décrédibiliser le gouvernement de Londres** et de convaincre qu'il était responsable du sang versé à Varsovie<sup>161</sup>. Ainsi, les relations entre la Pologne et les autres alliés ne sont plus aussi bonnes qu'elles avaient pu l'être en 1939-1940. Comme le remarquait intelligemment le directeur des émissions polonaises de Radio Free Europe :

« L'Angleterre et les Etats-Unis étaient nos alliés **seulement contre les Allemands.** »

Or le gouvernement de Londres **comptait sur l'aide des Alliés** lors de l'insurrection de Varsovie. Face aux demandes de Mikolajczyk, premier ministre du Gouvernement de Londres, d'une augmentation des livraisons d'armes des Etats-Unis et de la Grande Bretagne vers la Pologne, Roosevelt répond qu'il fournira une aide si Staline est d'accord et conseille aux Polonais de s'adresser à la Grande-Bretagne. Quant à cette dernière, elle prétend avoir peur d'une utilisation de ces armes par l'Armée de l'Intérieur pour reconquérir les territoires perdus au profit de l'URSS.

L'insurrection de Varsovie n'est pas un projet ignoré des Alliés. La probabilité d'un tel soulèvement contre les nazis était **discutée depuis avril 1944**. Le général Stanislaw Tatar fut invité à présenter son plan en juin 1944 aux Etats-Unis. Les représentants britanniques et américains insistent sur la question de savoir s'il y aura coopération polonaise avec l'Armée Soviétique, ce à quoi le général polonais répond par l'affirmative<sup>162</sup>. La réunion se clôt par un réel enthousiasme de chacune des parties et

---

<sup>161</sup> Norman Davies, *Rising 44' The Battle of Warsaw*. United States: Viking Penguin, 2004

<sup>162</sup> Norman Davies *Rising 44' The Battle of Warsaw*.op.cit., p.65

“Lieutenant Général Macready, représentant du ministère de l'Intérieur anglais : « How does Gen Tabor envisage the execution of a general armed rising... ?Will it take place in cooperation with the Russians?

Tabor [général Tatar] : [Our Underground Army] will beat the Germans in cooperation with which ever of the Allied armies reaches ou territory first.”

par l'expression d'une volonté de coopération entre Roosevelt et Mikolajczyk. Tatar reçoit même une prestigieuse décoration anglaise.

Cependant, dès que les combats commencent, l'attitude des alliés se fait beaucoup plus discrète et nuancée.

En effet, il apparaît que l'insurrection n'est pas du goût des Soviétiques. Staline, on l'a vu, qualifie l'insurrection d'« aventure » et fait obstruction aux demandes alliées d'utilisation d'aéroports sur territoire soviétique. La presse anglaise, très **stalinophile**, se place du côté soviétique et dénonce une insurrection prise sans consultation soviétique. Georges Orwell s'indigne de cette attitude :

« L'attitude de l'intelligentsia anglaise à l'égard de la politique russe n'est pas de se demander si cette politique est juste ou non mais de dire « c'est la politique russe, comment faire pour **démontrer qu'elle est juste** ? »<sup>163</sup>

Aussi l'aide alliée se résume-t-elle à 24 parachutages anglais et un américain. Churchill, en septembre 1944 osera tout de même s'insurger contre l'obstruction soviétique ce qui aura pour conséquence ce faux-semblant de reprise des combats par les Soviétiques. Finalement, cette protestation eut un effet plutôt néfaste pour les insurgés qui crurent ainsi pouvoir continuer les combats et libérer leur capitale et qui furent massacrés et vaincus par les Nazis délaissés par Staline.

Le 18 septembre, quelques chasseurs-bombardiers américains parviennent à Varsovie mais sont gênés par les mauvaises conditions météorologiques. Leur aide sera très relative.

Lors de l'appel ultime de Bor aux alliés, ni l'Angleterre ni les Etats-Unis ne répondront. Peu après la capitulation polonaise, le 10 octobre 1944, lors d'une rencontre informelle, Churchill et Staline se mettront d'accord pour se partager les Balkans en sphères d'influence. Le Premier Ministre britannique est en effet conscient qu'un rideau de fer est en train de se dessiner en Europe, entre les pays occupés par l'Armée rouge et les autres par l'Armée alliée. Churchill a donc bien compris que l'occupation de l'Armée rouge en Pologne signifiait **abandonner ce pays aux soviétiques** alors même que les Polonais ne le souhaitaient pas. Le lendemain de cette rencontre, il annonce aux journalistes que le problème polonais s'annonçait **sous un jour meilleur** bien que

---

<sup>163</sup> Alexandra Viatteau, *Varsovie insurgée*, op.cit.p. 138

Varsovie, détruite, humiliée, fût « nettoyée » au même moment de ses derniers résistants au lance flammes.

L'opinion qui persistera chez les alliés anglo-saxons sera celle d'une insurrection prématurée, inopportune, qui gêna l'Armée rouge et contribua à nourrir l'hostilité de Staline à l'égard du gouvernement de Londres. Le gouvernement de Londres était très critiqué. On le soupçonnait d'être trop éloigné des intérêts du pays et de ne plus comprendre les problèmes des Polonais. Cette thèse est celle défendue par les Soviétiques. Or on l'a vu, ceux-ci avaient particulièrement bien réussi à infiltrer le gouvernement anglais notamment et la presse.

Elisabeth Sledziewski penche pour la thèse d'une « **mauvaise conscience des Alliés** »<sup>164</sup> par rapport à l'insurrection de Varsovie, mauvaise conscience qui a eu pour conséquence une volonté de ne pas se souvenir de cet événement. Il est vrai que les Anglais auront beau arguer d'une absence d'informations sur l'insurrection ou d'une mauvaise coordination avec les Alliés, on a tout de même de la peine à les croire. Ces justifications semblent relever d'une réelle « **mauvaise foi** »<sup>165</sup>. Alexandra Viatteau quant à elle, accuse les alliés de « complicité politique et morale. »<sup>166</sup> dans son ouvrage *Staline assassine la Pologne*.

Les alliés étaient-ils vraiment en mesure de sauver la Pologne des mains de Staline ? Jan Nowak, un des célèbres courriers de Varsovie, apporte cette réponse à Alexandra Viatteau : « Les Anglo-Saxons ne voyaient pas de possibilité de défendre la Pologne contre Staline sans risquer leur alliance avec l'URSS. »

Jan Nowak tentera de convaincre Londres de ne pas reconnaître le Comité de Lublin comme le gouvernement légitime polonais :

« Si vous ne pouvez rien faire pour nous, **ne faites au moins rien contre nous.** »<sup>167</sup>

Mais les Alliés ne l'écouteront pas. La Pologne semble donc n'être pour les Alliés lors du Second Conflit mondial qu'une simple « variable d'ajustement ».<sup>168</sup>

---

<sup>164</sup> Elisabeth Sledziewski, *Les Polonais se souviennent*, in *Témoignage chrétien* du 16 septembre 1994.

<sup>165</sup> Elisabeth Sledziewski, *Varsovie 1944 : la passion patriotique des Polonais*, in *Dernières Nouvelles d'Alsace*, n°182 du 6/08/1994 : « L'attentisme des Occidentaux, la mauvaise foi dont rivalisèrent Américains et Britanniques pour trouver de bonnes raisons à leur inertie tactique (Roosevelt câblant Churchill que toute aide était désormais inutile... un mois avant la reddition de l'A.K. !), furent oubliés dans l'euphorie de la victoire, et plus encore dans le rapport de force moral de la guerre froide. »

<sup>166</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne*, op. cit., titre du chapitre IX p. 195

<sup>167</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* op. cit. p. 217

<sup>168</sup> Isabelle Davion, Jerzy Kloczowski, Georges-Henri Soutou *La Pologne et l'Europe, du partage à l'émergence (XVIIIe – XXIe siècles)* Paris : PUPS, 2007 quatrième de couverture.

## 2) Paris et l'insurrection de Varsovie

Les informations qui proviennent en France de Varsovie sont assez **sporadiques** et floues. Le 1<sup>er</sup> août 1944, **aucune information** sur le déclenchement de l'insurrection de Varsovie n'a été adressée au Gouvernement Provisoire de la République Française. Alexandra Viatteau souligne sur ce point l'influence de **Roger Garreau**, délégué du GPRF à Moscou, qui était « passé à la moulinette idéologique »<sup>169</sup> et qui s'était révélée être la vraie courroie de transmission de la propagande soviétique. Ce n'est qu'une semaine plus tard, le 7 août 1944, que **Maurice Dejean** délégué français auprès des gouvernements alliés à Londres, informe que « des soldats se battraient à Varsovie. » Alexandra Viatteau montre que la **désinformation soviétique** couplée au manque d'informations de Varsovie font que les Alliés ne comprennent pas vraiment les enjeux de la bataille et restent très prudents.<sup>170</sup> Cette prudence est aussi réelle dans les journaux :

« Il paraîtrait qu'on se bat, des voix disent que Moscou laisse mourir les insurgés. »<sup>171</sup>

Cependant, Dejean admet dans une dépêche du 20 août 1944 qu' « **aucun reproche** ne peut leur [aux insurgés] être adressé et même le gouvernement de Londres ne peut être blâmé. »

En effet, le délégué français montre que les insurgés avaient des raisons de croire que l'Armée rouge allait leur porter secours, celle-ci se trouvant à quelques kilomètres seulement de la capitale. Il effectue la comparaison avec la France :

« En France, les troupes britanniques et américaines ne sont que trop heureuses de pouvoir **compter sur la coopération des FFI**. »

Et cette comparaison avec la situation française est d'autant plus légitime que **l'insurrection de Paris** se déroule au cours du même été. Dans les deux pays, ce sont les mêmes motivations qui poussent les insurgés à prendre les armes : la lutte contre l'occupant nazi et la volonté de se battre aux couleurs nationales pour la liberté et l'indépendance nationale.

---

<sup>169</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne*, op. cit. , p.198

<sup>170</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne*, p. 201 : Maurice Dejean : « Dans les cercles polonais de Londres, on insinue que le Commandement soviétique n'est pas fâché de voir les forces de la Résistance polonaise s'user dans la bataille pour Varsovie. **Ces insinuations** sont caractéristiques d'une **méfiance réciproque** qui reste le principal **obstacle** d'un accord entre l'URSS et la Pologne. »

<sup>171</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* op. cit.

Toutefois, les deux insurrections n'ont pas eu la même fin heureuse. Lorsque les insurgés polonais apprennent la victoire des insurgés parisiens, ils ne peuvent s'empêcher d'éprouver de l'amertume :

« Le soulèvement de Paris ! Quatre jours. La libération. C'est comme ça que nous avions imaginé la nôtre. »<sup>172</sup>

A l'instar de Henri Michel, on peut noter que l' « on ne peut pas approuver le général de Gaulle et Jean Moulin et désapprouver Mikolajczyk et le général Bor-Komorowski ; **louanger les premiers parce qu'ils ont réussi et blâmer les seconds parce qu'ils ont échoué** ; les situations étaient semblables à Paris et à Varsovie et les objectifs étaient identiques. »<sup>173</sup>

D'autant plus qu'Alexandra Viatteau montre que les **Services de Renseignements français** s'alarmaient depuis janvier 1944 des ambitions soviétiques en Pologne et avaient prévu ce qui allait se dérouler quelques mois plus tard<sup>174</sup>. Ces services étaient tout à fait conscients que les enjeux de l'insurrection de Varsovie et les revendications soviétiques pour obtenir la ligne Curzon comme frontière orientale de la Pologne étaient des questions qui dépassaient le cadre soviéto-polonais :

« Le problème dépasse l'avenir de la Pologne et de la Russie. Le sort de toute l'Europe est en jeu. (...) Les Russes ont déterré la ligne Curzon parce qu'elle porte un nom respecté et donne un caractère de respectabilité au **cinquième partage de la Pologne**. »<sup>175</sup>

Malheureusement, ces analyses très fines et perspicaces de la situation n'ont pas été prises en compte par la diplomatie française.

### ➤ *La stratégie gaullienne tournée vers l'Union Soviétique*

---

<sup>172</sup> Alexandra Viatteau *Varsovie insurgée*, op. cit., p.168

<sup>173</sup> Henri Michel *Et Varsovie fut détruite* Paris : édition Albin Michel, 1984

<sup>174</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* op. cit., p. 203-204 : Le 15 janvier 1944, analyse de la Direction des Services de Renseignements et des Services de Sécurité militaire pour le commissariat aux affaires étrangères : « [les autorités soviétiques] cherchent à provoquer en Pologne des soulèvements prématurés, calculés pour provoquer le massacre de la population polonaise par les troupes allemandes. »

« Les ambitions russes sont considérables. Le conflit polono-soviétique en est la pierre de touche. »

<sup>175</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* op. cit., p. 203, dépêche du 1<sup>er</sup> mars 1944 auprès de Londres et Alger.

L'année 1944 pour la France, est marquée par la volonté de de Gaulle de s'affirmer comme **chef d'une France libre et indépendante**. Il lui fallu tout d'abord écarter son rival Giraud soutenu par les Etats-Unis, puis démontrer sa légitimité.

Pour ce faire, il va tenter de gagner l'appui de Staline pour se donner plus de poids dans ses rapports avec les Anglo-saxons. De fait, **l'alliance avec Moscou est jugée prioritaire** pour le Comité français de la libération nationale car d'elle, dépend sa reconnaissance internationale. Or ce que souhaite Moscou, comme le confirme son inaction lors de l'insurrection, c'est une **Pologne contrôlée par des communistes** qui lui sont fidèles. De plus, il souhaite le déplacement vers l'ouest de la Pologne par la consécration de **la ligne Curzon** comme frontière orientale. Pour forcer les Alliés à reconnaître la légitimité de ce gouvernement fantoche et ses revendications territoriales, Staline joue sur une situation internationale qui le met en **position de force**. Les alliés qui avancent difficilement à l'ouest de l'Europe ont besoin de l'aide soviétique.

En outre, Staline est particulièrement intéressé par un accord avec la France car il souhaite empêcher la création d'un bloc occidental constitué par la France, la Pologne, l'Angleterre, les Etats-Unis et la Norvège. Lozovsky, chargé des problèmes français au Ministère des Affaires Etrangères à Moscou écrit en 1943 :

« Etant donné la défaite de l'Allemagne, il nous faut sur le continent de l'Europe un **contrepoids** à l'Angleterre et aux Etats-Unis. **L'unique pays** qui peut jouer ce rôle est la France. »<sup>176</sup>

Quant à de Gaulle, il a également besoin du soutien du dirigeant soviétique pour assurer sa légitimité d'où le **pacte franco-soviétique le 10 décembre 1944**.

Jean Cathala dans son ouvrage *Sans fleurs ni fusils*<sup>177</sup> décrit les impressions que de Gaulle lui confie lors de son voyage à Moscou et la manière de négocier de Staline. Il illustre parfaitement la situation de dilemme dans laquelle se trouvait le général français qui **affectionnait particulièrement les Polonais** et méprisait les communistes<sup>178</sup> :

STALINE : « Que les Français nous rendent un service, et nous leur en rendrons un. La Pologne est un élément de notre sécurité. Qu'ils acceptent un représentant à Paris du

---

<sup>176</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne* op. cit. p. 196

<sup>177</sup> Jean Cathala, *Sans fleurs ni fusils*, op.cit..

<sup>178</sup> Jean Cathala, *Sans fleurs ni fusils*, op.cit., p. 392 : « Les Russes veulent que je me prête à la création d'une dix-septième république soviétique... Les Polonais m'avaient prévenu : quand on va dîner chez le Diable, il faut apporter une longue cuillère... Je ne trahirai pas des alliés... Anders et ses hommes se sont magnifiquement conduits... Les Allemands n'ont pas trouvé un seul collaborateur en Pologne... Ici, c'est le pays qui en compte le plus grand nombre... »

Comité polonais de la libération nationale, et nous signerons un traité à deux. Churchill sera vexé. Tant pis ! »<sup>179</sup>

Lors de leur entrevue, il fut notamment question de l'insurrection de Varsovie. Staline ressent le besoin de se justifier :

« Le gouvernement soviétique, s'il avait été averti de l'insurrection aurait dit non, on n'était pas capable de se battre. »

Ce qui est tout de même un comble lorsque l'on sait que les Soviétiques ont poussé les Polonais à s'insurger...

De ce fait, la France fut l'un des premiers pays à reconnaître officiellement le comité de Lublin, du moins, *de facto*. Il refusa néanmoins la **reconnaissance de jure** essayant ainsi de ménager l'alliée polonaise. En ce qui concerne la ligne Curzon, le général s'était prononcé dès mai 1943 en faveur de celle-ci. Alexandra Viatteau dénonce cette attitude française :

« Le pragmatisme est une excellente chose. Il ne justifie pas toutefois, ni le mépris de l'héroïsme, ni le mensonge opportuniste, ni l'indifférence envers la mémoire. »<sup>180</sup>

➤ *Le traitement par la presse française du Pacte franco-soviétique et de la libération de Varsovie de Janvier 1945*

La presse de l'époque montre une réelle volonté de justifier le pacte et de modérer l'atteinte qui en résulte pour les relations franco-polonaises. Dans *Le Monde* du 20 décembre 1944 on peut ainsi lire :

« Le nouvel Etat Polonais, répudiant une fois pour toutes la **politique jagellonienne d'expansion vers l'est** et le sud est, alliée à l'URSS et à la France, reprendrait sa véritable mission historique qui est de **monter la garde contre l'Allemand**, éternel ennemi des Slaves. »

D'autres réactions montrent aussi un manque de compréhension français des enjeux que représente pour les Polonais la reconnaissance internationale du gouvernement de Lublin.<sup>181</sup> *Le Monde* interprète par exemple le conflit entre le gouvernement de Londres

---

<sup>179</sup> Jean Cathala, *Sans fleurs ni fusils*, op.cit. p.396.

<sup>180</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne*, op.cit. 222

<sup>181</sup> *Le Monde* du 2 janvier 1944« Quelles que soient cependant les réactions que soulève la décision du Comité de Lublin, il est évident qu'en ce moment décisif de la guerre, alors que l'ennemi commun se montre encore capable de dangereux sursauts, la **cohésion des alliances reste plus nécessaire** que jamais et que les grandes puissances, d'ailleurs virtuellement d'accord sur le problème des frontières polonaises,

et celui de Lublin comme des **conflits personnels**<sup>182</sup>. D'autres journalistes avancent aussi l'idée qu'il n'appartient pas à la France de s'insérer dans les affaires polonaises :

« Dans les milieux autorisés, on souligne qu'il s'agit avant tout d'une affaire **intérieure** dans laquelle la France n'a pas à s'immiscer. »<sup>183</sup>

Pourtant, la France n'a pas hésité à s'ingérer dans les affaires polonaises pendant la Drôle de Guerre, lorsque ses propres intérêts étaient en jeu...

De façon générale, la presse française et les diplomates français font confiance à Staline lorsque celui-ci affirme sa volonté d'une Pologne « forte et indépendante ».

La libération de Varsovie par l'Armée rouge en janvier 1945 est aussi révélatrice d'une ignorance de la presse française de la situation polonaise. Cet événement plutôt sombre dans la mémoire des Polonais est traité dans la presse française avec enthousiasme :

« Hier, en fin d'après midi une nouvelle diffusée par la radio venait emplir le cœur de tous les Français d'une joie grave : Varsovie, la capitale martyre d'un peuple martyr, avait été encerclée et était tombée sans nouveaux combats. »<sup>184</sup>

Rien n'est dit sur ce que cette libération par l'Armée soviétique implique pour l'indépendance polonaise. Cependant, il faut rappeler que la presse, à cette époque, était encore **très contrôlée**. Une critique envers l'attitude russe lors de l'insurrection aurait été malvenue au moment où l'alliance avec les Soviétiques est jugée primordiale par la diplomatie. Roger Garreau est un des principaux responsables de la crédulité française à l'égard de la Pologne et du gouvernement de Lublin.<sup>185</sup> La conférence de Yalta en 1945 ne fait qu'entériner les revendications de Staline, ce qui ne contribue pas à une remise en question des positions françaises.

---

ne sauraient se laisser entraîner à des divergences tant que l'enjeu de cette terrible lutte n'est pas encore gagné. »

<sup>182</sup> *Le Monde* du 2/01/1944 : « Ainsi, contrairement aux espoirs que l'on pouvait entretenir jusqu'à ces derniers temps, aucun accord n'est intervenu entre les Polonais de Londres et ceux de Lublin, profondément divisés sur les principaux problèmes politiques et dressés les uns contre les autres par de violentes **polémiques personnelles**. »

<sup>183</sup> *Le Monde* du 4 janvier 1945

<sup>184</sup> *Le Monde* du 19 janvier 1945

<sup>185</sup> Alexandra Viatteau *Staline assassine la Pologne*, op. cit. p. 198 : Roger Garreau « Il est résolument démocratique et laisse la porte ouverte à une large union nationale, mais prévient qu'on ne saurait tolérer que la liberté démocratique serve les ennemis de la démocratie. »

### 3) La Conférence de Yalta et l'abandon de l'allié polonais aux mains de Staline

Le problème des frontières et de la domination soviétique en Pologne constitue la  **pierre d'achoppement**  entre les Alliés à la Conférence de Yalta du 4 février au 11 février 1945. Pour Roosevelt, « si la question polonaise pouvait être résolue au cours de cette conférence, l'établissement de la paix dans le monde en serait facilité. »<sup>186</sup> C'est dire l'importance que revêt le règlement de cette question pour les Alliés.

Churchill rappelle à Staline que la Grande-Bretagne est entrée en guerre pour que la Pologne reste un Etat libre et souverain.<sup>187</sup> En apparence, Staline est du même avis que les Anglo-saxons. Il explique la nécessité d'une Pologne indépendante et libre pour la sécurité de l'URSS :

« A chaque page de l'histoire, la Pologne a toujours été le corridor par lequel les armées étrangères ont envahi la Russie. (...) Il est de l'intérêt de la Russie que la  **Pologne soit un Etat fort et puissant** , capable de fermer la porte de ce corridor par ses propres moyens... Il est nécessaire que la Pologne soit  **libre et indépendante** . »

Cependant, dans la vision soviétique, un gouvernement ami de la Russie est un gouvernement complètement dominé par elle. Il faut donc que le gouvernement de Lublin prenne le pouvoir et écarte tous les autres partis politiques, jugés risqués pour la sécurité de l'URSS.

Roosevelt, qui ne pouvait laisser la question polonaise réglée de la sorte étant donné le  **poids de l'électorat polonais**  aux élections présidentielles qui suivaient, insiste sur la nécessité d'une rencontre entre le gouvernement de Londres et celui de Lublin. Après de longues discussions, il fut décidé que le gouvernement polonais devait être réorganisé sur des bases démocratiques plus larges, avec une participation des chefs démocratiques et des Polonais de l'étranger. Une  **Commission**  comprenant Molotov, Harriman, sir Archibald Clark Kerr fut nommée pour organiser cette rencontre des différents représentants polonais.

---

<sup>186</sup> James F. Byrnes  *Cartes sur table* . Paris : Morgan 1947, p. 65

<sup>187</sup> James F. Byrnes  *Cartes sur table* . Op.cit. p. 67 : « Ayant tiré l'épée pour défendre la Pologne brutalement attaquée par Hitler,  **nous n'accepterons jamais**  une solution qui ne ferait pas de la Pologne un Etat libre et souverain. »

Par ailleurs, les Trois grands signent la *Déclaration sur l'Europe libérée* dans laquelle il est précisé qu'ils reconnaissent le « droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre ». Des **élections libres** sans entraves au suffrage universel et au scrutin secret doivent par conséquent être organisées le plus rapidement possible en Pologne. Roosevelt demande alors à Molotov combien de temps il faudra pour organiser les élections libres en Pologne. Celui-ci répond : « Moins d'un mois »...

Les élections polonaises, qui ne furent **pas libres** comme l'avaient demandé les Alliés, eurent lieu **vingt-trois mois plus tard**, le 19 janvier 1947... Qui plus est, face à l'arrestation par les Soviétiques des seize dirigeants polonais invités à des pourparlers avec le gouvernement soviétique en mai 1945, Eden, premier ministre britannique, déclare que les discussions à propos de la Pologne sont **terminées**. Quant à Edward Settinias, secrétaire américain aux affaires étrangères, il déclare que, bien que la situation polonaise soit « **inquiétante** », elle ne pourrait **pas mettre en péril la Conférence de San Francisco**. Il apparaît ainsi clairement que les Alliés ne se sentent plus concernés par ce qui se passe en Pologne une fois les accords de Téhéran et de Yalta conclus avec Staline. Le problème polonais est clairement mis au second plan, sacrifié au nom de l'entente entre les Alliés, entente dont on connaît la grande longévité...

#### *D/ Les relations franco-polonaises mises à mal par la guerre froide*

Dans l'après-guerre, les relations entre la France et la Pologne sont envenimées par le partage du monde en deux camps : le camp occidental et le camp soviétique. Malgré certains intérêts communs, la France optera pour une politique réaliste en Pologne qui se limitera à une influence culturelle française.

##### 1) Les intérêts communs entre la France et la Pologne communiste au sortir de la guerre

Le général de Gaulle en France conteste, dans l'immédiat d'après-guerre, les décisions prises à Potsdam. Il en veut aux Alliés de ne pas l'avoir convié aux conférences de Potsdam et Yalta qui ont été déterminantes quant à la fixation des frontières en Europe. Il incarne alors une position de **dissidence** par rapport aux Etats-Unis et à l'Angleterre. Or la Pologne du gouvernement de Lublin est également enclin à se positionner contre

l'Angleterre et les Etats-Unis qui ont soutenu et seul considéré comme légitime son concurrent : le gouvernement de Londres.

De plus, la volonté de **maintenir une Allemagne divisée** et faible est également commune à la France et à la Pologne. En effet, la menace allemande est dans les esprits français et polonais de l'après guerre. De plus, elle apporte un soutien inflexible à la Pologne quant à sa **frontière occidentale**.

Enfin, l'accord franco-soviétique signé le 10 décembre 1944 a pour conséquence une renonciation par la France à une politique anti-soviétique en Pologne, politique qui aurait été en contradiction avec ce traité et aurait entraîné la suppression de toute présence française dans le pays.

Ainsi l'idée d'un Pacte politique franco-polonais émerge au cours des années 1945 et 1946. Celle-ci est soutenue par **Roger Garreau**, ancien ambassadeur de France à Moscou nommé à la place de Fouchet en février 1945, ministre plénipotentiaire à Varsovie. Les Polonais sont sur ce point plus enthousiastes que les Français, d'autant plus que le Kremlin semble être d'accord avec l'éventualité d'un tel accord. Le directeur du Service de l'Ouest et du Nord du Département politique, Tadeusz Chromecki élabore un projet de Pacte comprenant l'obligation de consultations mutuelles sur la politique étrangère et une garantie mutuelle des frontières avec l'Allemagne.

## 2) Les réticences françaises au Pacte franco-polonais et la rupture des négociations

La politique d'indépendance nationale que cherche à mener de Gaulle dans l'après-guerre apparaît cependant de plus en plus intenable dans **un contexte de radicalisation des positions entre deux camps**. Au Quai d'Orsay, on envisage les conséquences d'un Pacte franco-polonais sur les relations de la France avec ses alliés britanniques et américains : cette alliance ne serait-elle pas une manœuvre soviétique pour mettre la France dans le giron de l'URSS et de compromettre sa relation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ? Il semble que oui, étant donné les dires de Lozovsky énoncé plus haut.

Face à ce problème, **Robert Schuman** prône une politique étrangère résolument **atlantiste**. Celui-ci n'imagine l'Europe que fermement liée aux Etats-Unis. Ainsi, il se positionne contre le pacte. En outre, certains avancent que des problèmes restent à

régler entre la France et la Pologne à propos des **biens français en Pologne** mais aussi du rapatriement des **prisonniers de guerre français**. Pour le Quai d'Orsay, ces deux problèmes doivent être impérativement résolus. En outre, les relations amicales entre la France et la République Tchèque poussent le Quai d'Orsay à réclamer un **changement d'attitude de la Pologne vis-à-vis de ce pays**. En effet, l'invasion par les troupes polonaises du bassin de Teschen juste après la signature des Accords de Munich constitue le point d'achoppement des relations tchéco-polonaises.

Ainsi, la France pose ses conditions à la négociation d'un tel Pacte : la Pologne doit payer des indemnités pour les entreprises françaises en phase d'être nationalisées et elle doit améliorer ses rapports avec la Tchécoslovaquie. En automne 1945, le Quai d'Orsay décide de **ne pas accepter** les propositions polonaises de nouer un Pacte franco-polonais, base d'une coordination des politiques étrangères des deux pays.

Cependant, les négociations continuent car la France ne parvient pas à conclure un accord avec la Grande Bretagne, les Etats-Unis ou l'Union Soviétique concernant ses revendications de sécurisation de la rive gauche du Rhin. A propos de cette revendication, la Pologne reste **son seul soutien** sur la question car elle poursuit ce même objectif l'affaiblissement allemand.

Comme D. Jarosz et M. Pasztor le montrent clairement, la tactique française consiste ainsi à **tirer un maximum de profits** de la perspective d'un accord franco-polonais (en terme d'indemnité pour les expropriations d'entreprises françaises en Pologne) tout en **repoussant à plus tard** la conclusion de l'alliance proprement dite. En outre, le général de Gaulle reste convaincu que la France peut jouer un **rôle d'arbitre entre l'Est et l'Ouest en Europe**.<sup>188</sup> Le Quai d'Orsay demande donc à Roger Garreau de poursuivre les négociations.

Les hésitations françaises et les espoirs polonais d'un accord entre les deux pays prennent fin brutalement l'été 1946. **Le 10 juillet**, à la conférence de Paris, Molotov se prononce contre le partage de l'Allemagne et l'annexion de la Ruhr par la France. Dès le 11 juillet, le Gouvernement Provisoire de la République de Pologne **raye de l'ordre du jour l'accord franco-polonais**. En outre, en avril 1947, on observe un revirement

---

<sup>188</sup> Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide ...*, op. cit. p.48 : « Il était donc nécessaire de construire des ponts entre l'Est et l'Ouest, même si le succès de l'opération semblait douteux. »

de la politique française qui abandonne ses revendications de 1944. Selon Dariusz Jarosz et Maria Pasztor<sup>189</sup>, les raisons de ce revirement sont dues à la signature d'un contrat franco-britannique assurant des livraisons importantes de charbon et au contexte de renforcement du bloc occidental. C'est aussi dans ce contexte que Bidault **démet les membres communistes** du gouvernement, marquant ainsi clairement ses distances avec le parti communiste. En outre, les Britanniques et les Américains font pression sur le Quai d'Orsay pour que celui-ci renonce aux pactes avec la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Enfin, à la conférence de Paris (27juin-3juillet 1947) **Moscou rejette le plan Marshall** et Staline commence à poser ses conditions à un éventuel pacte franco-tchèque : celui-ci devrait comprendre une aide immédiate en cas de conflit. Il contribue donc à faire échouer d'une certaine manière les tentatives françaises de pactes à l'Est.

La création du Kominform en septembre 1947 ajoute à la tension internationale qui caractérise cette période. Les négociateurs français comme les négociateurs tchèques et polonais semblent de plus en plus convaincus que la situation internationale rend caduques les volontés d'alliance. Ainsi, le 21 novembre 1947, le chef de la Direction Politique du Quai d'Orsay déclare à l'ambassadeur de la République de Pologne à Paris que « le traité ne peut être conclu non pas à cause des divergences sur le texte, **mais à cause de la situation politique.** »<sup>190</sup>

Ainsi, les tentatives d'alliance entre la France et la Pologne communiste qui marquaient les années 46, 47 font face aux enjeux de la guerre froide qui finissent par les réduire à néant. On peut penser qu'un pacte franco-polonais, s'il avait abouti, aurait contribué à une meilleure compréhension et une meilleure information sur l'histoire polonaise et notamment sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il faille aussi prendre en compte le fait que la France aurait également pu être soumise à une propagande soviétique influente sur l'insurrection. Mais le rideau de fer qui se construit en 1947, séparant les deux Europe, va éloigner durablement les deux alliés.

---

<sup>189</sup> Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide : Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954* Panazol (87000) : Charles Lavauzelle, 2005

<sup>190</sup> Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide...* op. cit. p.51

### 3) Grèves de 1947, soupçon d'espionnage, guerre des visas : des relations de plus en plus tendues

A partir de 1947, les tensions montent entre les deux pays. Les **grèves insurrectionnelles** qui durent de novembre à décembre irritent les dirigeants français qui voient l'effort de reconstruction entravé. Or les communistes polonais participent activement à ces grèves, d'où un renforcement des **contrôles étatiques** des organisations polonaises comme le Parti Ouvrier Polonais. Il règne une véritable atmosphère de suspicion comme le démontre l'ouvrage *Conflits brûlants de la Guerre Froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*<sup>191</sup>. La répression touche surtout les organisations polonaises, notamment des **organisations scoutes, installées à l'Est**, plus particulièrement à Nancy et Metz où de nombreuses arrestations ont lieu. Les arrestations sont courtes mais les interrogatoires souvent **brutaux**<sup>192</sup>. On assiste également à certaines **expulsions de Polonais** du territoire français. Lors des grèves de mineurs en novembre 1948, les mineurs de nationalité polonaise sont immédiatement arrêtés et soupçonnés d'être à l'origine du mouvement.

De leur côté, l'ambassade de Pologne en France et l'ambassade de France en Pologne se font également la guerre : tandis que la première exige le départ du territoire polonais d'un adjoint à l'attaché militaire français (Alfred Humm), la seconde ordonne à Janusz Kozirowski de quitter l'ambassade et de retourner en Pologne. S'ajoute à ces tensions la « **guerre des visas** » entre les deux pays à partir de fin 1947. La France se plaint d'octroyer largement des visas aux Polonais venant en France alors que la Pologne fait beaucoup de difficultés pour donner des visas aux Françaises en Pologne.<sup>193</sup>

Enfin, **l'affaire Robineau** marque l'apogée des tensions entre les deux pays. André Simon Robineau était le secrétaire du consulat de France à Szczecin et le fils du secrétaire général de l'Institut français à Varsovie. Le 20 novembre 1949, il est arrêté **pour espionnage** en Pologne sans qu'en soient informées les autorités françaises. Après un **procès truqué** où celui-ci est accusé d'être à la tête d'un vaste réseau d'espionnage

---

<sup>191</sup> Le document du Quai d'Orsay sur les « Services spéciaux polonais en France avec liste des organismes officiels et officieux camouflant les Services de Renseignement » témoigne de cette méfiance française à l'égard des Polonais vivant en France.

<sup>192</sup> Voir Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide...* op.cit., p. 123-124.

<sup>193</sup> Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide...* op.cit., p.132 : « Etant donné que la partie polonaise refusait des visas de retour aux Français résidant en Pologne, les Français ne donnaient pas de visas aux Polonais domiciliés en France. »

français en Pologne, il est condamné à **douze années de prison**. Ses aveux lui ont été très vraisemblablement extorqués et l'affaire semble montée de toutes pièces. Le même sort est réservé à **Yvonne Bassaler** secrétaire du consul à Wroclaw, condamnée quant à elle à huit années de prison. Au total, en Pologne, en 1947, 29 individus sont accusés d'espionnage et emprisonnés mais le maximum est atteint en 1950 avec **76 personnes condamnées**<sup>194</sup>.

La réaction française est assez vive : trois jours après l'arrestation de Robineau, les locaux des organisations liées à l'ambassade de Pologne à Paris sont **perquisitionnés**, la police procède à de **multiples arrestations** notamment de rédacteurs de journaux polonais, de personnes attachées aux ambassades ou consulats polonais en France, d'enseignants polonais et même au sein du personnel la Croix Rouge. Les arrestations d'enseignants notamment provoquent l'indignation d'intellectuels polonais qui protestent par des lettres ouvertes au Président de la République française<sup>195</sup>. De nombreuses manifestations contre les répressions sont organisées mais n'aboutissent à aucun changement de l'attitude française.

Le 13 décembre 1949, l'affaire Robineau fait même l'objet d'un **débat à l'Assemblée Nationale**. Face aux dénonciations des arrestations massives de Polonais en France par les députés communistes, **Robert Schuman**, ministre des Affaires étrangères et Jules Moch, ministre de l'intérieur, se justifient en rappelant les conditions inacceptables dans lesquelles se sont déroulées les arrestations de Bassaler et Robineau et exigent le renforcement des contrôles sur les organisations polonaises procommunistes. La répression française ne prendra réellement fin **qu'après la mort de Staline en 1953**.

Je ne souhaite pas rentrer plus dans les détails de cette affaire, mais je tiens à souligner son importance dans les relations entre les deux pays dans la période de l'après-guerre : cet épisode marque aussi bien les Polonais que les Français et ce, de façon durable.

---

<sup>194</sup> Chiffres tirés du *Bulletin d'information sur les personnes condamnées pour espionnage dans les années 1944-1984*, in Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide...* op.cit. p. 215

<sup>195</sup> Lettre ouverte signée au nom des écrivains polonais par Léon Kruczkowski et Sofia Nalkowska : « Sur le sol français [...] la dignité humaine a été bafouée en la personne de nos compatriotes qui par leur labeur servaient la France et leur patrie. Nous nous permettons d'attirer votre attention, Monsieur le Président, sur le fait que ces victimes de la terreur policière sont des hommes qui, conformément à la convention culturelle franco-polonaise, apprenaient leur langue maternelle aux enfants des mineurs et des ouvriers polonais travaillant en France. » reproduite dans l'ouvrage de Dariusz Jarosz et Maria Pasztor *Conflits brûlants de la guerre froide...* op. cit. p. 253

Cette affaire Robineau accentue la distance que la Guerre froide a installée entre les deux pays et reste une cicatrice importante dans la relation franco-polonaise.

Par la suite, un rapprochement aura lieu du fait du débat français sur la **Communauté Européenne de Défense**. Certains Français voyaient en effet dans la CED l'incarnation de la **résurgence de la menace allemande**, menace commune aux Français et aux Polonais.

Mais ce qui m'importe plus ici c'est les relations qu'entretiennent les deux pays avant, pendant et peu après l'insurrection de Varsovie car les événements qui ponctuent ces périodes de l'histoire contribuent massivement à l'oubli de l'insurrection de Varsovie.

#### 4) Bilan : une relation franco-polonaise détériorée, une insurrection oubliée

Ainsi, si l'on tente d'avoir une vision globale de l'évolution des relations franco-polonaises, on peut conclure que l'image de la Pologne en France oscille entre trois clichés : celui des Polonais **colonisant l'Est de la France** pendant l'Entre-deux guerres, celui du gouvernement de Londres **buté et irresponsable** pendant les négociations de Yalta et celui de **l'espion polonais, l'agitateur communiste** des grèves de 1947. Ces images assez négatives de l'allié polonais n'ont très certainement pas favorisé la prise en compte et la compréhension par les Français de l'évènement crucial pour la nation polonaise que constitue l'insurrection de Varsovie.

Signe de la méconnaissance française de cet évènement et de son importance, la France **n'a pas daigné envoyer un seul représentant officiel** lors des cérémonies du 60<sup>ième</sup> anniversaire de l'insurrection de Varsovie. Seul **un représentant de l'ambassade de France** à Varsovie était présent lors des multiples commémorations dans la capitale polonaise. Ce dédain n'a pas manqué d'être reproché à la France par la diplomatie polonaise. Wlodzimierz Cimoszewicz déplora que la France « ait été représentée à un si bas niveau aux cérémonies du 60<sup>ième</sup> anniversaire de l'insurrection de Varsovie. » Dans un article du *Monde* du 31 juillet 2004, le journaliste Francis Deron qualifie, quant à lui, l'attitude française de « **honteuse** ». Mettant en parallèle l'absence française à Varsovie avec toutes les cérémonies commémoratives du débarquement en Provence, le journaliste remarque que la France semble ne pas avoir conscience de l'existence d'une

**histoire européenne** -et pas seulement française - de lutte contre le nazisme. <sup>196</sup>

François Régis Hutin, dans un article pour *Ouest France*, souligne quant à lui que la France a perdu une « bonne occasion » de renforcer l'alliance franco-polonaise<sup>197</sup>.

Qui plus est, cette timide présence du gouvernement français aux célébrations polonaises n'a certainement **pas contribué à la promotion de l'évènement** dans l'Hexagone, une fois de plus. En effet, ces cérémonies autant qu'un discours du président français auraient pu être un vecteur important d'information sur l'insurrection de 1944 pour les Français. Hélas, l'attitude française n'a guère contribué à rompre avec le silence désespérant entourant cette tragédie historique.

De même, lors de la sortie de l'ouvrage d'Elisabeth Sledziewski *Varsovie 44, récit d'insurrection* en 2004, malgré les demandes répétées de celle-ci, l'ambassade de France n'a pas souhaité assurer la publicité de ce livre.

Est-ce le fait que le sujet soit tabou ou bien le résultat **d'une simple indifférence**, d'une **incompréhension** de l'importance qu'a pour les Polonais ce fait historique ? Si cette attitude que l'on pourrait qualifier de « **mépris** » vis-à-vis de l'insurrection est due à une incompréhension des faits et de la valeur de l'évènement, elle est certainement le résultat de relations conflictuelles et froides entre les deux pays lors de cette période et également le fruit de la propagande communiste qui a touché particulièrement la France.

Après avoir examiné le contexte psychologique puis le contexte historique qui ont pu défavoriser la promotion d'un évènement historique tel que l'insurrection de Varsovie en France, je pense qu'il est également nécessaire d'envisager l'importance qu'a pu avoir l'échec **du devoir de mémoire du côté de la Russie**. Il est donc nécessaire d'examiner pour quelles raisons un tel processus de réflexion sur le passé n'a pas eu lieu

---

<sup>196</sup> « Si prompt à faire sonner les trompettes des grandes causes historiques quand cela lui permet de se pousser sur le devant de la scène – en invitant par exemple, le 15 août, une kyrielle de chefs d'Etats étrangers à venir célébrer l'anniversaire du débarquement de Provence -, la France a-t-elle perdu à ce point la conscience de l'histoire européenne pour oublier que le grand combat contre la tyrannie ne s'est pas déroulé sur son seul territoire ? »

<sup>197</sup> François Régis Hutin in *Ouest France*, 8/08/2004, : « La France a brillé par l'absence de tout haut personnage du gouvernement français, et donc, par la faiblesse de sa représentation. Nous sommes en droit de demander pourquoi, et de déplorer une telle attitude. Notre relation avec la Pologne, nouvel entrant dans l'Union européenne, devrait être intensifiée après tant de souffrances et d'espérances partagées entre nos deux pays. Après cette magnifique impulsion de liberté donnée par Solidarnosc, et alors même qu'il importe que les Européens unissent plus que jamais leurs efforts pour construire l'Union et contribuer ainsi à humaniser la mondialisation.

en Russie et quelles conséquences ce refus d'accepter et de « digérer » ce passé a pour la mémoire d'un évènement comme celui de l'insurrection.

### III/ Une Russie actuelle, peu disposée à rafraîchir notre mémoire collective

Il semble nécessaire en effet d'évoquer la position actuelle de la Russie, qui, contrairement à l'Allemagne qui a reconnu sa responsabilité à Varsovie, reste très prudente sur ce sujet. L'ex Union Soviétique n'a pas connu un véritable processus de réflexion sur le passé staliniste et ses souffrances infligées au peuple russe mais aussi aux minorités de Russie et aux nations sous emprise soviétique. Alain Besançon, dans *Le malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah* écrivait : « Le communisme a duré si longtemps qu'il a été assimilé à une glaciation, à une série d'hivers exceptionnellement froids. Le climat s'étant réchauffé, on n'y pense plus et on reprend au soleil ses travaux quotidiens. »<sup>198</sup>

Seulement, ce refus de se souvenir, de panser les plaies, ne contribue pas à une mémoire apaisée. Les relations entre la Pologne et la Russie restent aujourd'hui marquées par une **méfiance réciproque** voire une aversion à peine déguisée. Si les blessures du passé avaient été soignées par un travail commun de réflexion sur le passé, il en serait autrement aujourd'hui. Mais ce refus d'envisager sereinement l'histoire n'a pas que des conséquences sur les relations qu'entretiennent aujourd'hui la Pologne et la Russie. Il a également des effets sur des pays occidentaux comme la France où cette période historique reste, de ce fait, taboue.

#### *A /Le travail de mémoire en Russie : un devoir de mémoire avorté*

##### 1) Premières tentatives de réflexion sur le passé stalinien sous Khrouchtchev

Le premier réveil de la mémoire stalinienne en Russie s'effectue après le rapport Khrouchtchev de 1956.

Lors de cette période que l'on a pu appeler le « **dégel** » qui dure de 1956 à 1964, la société soviétique se retrouve confrontée à son passé du fait de la dénonciation des crimes de Staline par le premier secrétaire du parti communiste soviétique.

---

<sup>198</sup> Alain Besançon, *Le malheur du siècle*, ... op. cit. p. 119

C'est l'époque de la parution de la revue **Novy Mir** dirigée par Alexandre Tvardovkij et le poète Konstantin Simonov. Celle-ci publie en 1962, l'œuvre de Soljenitsyne *Une journée d'Ivan Denisovitch*, qui amorce une réflexion sur les camps soviétiques et les conditions de vie des prisonniers du Goulag. Ce magazine publie des articles et des histoires controversées et contribue, d'une certaine manière, à pousser la société soviétique à se remémorer les années noires. Cependant, ces prémices du devoir de mémoire russes sont encore très partielles, il n'y a **pas de réelle réflexion** sur le phénomène stalinien dans son ensemble.

Les années Khrouchtchev sont caractérisées par leur **caractère fortement idéologique**. Face aux crimes de Staline, les autorités prônent le retour au purisme communiste de Lénine, le retour aux vraies sources du socialisme. Le stalinisme, a pu déclarer Khrouchtchev, est « un abcès sur un corps sain. ».

Dans le même ordre d'idées, la théorie d'une coexistence pacifique, développée par le premier secrétaire du Parti ne « signifie pas la conciliation des idéologies socialiste et bourgeoise. Au contraire, elle implique le **renforcement de la lutte** de la classe ouvrière, de tous les partis communistes pour le triomphe des idées socialistes. »<sup>199</sup>

Aussi, comme l'avertit Maria Ferretti, il ne faut pas voir dans cette phase de « dégel », un âge d'or des libertés.

## 2) Après 1964, la réhabilitation de Staline

Le processus de condamnation des crimes staliniens est ralenti avec le départ de Khrouchtchev en **1964**. On assiste alors à une sorte de réhabilitation du dictateur. La dénonciation des crimes de Staline a été perçue comme un **aveu de faiblesse** de la puissance soviétique : on renie tout de même plus de vingt années de règne !

Maria Ferretti montre dans un article intitulé : *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien.*<sup>200</sup> comment la propagande tente de remettre en avant le rôle de Staline lors de la « Grande Guerre patriotique » et le fait que le dictateur avait tout de même contribué à faire de la Russie une **grande puissance**. Les publications qui avaient

---

<sup>199</sup> Nikita Khrouchtchev, déclaration des partis communistes et ouvriers, Moscou, 1960.

<sup>200</sup> Maria Ferretti *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien.* in Marc Ferro *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle* Paris : Hachette, 1999, p. 251

commencé à parler de la période des purges, de la terreur, sont alors à nouveau censurées. Même les manuels scolaires d'histoire sont retouchés :

« ... les crimes du dictateur, dénoncés avec véhémence par Khrouchtchev, sont répertoriés dans la rubrique plus anodine des « **erreurs** » et des « excès », tandis que les dates de décès des victimes de la répression sont déplacées en catimini pour « décongestionner » la fin des années 1930 et pouvoir **les imputer à la guerre.** »<sup>201</sup>

Brejnev marque bien un coup d'arrêt aux espoirs qu'éveillait le dégel. La propagande officielle tente de banaliser, voire de faire oublier le stalinisme dans la société soviétique. La mémoire du stalinisme est de nouveau **contrainte à la clandestinité**. On assiste alors au fleurissement de publications clandestines du côté de l'aile la plus radicale de l'intelligentsia libérale. Une véritable lutte pour la mémoire s'engage du côté des intellectuels qui combattent cette « **amnésie imposée** ».

C'est de ce mouvement qu'émerge un ouvrage tel que *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne en 1974, qui aura un retentissement considérable en Occident et plus particulièrement en France. On voit bien à travers le choc que produit la publication de cet ouvrage en France combien la résurgence de la mémoire des crimes staliniens dans l'Hexagone dépend de l'évolution de la réflexion sur ce sujet en Russie. Il y a donc une importance non négligeable de cette explication dans les diverses raisons de la méconnaissance française de l'insurrection de Varsovie.

Les activités de ces dissidents ne sont pas sans risque, la répression s'abat sur ces intellectuels libéraux, en témoignent les procès de Sinjavskij et Daniel en 1965. Cependant, la majorité des spécialistes de l'Union Soviétiques, ceux qu'on nomme les Soviétologues, s'accordent pour dire que l'ère brejnévienne ne se caractérise pas par un néo-stalinisme. Contrairement à la phase de dégel, les années Brejnev sont marquées par une forme de « **désidéologisation** ». Néanmoins, le réel besoin de la société soviétique de comprendre la tragédie stalinienne est totalement étouffé par les autorités soviétiques.

### 3) L'arrivée de Gorbatchev et la dénonciation de masse du stalinisme.

---

<sup>201</sup> Maria Ferretti *La mémoire refoulée...* op. cit. p. 252

De la fin 1986 à 1988, on assiste à un processus de réintégration de la mémoire du stalinisme dans la mémoire collective. Cela est dû à la une volonté politique de **transparence vis-à-vis du passé** (la *glasnost* ) conjuguée au fait que les enfants nés sous l'ère du XXe Congrès du Parti sont à la tête des revues, des journaux et constituent la nouvelle intelligentsia. De plus, comme le remarque Myriam Désert, à cette époque : « Il devint urgent de « traiter » le passé comme on traite des déchets nucléaires, car il opérait une « fission » de la société. »<sup>202</sup>

Le travail de mémoire s'amorce principalement sur les crimes de Staline **contre son propre peuple**. Les thèmes de la collectivisation, de l'industrialisation forcée, de la guerre, de l'antisémitisme d'Etat, de l'épuration des intellectuels russes et de la « vieille garde révolutionnaire » sont abordés et traités par de multiples ouvrages qui connaissent un grand succès. Par exemple, l'ouvrage d'Anatoli Rybakov *Les Enfants de l'Arbat* sera tiré à près de 10 millions d'exemplaires. Maria Ferretti décrit l'organisation de « **réunions fleuves** » lors desquelles les gens racontent leurs drames personnels, l'envoi de multiples lettres de témoignages aux journaux...

Là encore, la revue *Novy mir* joue un rôle de premier plan en publiant de nombreux textes tels *Vie et destin* de Vassili Grossman. Alexis Berelowitch, sociologue spécialisé dans la société russe contemporaine, utilise, pour décrire ce phénomène, l'expression de « **frénésie de lecture** »<sup>203</sup>.

C'est dans ce contexte que se crée également le mouvement **Mémorial** (1987), qui prend en charge la mémoire des victimes du stalinisme en tentant de récolter des témoignages et aussi de retrouver les noms des victimes (le travail sur ce point du jeune historien Dimitri Iourassov est remarquable). Ce mouvement a pour ambition de créer un centre d'histoire et de documentation indépendant qui tenterait de reconstituer la mémoire du Goulag notamment et des autres lieux de massacres.

Sous son impulsion, le quotidien *Vetcherny* de Leningrad publie tous les jours en 1989 des noms de fusillés. Cette prise de conscience s'achèvera par un manque d'écho en Occident : l'inauguration du Mémorial de l'affliction sur la Kolyma, la zone la plus terrible des camps du Goulag.

---

<sup>202</sup> Myriam Désert *Passé, mémoire et repentir*, in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zviaffoff *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective*, op. cit. p. 158.

<sup>203</sup> Alexis Berelowitch *Russie : un travail interrompu*, 1999 in *Courier de L'UNESCO*, disponible sur [http://www.unesco.org/courier/1999\\_12/fr/dossier/txt06.htm](http://www.unesco.org/courier/1999_12/fr/dossier/txt06.htm)

Maria Ferretti parle d' « **éveil émotionnel des mémoires** » qui fait face à une débâcle totale de l'histoire officielle. L'auteur rappelle qu'en 1988, l'examen d'histoire est même suspendu car aucun manuel scolaire n'est crédible !

#### 4) L'émergence d'une responsabilité collective

Ce mouvement aboutit tout naturellement à l'apparition d'un sentiment de **responsabilité collective**, de faute collective. Une réflexion de fond s'engage : qu'est-ce qui a permis l'émergence du stalinisme dans la société russe ? Les historiens prennent alors la place des écrivains et tentent de relier l'histoire russe aux origines de la Révolution d'Octobre. Alexis Berelowitch montre ainsi que divers axes sont explorés : le servage, l'absence de réelle société civile avant la Révolution, l'hypertrophie de l'Etat... Toutes ces caractéristiques de la Russie du XIXe siècle sont avancées pour expliquer la révolution de 1917.

Cependant, Maria Ferretti met en garde contre une interprétation simpliste de cette résurgence de la mémoire : celle-ci est bien sûr encadrée par **une volonté politique** : celle de rompre avec un héritage encombrant. Le débat sur le stalinisme est prétexte à un certain discours politique, qui, vise à rejoindre les idées de Khrouchtchev : il faut revenir à Lénine et aux idées fondatrices du communisme.

D'autre part, Myriam Désert montre que le discours politique sur la responsabilité de la nation russe dérive rapidement vers une forme d'**idéologie du repentir** de la nation russe. Ce concept à forte connotation religieuse est utilisé de façon récurrente lors de cette période par l'élite russe. Le repentir collectif signifie que **tout le monde est jugé coupable**, il n'y a pas des victimes et des bourreaux : chacun a sa part de responsabilité dans les drames commis sous Staline et doit se repentir de ses péchés.

Or, si l'on y regarde de plus près, ce concept du repentir **sert des intérêts, des stratégies politiques**. La faute collective déplace la responsabilité personnelle à **l'abstraction sociale** et la mémoire des faits concrets s'efface pour laisser place au concept flou et **globalisant** de la Faute. L'intérêt politique de cette « **collectivisation de la faute** » est ici évident : les dirigeants trouvent par là un moyen de « **s'autoamnistier** ». Les perdants sont encore une fois les victimes de ces événements

tragiques car elles ne se voient pas accorder une reconnaissance officielle de leur drame personnel, ni recevoir un pardon concret pour la faute commise.

A titre d'exemple, Sabine Breuillard, dans un essai intitulé *Entre histoire et mémoire : le mouvement mémorial* souligne le refus des autorités de livrer des noms. Si les officiels consentent parfois à une cérémonie du « repentir », celles-ci ont un **caractère anonyme et froid** qui permet aux autorités d'éviter l'engagement d'une quelconque responsabilité :

« Et de même que ces personnes fusillées avaient été jetées dans la boue du grand rien, de même cette cérémonie dite du souvenir les rejette dans l'anonymat. C'est tellement plus confortable pour la conscience de **diluer la responsabilité dans l'anonymat.** »<sup>204</sup>

Myriam Désert conclue que ce mouvement de reconnaissance d'une responsabilité collective a été mal posé en Russie et qu'il n'a pas contribué à assainir le rapport au passé :

« on ne peut pas tirer un trait sur soixante-dix années de la vie d'une société, (...) on ne rentre pas dans l'avenir en prétendant effacer l'histoire d'une parole de repentir. »<sup>205</sup>

En outre, le repentir a pour effet pervers d'exacerber la conscience nationale du fait d'un mouvement de rejet : certains le vivent comme une « **humiliation** » pour leur pays qui subit déjà la diminution de son Empire et la perte de son influence internationale. Qui plus est, l'intelligentsia étant la véritable porteuse de ce mouvement de repentir, les opposants à l'idéologie de la Faute collective **stigmatisent** celle-ci dans un rôle d'« autodestruction » qui nuira, par la suite, à son image.

De fait, contrairement à toutes attentes, ce repentir collectif a favorisé un rejet du travail de mémoire et le retour à une réflexion sur le présent et ses réalités bien concrètes.

##### 5) A partir de 1989, le travail de mémoire marque un coup d'arrêt

En effet, l'intérêt pour la période stalinienne baisse dans la population à partir de 1989. Pour Alexis Berelowitch, ce phénomène est dû à une **situation économique et sociale catastrophique** qui force les Russes à se préoccuper du présent plutôt que de leur passé.

---

<sup>204</sup> Sabine Breuillard *Entre histoire et mémoire, le mouvement mémorial* in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zavaloff *Mémoire de la Russie...* op. cit., p.176

<sup>205</sup> Myriam Désert *Passé, mémoire et repentir* in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zavaloff *Mémoire de la Russie..* op. cit., p. 163

La chute de l'Union Soviétique, les révolutions dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est inspirent à la société russe un « sentiment d'humiliation nationale »<sup>206</sup> selon le sociologue, renforçant ainsi le rejet du repentir que j'ai développé plus haut.

En effet, les diverses réformes de Gorbatchev ont pour effet dans un premier temps de déstabiliser l'économie et d'abaisser encore un peu plus le niveau de vie. S'ajoute aux conditions de vie difficiles une impression que la période glorieuse de la Russie prend fin et que le **déclin** s'amorce.

Ainsi, les sondages montrent que les Russes pensent qu'on **parle trop** des crimes staliniens dans les années quatre-vingt dix La Russie fait alors face à une véritable crise d'identité : qu'est-ce qui définit l'identité russe ? D'où vient la mentalité russe ? Quand s'est-elle forgée ?

Maria Ferretti montre que le débat se recentre alors, sous la présidence de Boris Eltsine, sur la **Révolution d'Octobre**. Dans les années 1990 et 1991, la thèse selon laquelle la révolution a « dérouté la Russie du cours naturel de l'histoire emprunté par les sociétés occidentales »<sup>207</sup> se développe. Cette thèse est en contradiction avec celle qui prévalait auparavant, tentant de comprendre ce qui avait permis, dans la Russie tsariste, la révolution de 1917. En effet, cet évènement est considéré comme une mauvaise voie que la Russie a pris par erreur, sous l'impulsion d'une bande de fanatiques qu'il convient de condamner. La responsabilité de ce détour historique revient à une petite bande de révolutionnaires. Par conséquent, **Lénine remplace Staline** dans le rôle du coupable. Par conséquent, soixante-quatorze ans d'histoire sont mis entre parenthèses, il faut revenir à la situation avant 1917, avant le choix de cette mauvaise route.

De fait, la période prérévolutionnaire est **glorifiée, mythifiée** : la Russie des Tsars est perçue comme un **âge d'or** : voilà donc l'origine de l'identité russe. Une image lumineuse et éclatante de la Russie tsariste est mise en parallèle avec celle d'une Russie soviétique pauvre et sanguinaire. On assiste dès lors, comme l'analyse Nicolas Werth, au triomphe d'une « **vision conservatrice et slavophile** »<sup>208</sup>. Ce processus est explicable par l'**intérêt** que plusieurs acteurs avaient à tirer de cette nouvelle vision.

---

<sup>206</sup> Alexis Berelowitch *Russie : un travail interrompu*, op. cit.

<sup>207</sup> Maria Ferretti *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien*. in Marc Ferro *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle* op.cit., p.258

<sup>208</sup> Nicolas Werth, *La complexe gestion du passé soviétique dans la Russie de Poutine* in *Regards sur l'actualité*, n°325, nov. 2006, p. 61-63

Cette évolution sert tout d'abord l'équipe dirigeante. Elle peut ainsi **légitimer certaines politiques** comme celle du retour à l'économie de marché, sur le thème du retour à la bonne voie :

« La nouvelle Russie peut enfin renouer avec la « Russie éternelle » et retrouver la route perdue en 1917. »<sup>209</sup>

Qui plus est, cette thèse contente également l'Église orthodoxe, qui souhaite retrouver son rôle d'Église d'État qu'elle occupait sous le régime des Tsars. Elle souhaite, par exemple, faire béatifier le tsar « martyr » Nicolas II assassiné en 1918.

De plus, cette thèse a l'avantage de briser un sentiment de culpabilité du peuple russe que celui-ci trouve trop lourd à porter :

« ... le refoulement du stalinisme n'a pu se produire si rapidement dans la société que parce qu'il a permis de s'affranchir du poids de la culpabilité collective vis-à-vis du passé. »<sup>210</sup>

Elle esquivent enfin et surtout **tout engagement de sa responsabilité** dans les crimes commis lors de cette « parenthèse ». En 1993, la Russie refuse donc de reconnaître sa part de responsabilité dans l'écrasement de l'insurrection de Varsovie.

En outre, la thèse de la culpabilité de Lénine et des premiers bolcheviks a l'avantage de **réduire la liste du nombre des bourreaux**. Seuls les premiers communistes (majoritairement décédés du fait des grandes purges des années trente) sont responsables de ce mauvais détour qu'a pris la Russie. Ceux qui ont suivi n'ont fait qu'hériter d'un système dont ils devaient assurer le fonctionnement...<sup>211</sup>

En conséquence, le mouvement Mémorial se marginalise et les journaux ne publient plus autant de témoignages. Alain Besançon, dans son ouvrage *Le malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah* paru en 1998, écrivait :

« Aujourd'hui, les jeunes historiens russes ne s'intéressent guère à cette période vouée à **l'oubli et au dégoût**. »<sup>212</sup>

---

<sup>209</sup> Nicolas Werth, *La complexe gestion du passé soviétique dans la Russie de Poutine*, op. cit.

<sup>210</sup> Maria Ferretti *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien*. in Marc Ferro *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle*, op. cit. p.265

<sup>211</sup> Maria Ferretti *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien*. in Marc Ferro *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle* p. 267 : « Si la révolution d'octobre n'a été qu'un coup de main perpétré par une bande de criminels qui ont imposé au pays la sanglante dictature stalinienne afin de réaliser les préceptes d'une doctrine étrangère, de quelle faut serait rendue coupable le peuple russe ? Le peuple russe n'est qu'une victime innocente. »

<sup>212</sup> Alain Besançon *Le malheur du siècle*. Op. cit. p.160

De nombreux projets de monuments commémoratifs sont **abandonnés** et les camps du Goulag qui devaient devenir des musées deviennent des espaces vides envahis par la végétation. On se concentre sur des phénomènes nouveaux comme la déviance, la pauvreté et le thème de la « perte des valeurs » fait son apparition. Les crimes de Staline n'intéressent plus.

Sabine Breuillard, dans un article intitulé : *Entre histoire et mémoire, le mouvement mémorial* donne un exemple parlant de cette perte d'intérêt qui voue de nouveau les victimes à l'oubli. En 1989, à douze kilomètres de la ville de Ekaterinbourg, un charnier est découvert. A la demande des familles, trois années plus tard le KGB révèle qu'elles sont au nombre de dix mille mais refuse de donner les noms des fusillés.

« A cet endroit, maintenant, il y a une base sportive. Pas question pour le moment d'y construire un lieu de mémoire. Et le ministère de l'Intérieur répond : « La terre est propriété fédérale, donc les ossements, cela va de soi, sont fédéraux ... ! »<sup>213</sup>

Ainsi, au gré des différentes périodes historiques, la mémoire du stalinisme fut tantôt **étouffée**, tantôt **mise en avant** au gré des intérêts des acteurs au pouvoir et des revirements idéologiques. Une boutade russe exprime bien cette évolution chaotique du rapport au passé : « La Russie est le pays où on ne sait pas **de quoi hier sera fait**. »

*B/ Aujourd'hui, la « synthèse poutiniennne »<sup>214</sup> : une mémoire sélective*

### 1) Le passé stalinien et les autorités étatiques actuelles

La parenthèse exécrée de l'époque soviétique est réexaminée, sous le règne de Vladimir Poutine, élu président de la Fédération de Russie en 2000. Selon Nicolas Werth, la nouvelle thèse qui tend à s'imposer est celle de dire que la période soviétique a eu au moins un avantage : elle a contribué à l'accroissement de la puissance russe et à son prestige dans le monde. Par contre, la terreur, le Goulag, les purges, la famine en Ukraine deviennent à nouveau des sujets tabous, dont on ne parle plus ou très peu.

Parmi les réussites de l'époque soviétique mises en avant par le régime de Poutine : l'industrialisation, la conquête de l'espace, la puissance militaire et la victoire de

---

<sup>213</sup> Sabine Breuillard *Entre histoire et mémoire, le mouvement mémorial* in Jacqueline de Proyart et Nicolas Zavaloff. *Mémoire de la Russie. Identité* op. cit. p.176

<sup>214</sup> Nicolas Werth *La complexe gestion du passé soviétique dans la Russie de Poutine* op. cit. p. 62

l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces événements sont particulièrement soulignés dans les manuels scolaires qui « exaltent la grandeur nationale de la Russie éternelle ».

Par contre, la tendance conservatrice slavophile se renforce. Poutine souhaiterait « réunir les frères slaves », c'est-à-dire l'Ukraine et la Biélorussie, à la Russie. Cette union, fondée sur la foi en une même religion : l'orthodoxie, aurait pour projet « la défense des valeurs de la civilisation chrétienne face au terrorisme », les terroristes étant les Tchétchènes et les islamistes.

Enfin, Françoise Daucé, dans un article intitulé *Les usages militants de la mémoire dissidente en Russie post-soviétique*<sup>215</sup> remarque que, depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, « l'engagement public mais non politique des défenseurs des droits de l'homme [les héritiers de la dissidence anti-soviétique] est de plus en plus difficile à mettre en œuvre. » L'étude de F. Daucé montre que les associations héritières de la dissidence soviétiques incarnaient l'espoir en Russie de l'émergence d'une société civile face à l'Etat. Cependant, ces espoirs ont été déçus, car celles-ci gardèrent une grande méfiance à l'égard du politique, ce qui contribua à les marginaliser sur la scène publique.

## 2) La tendance populaire à l'embellissement du passé communiste

Mais cette nouvelle volonté d'expansion de la domination russe est également révélatrice du fait que l'élite russe, tout comme le peuple russe, n'a jamais accepté la perte de l'Empire soviétique. Selon Nicolas Werth : « trois Russes sur quatre déplorent la perte du statut de superpuissance qu'avait l'URSS dans le monde d'après guerre ». Il y a une véritable nostalgie de l'Empire dans la Russie actuelle. Peut-être ce sentiment s'explique-t-il à travers l'analyse de l'historien russe Vassili Klioutchevski qui disait : « Les Russes sont le seul peuple pour lequel la colonisation constitue l'essence même de leur histoire. »

Qu'en est-il de l'image de Staline dans la société russe ? Selon un sondage réalisé par l'Institut Levada en décembre 2004, à l'occasion des 125 ans de la naissance de Staline, un tiers des interrogés pense que Staline est d'abord un « tyran cruel et inhumain

---

<sup>215</sup> Françoise Daucé, *Les usages militants de la mémoire dissidente en Russie post-soviétique* in *Revue d'études comparatives est-ouest*, vol. 37, septembre 2006

coupable de l'extermination de millions d'innocents ». Mais **pour la moitié des interrogés**, Staline est avant tout celui qui « a conduit l'URSS à la victoire dans la Grande Guerre patriotique » (1941-1945) à la **puissance et à la prospérité**. »

De nouveau, on s'aperçoit que les Russes effectuent un tri, une sélection dans le passé, ne conservant en mémoire que les aspects les plus positifs de la période. Cette attitude est néanmoins compréhensible. Etre forcé de faire face au passé, à ses responsabilités et à celles de ses ascendants n'est jamais facile. Le premier réflexe est de renier ce passé, regarder vers l'avenir ou bien ne voir dans l'histoire de sa nation que les facettes les plus lumineuses. Jean-Claude Guillebaud, dans un ouvrage intitulé *La force de la conviction* décrit ce processus difficile de devoir de mémoire :

« A la limite, c'est avec notre aventure collective, notre généalogie, notre héritage que nous sommes pressés de rompre. (...) Nous aimerions pouvoir en rejeter jusqu'aux dernières survivances, nous voudrions passer tout cela par pertes et profits. En un mot, nous prenons progressivement en horreur notre histoire. »<sup>216</sup>

Il existe une réelle aspiration à l'oubli de la plupart des Russes aujourd'hui. Elle n'est pas condamnable si elle se justifie exclusivement par une volonté de ne pas détruire l'unité nationale par une chasse aux sorcières déstabilisante et une volonté d'avoir une relation apaisée avec les autres nations frontalières de la Russie.

Cependant, on remarque que celle-ci cherche plus dans cet oubli un moyen d'éviter de poser la question de sa responsabilité, cristallisant ainsi des relations tendues avec certains Etats dont la Pologne. L'animosité entre les deux peuples, qui aurait pu s'atténuer si la Russie avait fait un réel geste de réconciliation et de pardon à propos de Varsovie reste d'actualité. Dans le petit sondage que j'avais effectué lors de mon séjour en Pologne, j'ai pu constater que si le ressentiment actuel contre les Allemands, à propos de l'insurrection de Varsovie, était quasi inexistant, les sondés étaient souvent beaucoup plus critiques envers l'attitude des Soviétiques. J'ai réellement senti la présence chez les sondés plus âgés d'une cicatrice non refermée concernant le « crime de Staline contre Varsovie »<sup>217</sup> du fait de la non-reconnaissance soviétique de sa

---

<sup>216</sup> Jean-Claude Guillebaud *La force de la conviction*, Paris : Editions du Seuil 2005, p.83

<sup>217</sup> Alexandra Viatteau *Histoire de la Pologne, ou réduction de l'histoire* disponible sur <http://www.diploweb.com>

responsabilité<sup>218</sup>. Certains jeunes Polonais nuancent leurs propos en affirmant qu'on ne peut en vouloir aux générations actuelles qui n'ont rien eu à voir avec cet évènement. Il reste néanmoins une blessure qui constitue, avec Katyn, un blocage pour des relations russo-polonaises pacifiées.

### 3) Un accès aux archives du stalinisme de plus en plus limité

Cette volonté d'effacer de la mémoire du communisme les points négatifs et de glorifier les aspects les plus positifs induit le **retour d'un certain contrôle sur les archives** de la période, plus particulièrement les archives du KGB. La plupart des chercheurs, des historiens ont ainsi constaté une actuelle réduction de l'accès aux archives.

Après la libéralisation de l'accès à celles-ci à partir de 1991, faisant naître tant d'espoir chez les familles des victimes et chez les historiens, certains fonds auparavant ouverts au public ont été refermés et l'ouverture des archives du KGB est de nouveau soumise à un contrôle rigoureux. De fait, Oleg Hlevnjuk, dans un article intitulé : *L'historien et le document. Remarques sur l'utilisation des archives* déclarait :

« À l'heure actuelle, nous sommes forcés de constater qu'une partie des archives de la période soviétique restera encore longtemps **hors du circuit scientifique normal.** »

De même, Anna Cienciala, qui a travaillé sur la politique soviétique concernant la Pologne pendant la Seconde Guerre mondiale à partir d'archives russes, réclame une plus ample **déclassification des archives du KGB** datant de cette période, ce qui éclairerait considérablement les historiens sur les fondements de certaines décisions prises par Staline, notamment en ce qui concerne la Pologne<sup>219</sup>. Par exemple, la chercheuse dénonce la pauvreté des documents accessibles sur les motifs du Pacte germano-soviétique de 1939 et la période de collaboration entre les deux régimes<sup>220</sup>.

---

<sup>218</sup> Témoignage de Marcin Kluczyk, étudiant polonais à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg : *Selon vous, les gouvernements allemands et russes devraient-ils s'excuser officiellement auprès de la nation polonaise en ce qui concerne l'insurrection de Varsovie ?*

— Oui. Les Allemands l'ont déjà fait de manière claire, les Russes non. On attend. Si les Russes reconnaissent leurs fautes et leurs crimes, je suis sûr, les Polonais seraient les premiers amis de la Russie.

<sup>219</sup> Anna M. Cienciala *Detective work : researching soviet World War II policy on Poland in Russian archives (Moscow 1994)* in Les Cahiers du Monde russe

<sup>220</sup> Anna Cienciala: "However, large gaps still remain, particularly on the timing and internal justification of Stalin's decision to side with Hitler, as well as on the working out of the secret protocol to the pact of August 23, 1939"

On comprend bien entendu les **enjeux politiques et idéologiques** qui se dessinent derrière l'ouverture des archives de cette phase particulière de l'histoire soviétique. La question de fond dont nous avons déjà pu traiter plus haut, celle de la comparabilité du nazisme et du communisme, se poserait de nouveau, avec un poids de plus dans la balance de ceux qui appuient la légitimité d'une comparaison.

Ce qui induit, si l'on reprend le tableau déduit de l'argumentation de Tzvetan Todorov reproduit plus haut, que les bourreaux soviétiques mais également les collaborateurs du régime soient stigmatisés et dénoncés comme étant sur un pied d'égalité avec les bourreaux nazis. Or, au sein de la classe politique russe actuelle, de nombreuses personnes ont collaboré avec le régime plus ou moins directement et ce débat remettrait donc **gravement en cause leur légitimité**. Ainsi, Anna Cienciala montre que les déclassifications de documents du KGB ont souvent été **sélectives** et décidées du fait d'enjeux politiques, notamment à propos de Katyn.

Cette politique de restriction de l'accès aux archives témoigne bien de ce refus de la Russie d'assumer pleinement son passé. Il en découle des cicatrices jamais refermées pour les familles des victimes et une incertitude gênante des historiens sur cette période<sup>221</sup>. En effet, avant d'effectuer un véritable devoir de mémoire, l'éclaircissement sur les faits doit être complet et ne plus susciter de controverses. Or vraisemblablement, ce stade n'a pas encore été atteint en Russie.

De la sorte, les diverses tentatives de travail de mémoire ont toujours été plus ou moins manipulées par le pouvoir politique qui s'en servait à ses propres fins. Peut-être que la clé de compréhension de cette difficulté russe à faire face à son histoire est contenue dans le mot russe « **pravda** ». Ce mot signifie à la fois **justice et vérité**. Georges Nivat dans son essai sur la *Pathologie du mensonge* remarque avec intelligence que la recherche de la vérité est **troublée par cette finalité éthique** qui lui est en même temps assignée. L'éthique étant une sorte de code moral, elle varie en fonction des idéologies.

---

<sup>221</sup> Anna Cienciala: "The declassification of Central Committee and Politbiuro documents on foreign policy, as well as NKVD documents and more AVP materials for the years 1939-1945, is necessary to obtain a full picture of Stalin's thinking, and thus of Soviet foreign policy during this period. Let us hope that they will be declassified soon so that historians can stop guessing and proceed to fill a yawning gap in twentieth-century history."

Or la vérité ne doit pas être influencée par l'idéologie car elle est alors manipulée et tournée de telle manière qu'elle en est dénaturée. On perçoit de ce fait la dangerosité de l'amalgame entre éthique et vérité que font les Russes et que reflète le terme « pravda ». Si la vérité ne peut être recherchée que dans l'optique de la justice, alors celle-ci ne sera que partielle et sélective.

#### 4) Poutine et l'insurrection de Varsovie

##### ➤ *Le refus de pardonner*

Le président de la Fédération de Russie a toujours **refusé de demander pardon** officiellement aux Polonais pour les crimes commis par son pays entre 1939 et 1947. Aussi n'y a-t-il jamais eu d'hommage russe du monument de l'insurrection de Varsovie. Le seul signe de réconciliation que Poutine a consenti à donner aux Polonais fut **le dépôt d'un bouquet d'œillets**, en janvier 2002 devant un monument aux morts de la Résistance polonaise.

Lors du soixantième anniversaire de l'Insurrection en août 2004, le président Poutine n'a pas souhaité présenter au président polonais de l'époque, Kwasniewski, ses excuses concernant Varsovie. De même, **aucune personnalité russe** n'était présente pour l'inauguration du musée de l'Insurrection à Varsovie en août 2004 alors que le chancelier Schröder pour l'Allemagne, Colin Powell pour les Etats Unis, John Prescott pour l'Angleterre et de nombreux maires européens s'étaient déplacés.

Lors des cérémonies pour le soixantième anniversaire, Vladimir Poutine s'est prononcé pour « **penser à l'avenir**, plutôt qu'au passé. » Néanmoins, Vladimir Poutine, dans une lettre de 2004 adressée aux insurgés, a reconnu « une **lutte héroïque** (...) devenue une importante contribution à notre victoire commune contre les nazis »<sup>222</sup>. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la bataille de Varsovie aurait pu être encore plus retentissante si elle s'était achevée sur le succès des insurgés aidés par l'Armée rouge.

De plus, comme elle a choisi de retarder l'avancée de l'Armée rouge en s'arrêtant de l'autre côté de la Vistule, l'Union Soviétique a retardé de six mois la jonction de ses troupes avec les Alliés. Le régime nazi s'est maintenu de la sorte six mois de plus.

Qui plus est, l'ambassadeur de Russie en Pologne a, quant à lui, irrité profondément les insurgés de l'A.K. en les mettant **sur le même plan** que les combattants de l'Arma

---

<sup>222</sup> *Varsovie a inauguré son musée de l'insurrection* in *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 01/08/2004

Ludowa. En effet, la propagande soviétique avait toujours essayé de minimiser l'importance de l'A.K. en exagérant l'apport de l'A.L., pro-communiste. De ce fait, les insurgés de l'Armée de l'Intérieur ont vu dans ce discours le prolongement de la propagande soviétique.

D'une façon générale, il semble que le président russe cherche à éviter le sujet de l'insurrection. En effet, comme il a pu l'expliquer à Michnik dans un interview à Gazeta Wyborcza : « Si nous commençons à nous perdre dans de **vieux problèmes** et d'anciennes polémiques, nous allons oublier l'avenir ».

Le président russe ne semble donc pas voir l'intérêt de régler les questions du passé pour pouvoir avancer dans le futur. Cette voie de la réconciliation fut pourtant choisie par les Allemands avec succès.

➤ *L'exemple allemand de réconciliation avec le passé*

En effet, la République Fédérale d'Allemagne a, quant à elle, pleinement assumé sa responsabilité dans l'insurrection ce qui a contribué à tourner la page de la Deuxième Guerre mondiale dans les relations polono allemandes. Le **discours du président Herzog** le 1<sup>er</sup> août 1994 a marqué durablement les Polonais. On y trouvait une réelle volonté de réclamer le pardon et une reconnaissance des sacrifices et des souffrances infligées au peuple polonais lors de la Seconde Guerre mondiale. Roman Herzog lors des cérémonies du 50<sup>ième</sup> anniversaire de l'insurrection a déclaré :

« ... je tiens à **m'incliner** devant les combattants de l'insurrection de Varsovie, tout comme devant toutes les victimes polonaises de la guerre : **je demande pardon** pour tout ce que les Allemands leur ont fait. »

L'Allemagne, représentée par le **chancelier Schröder**, réaffirma sa volonté de pardon lors du soixantième anniversaire en 2004 même si, à l'époque, les revendications des expulsés allemands de Silésie pour la restitution de leurs biens envenimaient les relations entre les deux pays. Cette initiative courageuse, s'inscrivant dans le cadre de l'élargissement de l'Union Européenne a été fort appréciée par les autorités polonaises. Comme le souligne le premier ministre polonais de l'époque, Marek Belka :

« La présence du chancelier fédéral ici témoigne du **long chemin, très positif**, fait depuis 60 ans par nos deux pays. »<sup>223</sup>

---

<sup>223</sup> Schröder rend hommage aux insurgés de Varsovie in *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 2/08/2004

Néanmoins, cet exemple ne semble pas être suivi par la Russie, qui avait pourtant fait un geste concernant le massacre de Katyn.

➤ *Parallèle avec Katyn*

Quant au crime de Katyn, dont les Soviétiques avaient toujours nié la perpétuation, le vendredi de **Pâques 1990**, Moscou choisit de reconnaître officiellement sa responsabilité.

Par la suite, **Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine** confièrent au président polonais de l'époque des documents attestant de l'ordre de Staline d'exécuter 26 000 officiers et résistants polonais. Il est vrai que la contestation des Soviétiques de ce crime n'était guère tenable une fois le régime communiste effondré. Les rapports de la Croix rouge et les quelques témoignages qui ont pu être recueillis ne laissent aucun doute sur la culpabilité soviétique. Les faits étaient admis quasiment de tous et la désinformation qui régnait dans l'après-guerre semblait presque totalement dissipée<sup>224</sup>.

Aussi les Russes ont-ils pris la décision de reconnaître leur culpabilité. Désormais se pose un problème de nature plus juridique, concernant l'indemnisation des victimes. Mais le **verrou de la reconnaissance politique** de la responsabilité ayant sauté, le sujet est beaucoup moins brûlant qu'auparavant.

En conséquence, j'ai pu constater que de nombreux manuels d'histoire français mentionnaient le drame de Katyn. Le déblocage russe acquis, ce massacre longtemps inconnu des Français commence à apparaître dans les livres d'histoire. Par contre, le « crime de Staline à Varsovie » reste peu présent voir non mentionné dans les manuels comme j'ai pu le développer plus haut.

*C/ Conséquence : l'insurrection de Varsovie reste taboue comme le débat sur les crimes commis sous les régimes communistes*

1) Un débat qui en reste aux faits historiques

---

<sup>224</sup> Toutefois, S. Courtois et J.-L. Panné dans un article précité intitulé *L'impensé polonais de la mémoire française* de la revue *Cahiers d'Histoire sociale*, font remarquer que l'ouvrage du Mémorial de Caen dédié à la Seconde Guerre mondiale écrit, p. 30, à propos du massacre de Katyn : « Les auteurs sont **probablement** des agents du NKVD »

En effet, le contentieux russo-polonais concernant l'insurrection reste un **débat sur les faits** : les insurgés ont-ils été incités en partie à se soulever par la propagande soviétique ? L'Armée rouge s'est-elle arrêtée par pure raison politique ou parce qu'elle n'avait pas la capacité militaire de continuer sa progression ? L'A.K. a-t-elle agi sans concertation avec le commandement de l'Armée rouge ou au contraire, celle-ci a-t-elle refusé toute collaboration ? Alexandra Viatteau apporte la preuve d'une réelle volonté polonaise de coopérer avec l'Armée rouge, coopération que celle-ci a rejetée. Cependant, la propagande soviétique, pour se justifier, a toujours présenté l'Insurrection comme étant une décision prise sans concertation avec l'Armée rouge. Cette propagande est toujours présente dans un journal comme *L'Humanité*. En effet, dans un article du 30 juillet 2004 intitulé *Varsovie soulevée et écrasée*, on peut lire :

« Contrairement à ce qui se passa pour la libération de Paris avec l'arrivée de Leclerc, l'Armée rouge, qui se trouve à l'autre bord de la Vistule, n'interviendra pas. Les dirigeants **nationalistes** du soulèvement, de leur côté, **n'ont pas fait appel à elle.** »

Ces questions, auxquelles des auteurs comme Alexandra Viatteau donnent des réponses concrètes dans le sens d'une culpabilité soviétique font encore débat actuellement. **L'intensité de la propagande soviétique** sur la responsabilité du gouvernement de Londres a durablement marqué les esprits occidentaux.

Qui plus est, la propagande soviétique fut d'autant plus acceptée qu'elle fut **favorisée par les circonstances** : les Alliés, embarrassés par la Pologne qui constituait la pierre d'achoppement avec leur puissant partenaire soviétique, trouvaient là un moyen de justifier leur abandon à Téhéran puis à Yalta de cet allié de la première heure.

De la même façon, la propagande soviétique a aussi contribué à **convaincre une grande partie du peuple polonais** lui-même de l'irresponsabilité, de l'erreur des dirigeants de Londres concernant Varsovie. De ce fait, certains auteurs polonais considèrent aujourd'hui que l'insurrection fut **une erreur** dont les membres du gouvernement de Londres sont responsables.

Alexandra Viatteau reproche à ces historiens polonais de ne pas contribuer à la promotion de cet événement à l'étranger par leurs polémiques. De plus, il semble difficile de condamner aujourd'hui cette insurrection qui devait beaucoup dans son déclenchement à tout un contexte : une occupation allemande très douloureuse, une

volonté d'indépendance de la nation polonaise très forte, la tradition polonaise d'insurrection... Les témoins de l'époque, les ouvrages écrits peu après le soulèvement décrivent un climat, une ambiance qui ont poussé la population à prendre les armes avec enthousiasme. Pour beaucoup d'insurgés, ce soulèvement reste un moment **inoublable, crucial** dans leurs vies qu'ils ne regrettent absolument pas<sup>225</sup>. Bien entendu, si l'on considère le nombre de victimes et l'échec de l'insurrection, on peut aujourd'hui penser que c'était peut-être une erreur. Mais il semble que ce jugement ne soit déterminé que par l'issue de la bataille car, si l'insurrection s'était conclue par une victoire polonaise, jamais un tel jugement n'aurait été porté sur la question. A titre d'exemple, en France, personne n'a jamais condamné l'insurrection de Paris, en disant qu'elle avait fait trop de victimes. Et ce, tout simplement parce que l'insurrection de la capitale française s'est terminée par la victoire des insurgés parisiens.

Aussi, le contentieux entourant le crime de Varsovie est-il loin d'être réglé car, tant que les faits historiques ne seront pas acceptés dans leur globalité par les Occidentaux, la pression exercée sur les Russes ne sera pas assez forte pour les contraindre à réexaminer leur point de vue sur l'insurrection de Varsovie.

Cette pression aurait pu être exercée lors des commémorations du soixantième anniversaire de l'insurrection en 2004, mais elle aurait nécessité **une coalition forte des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France**. Or cette dernière n'a pas souhaité être présente de manière officielle lors des célébrations. De plus, les alliés n'ont pas, eux non plus, clairement admis leur responsabilité dans cet abandon de la Pologne aux mains de Staline. Si une telle remise en cause de l'action des Alliés était entreprise, ceux-ci seraient en position de force pour faire pression sur la Russie afin qu'elle reconnaisse sa culpabilité.

Cependant, il subsiste un espoir pour que la remise en cause de l'attitude alliée lors de la Deuxième Guerre mondiale ait lieu dans les débats historiographiques futurs. En effet,

---

<sup>225</sup> Jerzy Stawinski, insurgé qui écrivit la nouvelle dont s'inspirera A. Wajda pour son film *Kanal* dans un témoignage au Monde 2 du 18-19 juillet 2004 p.40 : « Aujourd'hui encore, et en dépit de toute cette horreur, il estime que cette insurrection vouée à l'échec était « indispensable » »

Anna Pawlikowska, insurgée à 17ans en 1944, avoue dans ce même dossier du Monde 2, p. 41 : « Aujourd'hui encore, pour certains d'entre nous, le jour de la victoire, c'est le 1<sup>er</sup> août 1944, et pas le 8 mai 1945 ». Pour elle, le jour du déclenchement de l'insurrection est le jour où « notre rêve s'est réalisé »

lors des commémorations récentes de la libération d'Auschwitz, il a par exemple été question de **l'inaction des Alliés** qui savaient alors, et notamment grâce aux informations transmises par les courriers polonais, ce qui se passait dans les camps en Pologne. De même, certains bombardements alliés très meurtriers comme celui de Dresde ont remis en **cause la légitimité** de certaines interventions alliées. Ainsi, on peut espérer que le traitement de la Pologne par les Alliés à Téhéran et à Yalta sera discuté lui aussi dans un avenir proche.

En attendant, le sujet semble rester tabou en France, comme le thème plus global de la condamnation des crimes du communisme.

## 2) Le rejet d'un débat sur les crimes commis par les régimes communistes : l'exemple de la recommandation 1481 du Conseil de l'Europe

### ➤ *L'initiative du Conseil de l'Europe*

Le 25 janvier 2006, eut lieu au Conseil de l'Europe un débat portant sur le rapport d'un député suédois, Goran Lindblad, du Parti populaire européen, prônant « **l'urgente nécessité d'un débat public sur les crimes du communisme** et leur **condamnation** au niveau international ». Dans ce rapport, il était mentionné le fait qu'aucune enquête internationale ni débat n'avaient été menés après la chute des régimes communistes en Europe centrale contrairement à ce qui avait pu être fait après la chute du nazisme. Le Conseil de l'Europe estimait qu'il était « bien placé pour lancer un tel débat au niveau international » étant donné que de nombreuses atteintes aux droits de l'homme avaient été commises sous les régimes communistes.

Le rapport aboutissait à un projet de résolution et à un projet de recommandation. La résolution se fondait sur une **volonté de réconciliation**, de **reconnaissance des victimes** des crimes commis par les régimes communistes afin de rapprocher la mémoire de l'Europe Occidentale de celle de l'Europe de l'Est. Cette initiative intervenait dans un contexte symbolique favorable : le **15<sup>ème</sup> anniversaire de la chute des régimes communistes** en Europe centrale et **l'élargissement à l'Est** de l'Union Européenne. La résolution condamnait avec vigueur les violations massives commises par les régimes communistes et rendait hommage aux victimes. Les rédacteurs du projet de résolution, bien conscients d'une réaction vive des partis communistes européens,

avaient pris soin de souligner dans le point 4 que « certains partis communistes européens ont contribué à la réalisation de la démocratie ». La résolution recommandait cependant dans son point 13 que :

« tous les partis communistes ou postcommunistes de ses Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à **reconsidérer l'histoire du communisme** et leur propre passé, à prendre **clairement leurs distances par rapport aux crimes commis** par les régimes communistes totalitaires et à les condamner sans ambiguïté. »

Le projet de recommandation allait plus loin en garantissant en quelque sorte la mise en pratique de la résolution. En effet, il décrivait ce que le Conseil des ministres devait entreprendre pour la **mise en place effective d'un débat international** sur les crimes du communisme.<sup>226</sup> Il prônait notamment la **sensibilisation de l'opinion publique** aux crimes communistes passant par la révision des manuels scolaires, « **l'introduction d'un jour commémoratif pour les victimes du communisme** », l'ouverture de musées ou l'encouragement des collectivités locales à **ériger des monuments commémoratifs** en mémoire des crimes des régimes communistes.

Or, si la résolution a finalement été adoptée par 99 voix, le projet de recommandation n'a pas réussi à réunir la majorité des deux tiers requise<sup>227</sup>. Les deux projets ont en effet engendré des **débats houleux** au sein du Conseil de l'Europe et des manifestations importantes organisées par les partis communistes européens à Strasbourg.

➤ *Pourquoi la résolution et la recommandation ont-elles suscité tant de débats ?*

Tout d'abord, il faut relever parmi les motifs de la recommandation, le sujet délicat de la **comparaison** entre la condamnation internationale et unanime du nazisme et l'inexistence d'une telle condamnation pour le communisme.<sup>228</sup> Une tentative d'explication de cette absence de débat sur la question est avancée par les rédacteurs du

---

<sup>226</sup> Point 4.4 du projet de recommandation : « L'Assemblée demande instamment au Comité des Ministres d'organiser une conférence internationale sur les crimes commis par les régimes communistes totalitaires avec la participation de représentants des gouvernements, des parlementaires, des universitaires, des experts et des ONGs »

<sup>227</sup> Projet de Résolution 1481 du Conseil de l'Europe (2006) intitulé : « Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires »

<sup>228</sup> Projet de recommandation : « Alors qu'un autre régime totalitaire du 20<sup>ème</sup> siècle, le nazisme, a fait l'objet d'enquêtes, a été condamné internationalement, que les auteurs des crimes ont été jugés, des crimes similaires commis au nom du communisme n'ont jamais fait l'objet ni d'enquêtes ni d'aucune condamnation internationale »

projet de recommandation : la volonté de **conserver de bonnes relations** avec les pays dans lesquels les gouvernements continuent d'adhérer à ces thèses tels que la Chine. Mais également, la recommandation évoque le fait que certaines personnalités politiques ont pu soutenir les régimes communistes et ne souhaitent pas voir leur **légitimité remise en cause** ou encore le fait que certains éléments de l'idéologie communiste tels que l'égalité ou la justice sociale ne sont pas, en soi, condamnables.

Ainsi, cette recommandation allait droit au cœur de deux questions très délicates : celle de la comparaison entre nazisme et communisme et celle, plus insidieuse, de la **responsabilité des partis communistes** et des sympathisants occidentaux qui ont soutenu la propagande communiste. Mais le projet n'allait pas dans le sens d'une condamnation de l'idéologie communiste comme certains ont pu le croire. On espérait seulement la reconnaissance et la condamnation de ces dérives totalitaires des régimes communistes. Cela n'a cependant pas convaincu les partis communistes qui ont réagi avec violence.

➤ *Les réactions contre les projets de résolution et de recommandation*

Ces questions brûlantes ont engendré un retour en masse des arguments développés par la propagande soviétique de la Guerre Froide tels que l'**antifascisme**, le rôle de l'Union soviétique dans la défaite de l'Allemagne nazie.

Les partis communistes d'Allemagne, de Tchéquie, de Croatie, du Luxembourg, d'Espagne, etc. ont manifesté leur opposition contre la résolution et la recommandation par des manifestations<sup>229</sup> et des pétitions. Ces partis ont vu dans cette résolution une tentative de « **criminaliser** » l'**idéologie communiste** d'où leur opposition.

Des auteurs comme Enzo Traverso qui défendent la thèse de l'unicité de la Shoah se sont également élevés contre la résolution, réaffirmant les profondes différences entre les deux régimes. L'historien ne voit dans ces projets de résolution qu'une tentative de « réduire le communisme à une expérience criminelle fondée sur une idéologie

---

<sup>229</sup> 200 communistes provenant de différents Partis communistes d'Europe ont manifesté devant le Conseil de l'Europe en réaction à cette résolution.

malfaisante »<sup>230</sup> L'auteur souligne qu' « il y a le communisme mouvement et le communisme régime, l'oppression mais aussi l'utopie libératrice »<sup>231</sup>

Quant au compositeur grec Mikis Theodorakis, résistant pendant le second conflit mondial, il a publié une déclaration en réaction avec la résolution du Conseil de l'Europe dans laquelle il dénonce une déformation de l'Histoire par le Conseil de l'Europe, qui « met sur un  **pied d'égalité les victimes et les agresseurs**, les héros et les criminels, les libérateurs et les conquérants, les communistes et les nazis ».

Il faut rappeler que le Parti communiste grec a toujours nié que des crimes aient été commis au nom du communisme rejetant constamment la faute sur l'impérialisme américain accusé de propagande mensongère.

En France, le sénateur Jean-Pierre Masseret a estimé que c'était là une « mauvaise résolution »<sup>232</sup> Parmi les protestataires français, on trouve énormément d'anciens combattants, de résistants<sup>233</sup>. D'ailleurs, les associations d'anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale ont elles aussi protesté contre la résolution et la recommandation. Le collectif militant communiste a réagi avec vigueur dénonçant une «  **offensive maccarthiste en Europe »**<sup>234</sup>, une nouvelle chasse aux sorcières. La révision des manuels scolaires est perçue par le collectif comme une « tentative de vaste  **campagne idéologique anti-communiste »**.

Il est intéressant de voir comment les opposants à ce texte contournent le problème de la condamnation des crimes communistes (commis avant  **et après**  la Seconde Guerre mondiale) en avançant l'héroïsme des résistants communistes pendant le conflit

---

<sup>230</sup> Enzo Traverso cité par Rosa Moussaoui *La droite européenne en croisade anti-communiste* in *L'humanité*, 25/01/2006

<sup>231</sup> Enzo Traverso cité par Rosa Moussaoui *La droite européenne en croisade anti-communiste* in *L'humanité*, 25/01/2006

<sup>232</sup> Rosa Moussaoui *La droite européenne en croisade anti-communiste* in *L'humanité*, 25/01/2006 : J.-P. Masseret : « C'est un mauvais projet. Le rôle du Conseil de l'Europe n'est pas d'écrire l'histoire, mais d'appuyer l'évolution vers des sociétés démocratiques, juge l' élu. Tirer un trait d'égalité entre communisme et nazisme est inadmissible. Dire cela n'absout pas le goulag, les crimes de régimes qui se sont réclamés du communisme et ont dévié vers des systèmes totalitaires. D'ailleurs, je ne parle jamais de modèle communiste, mais de modèle soviétique. Pour moi, le communisme n'a jamais existé comme régime. »

<sup>233</sup> Quelques exemples : Charles Bluwol, FTP MOI, légion d'honneur ; Léon Landini, légion d'honneur, décoré par l'Union Soviétique ; Arsène Tchakarian ; FTP MOI, groupe Manouchian ; Roger Lescure, FTPF, légion d'honneur...

<sup>234</sup> Pétition *Face à l'offensive maccarthyste en Europe, communistes, debout !* Disponible sur : [http://www.communisme-bolchevisme.net/criminalisation\\_du\\_communisme.htm](http://www.communisme-bolchevisme.net/criminalisation_du_communisme.htm), 10/02.2006

mondial. Pourtant, **l'un n'empêche pas l'autre** ! On peut glorifier le courage de ces résistants communistes tout en critiquant l'écrasement de l'insurrection de Budapest en 1956 ou le lâchage de Varsovie en 1944. Doit-on accepter la banalisation des crimes communistes en raison de la victoire soviétique à Stalingrad ? Doit-on systématiquement accepter que les crimes du communisme soient considérés comme moindres vis-à-vis des crimes du nazisme ? Telles furent les questions qui se sont posées lors de la recommandation de 2006 au Conseil de l'Europe.

### 3) Deux vérités, deux mémoires du communisme subsistent en Europe

Dans les anciennes Républiques populaires d'Europe de l'Est, la comparaison entre nazisme et communisme est considérée comme **légitime**. Certains pays, comme la Pologne, ont vécu la « libération » par l'Armée rouge comme une nouvelle occupation comme on a pu le développer plus haut.

Mais ces questions restent en Europe occidentale très controversées. Il semble qu'après la chute du mur de Berlin en 1989, la libre circulation de l'information n'ait malheureusement pas permis de « combler **le fossé d'ignorance** quant à l'histoire des ex-pays de l'Est, en particulier celle de l'après-guerre. »<sup>235</sup> Cette résolution qui visait à **rapprocher** les Européens de l'Ouest avec les Européens de l'Est et contribuer à la formation d'une mémoire collective a donc échoué. Ilios Yannakakis interprète ce rejet de la recommandation du député Lindblad comme le creusement d'un fossé là où il y aurait eu besoin d'un pont entre les deux mémoires :

« **Deux réalités, deux vécus**, s'opposent dans les profondeurs de la mémoire des Européens, celle des Occidentaux et celle des peuple de l'ex Europe de l'Est et de la défunte URSS. »

L'échec de la résolution montre que le tabou d'une condamnation des crimes du communisme reste fort en Europe Occidentale. La Russie n'a rien fait dans ce débat pour briser ce tabou. Au contraire : le **Comité des Vétérans Russes**, le Comité central de la Fédération internationale des officiers soviétiques, **l'Institut de philosophie** relevant de l'Académie des sciences de Russie ont dénoncé l'entreprise du député

---

<sup>235</sup> Ilios Yannakakis *La condamnation du communisme est-elle un sujet tabou ?* in *Histoire et Liberté, les cahiers d'Histoire sociale*, n°27, été/printemps 2006, p.37 à 43

suédois en soulignant le rôle antifasciste des communistes en Europe Occidentale. Selon eux, il est impossible de :

« mettre dans le même sac la société communiste où règnent la démocratie et l'équité sociale authentique et les régimes fascistes totalitaires et inhumains. »<sup>236</sup>

Par conséquent, la Russie participe à ce refus de débattre de la comparaison nazisme communisme, en appuyant les mouvements occidentaux communistes ou sympathisants.

L'insurrection de Varsovie est méconnue en France parce qu'elle fait partie de ce tabou à **double titre**. D'une part, l'insurrection de la capitale polonaise reste un sujet brûlant du fait qu'elle entre dans le cadre des crimes du communisme dont la dénonciation reste très délicate. D'autre part, cette insurrection, en ce qu'elle dévoile une certaine convergence d'intérêts entre les Soviétiques et les Nazis sur le sort de la Pologne, pose de nouveau la question de la comparaison des deux régimes, sujets de violents débats en France.

## Conclusion

Ainsi, face au trou de mémoire français concernant l'insurrection de Varsovie, j'ai tenté de dégager plusieurs explications possibles. Les oppositions entre mémoires juives et communistes, la détérioration progressive des relations franco-polonaises, l'anémie d'une Russie qui ne souhaite pas donner l'impulsion du débat sur les crimes du communisme constituent, selon moi, trois facteurs décisifs.

J'ai choisi de présenter ces diverses pistes d'explication selon leur **ordre d'importance** : l'explication de l'influence communiste en France est à mes yeux la plus probante. En effet, les communistes ou compagnons de route étaient fortement présents dans l'enseignement, la sphère politique ou les médias, et comme acteurs sociaux dans la France de l'après-guerre. La propagande soviétique influençait avec force les différents vecteurs de l'information, bloquant ainsi la diffusion de la mémoire de l'insurrection de la capitale polonaise. La condamnation des crimes du communisme

---

<sup>236</sup> Agence Vietnamienne d'information, *Communisme : le monde condamne une résolution du Conseil de l'Europe*, 26/01/2006, disponible sur <http://www.no2anticommunism.org/fr>

dont fait partie le crime de Staline contre Varsovie, reste un sujet brûlant du fait du **poids de l'héritage de la contre-société communiste** dans les mémoires de nombreux Français.

Cependant, d'autres éléments ont pu contribuer à l'oubli de cet évènement tragique de la Seconde Guerre mondiale. Comme j'ai pu le mentionner plus haut, les Polonais eux-mêmes sont également responsables de cet oubli car la prise en charge de la mémoire de l'insurrection a été assez tardive (le musée de l'insurrection ne fut ouvert qu'en 2004). De plus, les historiens polonais ne sont pas tous d'accord sur l'analyse des faits rapportés à l'insurrection, ce qui nuit à la compréhension de l'évènement par les non-Polonais.

Néanmoins, je récusé fortement l'argument selon lequel cette insurrection serait méconnue du fait qu'elle ne serait qu'un « détail » de l'Histoire. Comme j'ai déjà pu le faire noter dans l'introduction et dans ma première partie, cette thèse n'est pas recevable au regard du nombre de victimes, des conséquences importantes pour l'avenir de l'Europe qu'elle a pu engendrer et de la prise en considération du **poids de la Pologne au sein des Alliés**. Lors de la Bataille d'Angleterre, les aviateurs polonais fournirent une aide déterminante aux Anglais. Les Polonais s'honorent être du nombre de ceux qui réussirent à déchiffrer la fameuse machine ENIGMA. Ils contribuèrent, par l'intermédiaire de courriers circulant régulièrement entre la Grande-Bretagne et la Pologne, à informer les Alliés sur l'occupation nazie et notamment sur la tragédie des camps de concentration et d'extermination. Les Polonais fournirent également un apport décisif lors de la bataille victorieuse de Monte Cassino sur le front italien. Ils firent partie de diverses armées alliées qui libérèrent la France en 1944, dont la première division blindée polonaise du général Maczek, rattachée à l'armée canadienne, qui subit de lourdes pertes, en particulier dans la bataille de Falaise.<sup>237</sup> Malgré tout, l'allié polonais que l'on qualifiait de « premier allié » fut abandonné à Téhéran puis à Yalta aux mains de Staline et lâchement délaissé lors de l'insurrection de Varsovie. Puis, cet évènement tragique tomba dans l'oubli en Occident.

---

<sup>237</sup> Voir sur ce point l'ouvrage d'Edmond Gogolewski *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale*, Paris : Presses universitaires du Septentrion, 1996

Par conséquent, si la mémoire est réellement une « **conquête** » comme l'affirme Jacques Le Goff dans la préface de *A l'Est, la mémoire retrouvée* que j'ai cité en introduction, il semble que la conquête de la mémoire de l'insurrection de Varsovie de l'été 44 ne soit pas achevée. Comme l'écrivait amèrement Elisabeth Sledziewski dans Le Monde le 7 août 1999 :

« Dans le flot de mémoire qui, tel un bain de boue salubre, a recouvert depuis un quart de siècle la mauvaise conscience des années noires, l'insurrection patriotique de Varsovie n'a pas trouvé la place qui lui revient. On ne s'est pas donné la peine odieuse de la ravalier, elle, à un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale. **On l'a oubliée, tout simplement.** »

Cependant, la France a les moyens et la capacité de combler cette lacune. Il suffit seulement d'un peu de courage et de bonne volonté. Grâce à l'action d'acteurs dynamiques et convaincus tels qu'Elisabeth Sledziewski, Alexandra Viatteau ou Georges Mond mais aussi sous l'impulsion espérée du Conseil de l'Europe, l'Insurrection de Varsovie pourra peut-être un jour figurer dans nos manuels d'histoire. Je souhaite, par ce modeste travail, je pourrai moi aussi, dans une moindre mesure, contribuer à la reconnaissance en France de ce fait historique majeur de l'histoire polonaise.



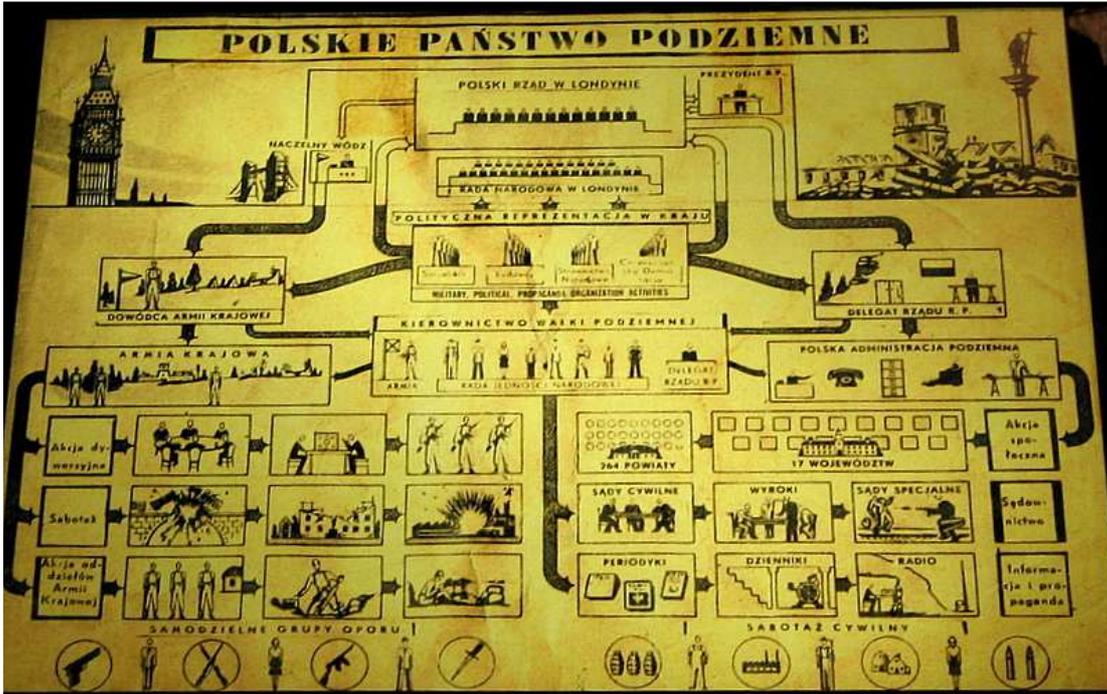
Crédits : Quinon Cécile

## *Annexes*

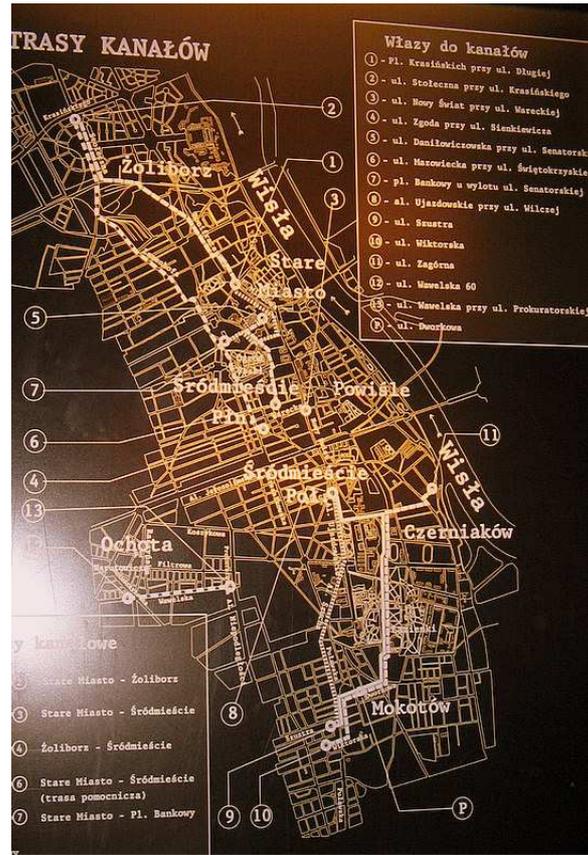


Crédits : QUINON Cécile,  
cliché pris au musée de l'insurrection de Varsovie





Organigramme du gouvernement polonais, document du musée de l'insurrection de Varsovie



Plan des égouts de Varsovie et photo d'insurgé sortant des égouts. (Crédits : QUINON Cécile)



[Signalement bibliographique rajouté par : URS – SICD]

**Les civils sur le front des incendies (Photo)**

LOJARSKI, Eugeniusz

**Photo visible au Musée de l'Insurrection de Varsovie**

La publication présentée ici dans le mémoire est soumise à des droits détenus par un éditeur commercial.

Il est également possible de consulter le mémoire sous forme papier à la Bibliothèque de l'IEP : [caroline.saur@urs.u-strasbg.fr](mailto:caroline.saur@urs.u-strasbg.fr)

[Signalement bibliographique rajouté par : URS – SICD]

**Popote insurrectionnelle (Photo)**

LOJARSKI, Eugeniusz

**Photo visible au Musée de l'Insurrection de Varsovie**

La publication présentée ici dans le mémoire est soumise à des droits détenus par un éditeur commercial.

Il est également possible de consulter le mémoire sous forme papier à la Bibliothèque de l'IEP : [caroline.saur@urs.u-strasbg.fr](mailto:caroline.saur@urs.u-strasbg.fr)

[Signalement bibliographique rajouté par : URS – SICD]

**Les soldats de l'AK dans les ruines de l'Eglise de la Sainte-Croix**

BRAUN, Sylwester « Kris »

**Photo reproduite dans Powstanie Warszawskie, 2004 , pages 52**

La publication présentée ici dans le mémoire est soumise à des droits détenus par un éditeur commercial.

Il est également possible de consulter le mémoire sous forme papier à la Bibliothèque de l'IEP : [caroline.saur@urs.u-strasbg.fr](mailto:caroline.saur@urs.u-strasbg.fr)

[Signalement bibliographique rajouté par : URS – SICD]

**Tombe d'un jeune scout : Zbigniewa Banasia (Photo)**

BUKOWSKI, Tadeusz

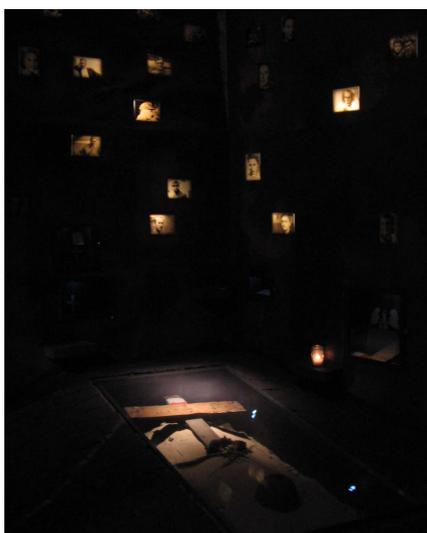
**Photo reproduite dans Wladyslaw Jewsiewicki Powstanie warszawskie 1944 okiem polskiej kamery Warszawa, 1989, pages 200**

La publication présentée ici dans le mémoire est soumise à des droits détenus par un éditeur commercial.

Il est également possible de consulter le mémoire sous forme papier à la Bibliothèque de l'IEP : [caroline.saur@urs.u-strasbg.fr](mailto:caroline.saur@urs.u-strasbg.fr)



Ruines du quartier de la Vieille Ville. Une illustration de l'amas de ruines qu'était Varsovie en octobre 1944. (cliché Archives d'Etat de la Ville de Varsovie)



Musée de l'insurrection de Varsovie, partie de l'exposition consacrée aux tombes des insurgés morts lors de la bataille.



Monument commémoratif de l'insurrection de Varsovie, en mémoire du groupe Ruczaj de l'AK.

crédits : QUINON Cécile



De nombreuses plaques commémoratives ornent les rues de Varsovie. Voici l'une d'entre elles, à la mémoire du groupe de l'AK « Bicz », groupe dont fit partie le père d'Elisabeth Sledziewski.

Crédits : QUINON Cécile

Monument officiel de l'insurrection de Varsovie.

Crédits :  
QUINON  
Cécile



## Lettre ouverte

à Jacques Maritain et François Mauriac

J'ai eu le bonheur de vous connaître dans mes années d'apprentis-sage à Paris.

J'admirais votre intégrité de penseur, d'écrivain, votre courage.

Pour moi, étranger, vous n'étiez pas seulement Maritain ou Mauriac, vous étiez la France, une tradition d'intégrité intellectuelle, une atmosphère qu'on ressentait chez les écrivains et les penseurs français, depuis les conservateurs jusqu'aux révolutionnaires (avec des exceptions, bien entendu).

[...]

Nous pouvions être « pour » ou « contre » vos affirmations ou vos principes, mais vous étiez pour nous un exemple de non-conformisme.

Il est difficile de parler de Varsovie, parce que ce qui se passe là-bas dépasse les bornes de notre imagination. Une ville ayant plus d'habitants que Rome d'avant-guerre, plus grande que Los Angeles et deux fois plus grande que Lyon, est rasée au sol, l'armée souterraine, toute la population se battant sans vivres, sans armes, ne se soumettant pas, quoique depuis des semaines Varsovie n'ait plus d'eau, ravagée de fièvre typhoïde et de scarlatine, défendant sauvagement chaque maison, et affirmant devant le monde sa volonté d'indépendance.

Nos Eglises, nos bibliothèques, l'Université de Varsovie, nos palais historiques et des milliers de maisons où s'abritaient plus d'un million et demi d'hommes, sont détruits.

Le nombre des morts et des blessés est évalué à deux-cent-mille.

Par le camp de transit de Pruszkow ont passé jusqu'au 27 septembre 243 mille civils [...].

Ces malheureux, c'étaient les mères, les femmes, les enfants des soldats polonais qui combattaient à Varsovie et combattent sur tous les fronts.

Ils valent quelque chose ces soldats, si les chefs des armées alliées leur font l'honneur de leur confier les tâches les plus ardues et responsables; ces soldats, qui ont conquis Monte Cassino et Ancône, ont pris part aux plus

durs combats de Falaise et d'Arnhem; et toujours avec cette foi irraisonnée qu'il y a une justice au monde et que le sang versé n'est jamais du sang versé inutilement.

[...]

Je vois déjà des hommes « modernes » et sceptiques sourire avec une bienveillante supériorité: « Quel peuple romantique, quels rêves surannés de liberté des Nations, de justice ». Mais je sais qu'aucun de vous, Maritain, Mauriac, ne se permettra de sourire.

[...]

Parallèlement à la lutte menée à Varsovie, s'organisait dans le monde entier une activité fiévreuse et bien dirigée, ayant pour but de calomnier les hommes de la résistance polonaise. Après une campagne acharnée contre le chef de notre armée, le général Sosnkowski, qui dans un ordre du jour constatait ouvertement l'insuffisance de l'aide des alliés, il y a maintenant une campagne contre le général Bór-Komorowski, chef de la défense de Varsovie, et aujourd'hui chef de toutes nos forces armées.

Les télégrammes de Moscou qualifient de « criminels » les chefs responsables pour l'insurrection qu'ils ont eux-mêmes encouragée de toutes leurs forces, exigée.

[...]

Une Nation de trente millions est vouée à une définitive destruction biologique par deux Etats totalitaires de quatre-vingts et de cent quatre-vingts millions. Ce pays, qui le premier a dit « non » à Hitler, avec une capitale réduite en cendres, ne peut même pas se faire entendre, sa bouche sanglante doit être encore bâillonnée, et on dit que c'est nécessaire au nom de la cause commune. Mais quelle est cette cause commune? Après qu'on a enterré la Carte Atlantique et qu'on veut faire cadeau à la Russie de la moitié du territoire polonais, en nous donnant des promesses de récompenses du côté de l'ouest, comme si la Patrie était une armoire qu'on transporte de place en place.

Nous nous souviendrons toujours, avec une reconnaissance émue, qu'il y a eu des aviateurs britanniques, sud-africains, australiens, américains, qui ont péri en tentant de porter secours à la capitale de la Pologne.

Nous apprenons aujourd'hui que Churchill a rendu un hommage solennel aux défenseurs de Varsovie à la Chambre des Communes.

Nous sommes reconnaissants pour ces belles paroles répétées par la presse mondiale, que « Varsovie a subi des souffrances et des privations que rien ne surpasse, même parmi tous les malheurs de cette guerre ».

Mais elles ne sauveront plus Varsovie. Il y a un dicton polonais qui dit: « Utile comme de l'encens pour les morts ».

Et puis ces paroles émouvantes à la Chambre des Communes n'étaient accompagnées d'aucune preuve de compréhension pour le sens, le but de ces combats: la liberté et l'intégrité de la République.

Nous comprenons bien que les hommes politiques ont leurs grandes et leurs petites combinaisons, et que la tactique brouille souvent les écrivains, dont le rôle a toujours été de dire la vérité; c'est eux qui disaient: « J'accuse », qui « Ne pouvaient se taire », qui étaient « Au dessus de la mêlée ». Je sais bien où ils se trouvent ceux qui sont restés en Allemagne, en Russie, en Pologne, s'il en existe encore qui n'ont pas été égorgés. Ils sont tous voués au silence, torturés dans les camps, depuis la Hollande jusqu'au Pacifique. Mais à sont les grands écrivains anglais, américains? Pourquoi se taisent-ils? J'admets qu'il y a peu de matière dans le drame polonais pour un brillant paradoxe de Bernard Shaw, mais où est le subtil Aldous Huxley, Sinclair Lewis, Dreiser?

Silence complet des grands écrivains. Sont-ils aussi réduits au silence par la censure? Je comprends qu'il est incommode de parler aujourd'hui de la Pologne, qu'il est infiniment plus facile de se taire ou de répéter des clichés simplistes et faux sur la Pologne, pays des « landlords » et des réactionnaires. Ces clichés si commodes, acceptés aujourd'hui par une partie de la presse mondiale dite avancée, seraient une malhonnêteté sous la plume d'un écrivain digne de ce nom.

Peut-être jamais la carence de la France, ce trou qu'a formé sa défaite en 1940, ne nous apparaît plus évident et plus tragique.

Mais c'est à vous, écrivains et penseurs français, qui rentrez aujourd'hui dans votre patrie blessée, éprouvée mais libérée, dans votre Paris presque intact, c'est à vous que s'adressent notre espoir et notre confiance, notre espoir que vous allez refaire la conscience mondiale, continuer une tradition qui est la vôtre. Vous ne réussirez à recréer l'autorité de la France si vous ne luttez également pour les Nations qui défendent et incarnent les mêmes principes de civilisation.

La cause de la Pologne et de tous les peuples de l'Europe asservis comme elle, après cinq ans de guerre mondiale, est une cause de la morale et de la conscience du monde.

Si par un jeu de soi-disant exigences politiques, la France, comme d'autres, se désintéressera de leur sort, vous cesserez d'être aux yeux du monde ce que vous étiez – les porteurs d'un patrimoine commun, les défenseurs des idées universelles. Vous participeriez par votre silence à la destruction, pour toujours peut-être, du prestige, si cher à nous tous, du prestige intellectuel et moral de la France dans le monde.

*Capitaine Joseph Czapski,*

*Lettre ouverte à Jacques Maritain et François Mauriac,*

*[Rome], 5 octobre 1944.*

## LE FIGARO

### *Varsovie : l'ombre du 17 janvier 1945*

Elisabeth Sledziewski\*



Crédits : QUINON Cécile

Il est des commémorations impossibles. Ainsi celle de l'entrée de l'Armée rouge à Varsovie il y a soixante ans, le 17 janvier 1945. Il est aussi des mots impossibles. Ici, celui de libération. Le régime communiste s'obstina à l'employer, quarante années durant, pour fêter cette date. Elle ne fut jamais une fête. Ni par la suite, ni ce lugubre mercredi où presque sans tirer une rafale de *pepesza*, les soldats de Joukov et de Berling (l'Armée Populaire Polonaise sous commandement soviétique) investirent la ville enneigée dont les nazis venaient de fuir. Un océan de ruines et, comme l'écrit l'historien Andrzej Kunert, personne, ennemi ou ami, pour les accueillir, personne, en Pologne ou dans le monde, pour croire qu'ils arrivaient en libérateurs. "Varsovie prise —Varsovie est aux mains des Russes", titra en France *Libération*, le 18, à l'heure où le nouveau pouvoir s'installait dans les décombres. Non, ce n'était pas "Varsovie libérée". Mais "l'ordre règne à Varsovie", une fois de plus.

Et surtout le néant. Seize mois après l'écrasement des héroïques insurgés du ghetto en mai 43, l'insurrection générale de la capitale contre les Allemands, déclenchée le 1<sup>er</sup> août 44 par l'Armée de l'Intérieur (AK), a capitulé au bout de sept semaines, faute du soutien promis par Staline : l'Armée rouge est restée l'arme au pied sur la rive droite de la Vistule, fermant même ses aérodromes aux Alliés occidentaux. Le carnage a fait près de 250 000 morts, les combattants survivants ont été emmenés en captivité dans le Reich, les civils chassés, parqués, déportés. La ville est détruite à 87 %. Les nazis se sont acharnés sur elle après la bataille, arrachant jusqu'aux rails de tramway et aux canalisations. Dans la cité fantôme, où il faut circuler à la boussole entre des montagnes de gravats, seuls errent des Robinsons faméliques : insurgés ou civils troglodytes, dont quelques juifs réchappés de l'enfer du ghetto, tel le pianiste Wladyslaw Szpilman. Sous le linceul de neige et de cendre, des milliers de tombes, des dizaines de milliers de corps.

Les Polonais exècrent cet anniversaire. S'il marque la fin du martyre infligé pendant cinq ans à Varsovie par l'occupant hitlérien, il leur rappelle aussi le début de l'autre occupation : en fait, le retour de l'envahisseur du 17 septembre 1939 qui, dans la partie orientale du pays, avait massacré quelque 25 000 officiers et officiels, déporté en Sibérie plus d'un million et demi d'habitants, dont il périt le quart. Cet envahisseur communiste étant lui-même l'héritier de l'envahisseur tsariste si longuement combattu. L'été dernier, dans la capitale pavoisée aux couleurs de l'insurrection d'août-octobre dont elle célébrait avec ferveur les soixante ans, un seul, parmi les innombrables lieux de mémoire qui jalonnent les rues, n'était pas fleuri : la stèle

aux libérateurs du 17 janvier 1945. Ni bouquet blanc-rouge, ni bougie pieuse, une tige noircie dans un vase renversé, comme en écho au "ni fleurs ni couronnes" rageusement lancé par le poète Kazimierz Wierzyński à l'annonce, le surlendemain de l'entrée des Soviétiques, de la dissolution de l'AK et de ses prestigieuses unités. Juste retour des choses de l'Histoire... et peut-être même injuste, eu égard aux soldats du général Berling tombés aux côtés des insurgés lors d'une percée sur la rive gauche, à la mi-septembre 44. Mais la pire injustice a bien été le crime de Staline, arrêtant l'élan de ses troupes au moment où éclatait l'insurrection. Puis, quelques semaines plus tard, cette farce dans le style grinçant des dramaturges polonais : la reprise en 45 du duo de 1939 réunissant les deux larrons totalitaires, cette fois condamnés à se succéder et non plus à œuvrer de concert.

Priorité fut donnée à l'élimination de l'Armée de l'Intérieur. Les nazis s'étaient certes chargés de l'essentiel, mais sans réussir à tuer ou à capturer tout le monde. Les Russes, bien placés pour savoir qu'une armée de partisans, par nature, a des partisans dans le peuple tout entier, devaient à la fois ratisser large et viser au cœur. Commença donc la traque de l'AK. Avec le même zèle qu'avaient mis les hitlériens à anéantir Varsovie après leur victoire, le NKVD s'employa à liquider la Résistance nationale : ses survivants, ses réseaux, ses sympathisants, mais aussi son immense crédit spirituel que les vainqueurs de la Grande Guerre Patriotique russe, quoique matérialistes, ne pouvaient sous-estimer. Dès les premières heures du déploiement soviétique, tracts, panneaux et haut-parleurs annoncèrent la couleur : l'Armée de l'Intérieur était en réalité une bande fantôme à la solde du fascisme et avec pour seul but, malgré les apparences, de défendre Hitler ! Pour protéger ses hommes, le général Okulicki, chef de l'AK depuis la capitulation, lança le 19 janvier un ordre de dissolution pathétique, leur enjoignant de demeurer "des guides pour la nation". Arrêté deux mois plus tard, emprisonné à Moscou et condamné à dix ans de goulag, il fut assassiné dans son cachot à la Noël 1946.

Ce 17 janvier n'est pas seulement le dernier mauvais souvenir de la catastrophe historique, du Déluge, comme disent les Polonais des invasions du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, que fut la guerre de 1939-1945. Articulant, par la logique des ruines, les quarante ans du Déluge communiste aux cinq ans du Déluge nazi, cette date porte la marque d'un destin qui s'acharne, d'un calvaire interminable, d'une défaite du sens : elle ressemble au grand Christ de l'église Sainte-Croix, que les nouveaux maîtres des lieux découvrirent gisant dans la neige, comme entraîné par le poids de son fardeau, le bras droit tendu vers un Ciel absent. Ce moment de l'ombre la plus longue résume tout ce que la nation polonaise a eu dès lors à cœur de dépasser.

La page est en train d'être tournée. Il y a trois ans, le 17 janvier 2002, le président Aleksander Kwasniewski accueillait Vladimir Poutine à Varsovie pour sa première visite d'Etat. La Pologne ne reçut pas les excuses qu'elle attendait, et d'ailleurs attend toujours. Mais ce jour-là, le président russe déposa une gerbe au monument de l'AK : fleurs et couronnes, juste retour...

\* Enseignante à l'Université Robert-Schuman de Strasbourg (Institut d'Etudes Politiques), auteur de *Varsovie 44, récit d'insurrection* (Autrement, 2004).

CONSEIL DE L'EUROPE  
**Assemblée Parlementaire**

*Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires*

**PROJET RESOLUTION 1481 (2006)**

**Rapport**

Commission des questions politiques

Rapporteur : M. Göran Lindblad, Groupe du Parti populaire européen

**I. Projet de résolution**

1. L'Assemblée parlementaire renvoie à sa [Résolution 1096](#) (1996) sur les mesures de démantèlement de l'héritage des anciens régimes totalitaires communistes.
2. Les régimes communistes totalitaires qui étaient en place en Europe centrale et orientale au siècle dernier, et qui existent toujours dans plusieurs pays du monde, ont été marqués sans exception par des violations massives des droits de l'homme. Ces violations, qui variaient selon la culture, le pays et la période historique, incluaient les assassinats et les exécutions, qu'ils soient individuels ou collectifs, les décès dans des camps de concentration, la mort par la faim, les déportations, la torture, le travail forcé et d'autres formes de terreur physique collective.
3. Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat. L'interprétation de ces deux principes rendait légitime « l'élimination » des catégories de personnes considérées comme nuisibles à la construction d'une société nouvelle et, par conséquent, comme ennemies des régimes communistes totalitaires. Dans chaque pays, les victimes étaient en grande partie des nationaux. C'était le cas notamment des populations de l'ex-URSS qui en furent en nombre beaucoup plus victimes que d'autres nationalités.
4. L'Assemblée reconnaît que malgré les crimes des régimes communistes totalitaires, certains partis communistes européens ont travaillé à la réalisation de la démocratie.
5. La chute des régimes communistes totalitaires d'Europe centrale et orientale n'a été suivie ni d'une enquête internationale exhaustive et approfondie, ni d'un débat sur les crimes commis par ces régimes. En outre, les crimes en question n'ont pas été condamnés par la communauté internationale, comme cela a été le cas pour les horribles crimes commis au nom du Socialisme National (nazisme).
6. En conséquence, le grand public est très peu conscient des crimes commis par les régimes communistes totalitaires. Les partis communistes sont légaux et encore actifs dans certains pays, alors qu'ils n'ont parfois même pas pris leurs distances par rapport aux crimes commis dans le passé par des régimes communistes totalitaires.
7. L'Assemblée est convaincue que la prise de conscience de l'histoire est une des conditions à remplir pour éviter que des crimes similaires ne se reproduisent à l'avenir. En outre, le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation donnée aux jeunes générations. Une position

claire de la communauté internationale sur ce passé pourrait leur servir de référence pour leur action future.

8. De plus, l'Assemblée est d'avis que les victimes de crimes commis par des régimes communistes totalitaires encore en vie ou leurs familles, appellent à la compassion, la compréhension et la reconnaissance de leurs souffrances.

9. Il reste des régimes communistes totalitaires dans certains pays du monde et des crimes continuent d'y être commis. Les prétendus intérêts nationaux ne doivent pas empêcher les pays de critiquer les régimes communistes totalitaires actuels lorsque ceux-ci méritent de l'être. L'Assemblée condamne vivement toutes ces violations des droits de l'homme.

10. Les débats et condamnations qui ont eu lieu jusqu'à présent au niveau national dans certains Etats membres du Conseil de l'Europe ne sauraient dispenser la communauté internationale de prendre clairement position sur les crimes commis par les régimes communistes totalitaires. Elle a l'obligation morale de le faire sans plus attendre.

11. Le Conseil de l'Europe est bien placé pour lancer un tel débat au niveau international. Tous les anciens pays communistes d'Europe, à l'exception du Bélarus, en sont aujourd'hui membres et la protection des droits de l'homme et l'Etat de droit sont les valeurs fondamentales qu'il défend.

12. En conséquence, l'Assemblée parlementaire condamne avec vigueur les violations massives des droits de l'homme commises par les régimes communistes totalitaires et rend hommage aux victimes de ces crimes.

13. En outre, elle invite tous les partis communistes ou post-communistes de ses Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à réexaminer l'histoire du communisme et leur propre passé, à prendre clairement des distances par rapport aux crimes commis par les régimes communistes totalitaires et à les condamner sans ambiguïté.

14. L'Assemblée estime que la clarté de cette position adoptée par la communauté internationale favorisera la poursuite de la réconciliation. En outre, il faut espérer qu'elle encouragera les historiens du monde entier à continuer leurs recherches visant à établir et à vérifier objectivement le déroulement des faits.

## **II. Projet de recommandation**

1. L'Assemblée parlementaire renvoie à sa [Résolution 1096](#) (1996) sur les mesures de démantèlement de l'héritage des anciens régimes totalitaires communistes et à sa Résolution ... (2006) sur la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires

2. L'Assemblée est d'avis qu'il est urgent d'organiser un débat international approfondi et exhaustif sur les crimes commis par les régimes communistes totalitaires en vue de susciter de la compassion, de la compréhension et de la reconnaissance pour tous ceux qui ont été touchés par ces crimes.

3. Elle est convaincue que le Conseil de l'Europe, organisation qui incarne l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme, devrait prendre clairement position sur les crimes commis par les régimes communistes totalitaires.

4. En conséquence, l'Assemblée demande instamment au Comité des Ministres :

4.1. de mettre en place un comité composé d'experts indépendants chargé de recueillir et d'analyser des informations et la législation relatives aux violations des droits de l'homme commises sous différents régimes communistes totalitaires ;

- 4.2. d'adopter une déclaration officielle en faveur de la condamnation internationale des crimes commis par les régimes communistes totalitaires et d'exprimer compassion, compréhension et reconnaissance aux victimes, quelle que soit leur nationalité ;
- 4.3. de lancer une campagne publique de sensibilisation aux crimes commis par les régimes communistes totalitaires au niveau européen ;
- 4.4. d'organiser une conférence internationale sur les crimes commis par les régimes communistes totalitaires avec la participation de représentants des gouvernements, des parlementaires, des universitaires, des experts et des ONGs ;
- 4.5. d'exhorter les Etats membres du Conseil de l'Europe ayant été gouvernés par des régimes communistes totalitaires à :
- 4.5.1. mettre en place des comités composés d'experts indépendants chargés de recueillir et d'analyser des informations sur les violations des droits de l'homme commises sous le régime communiste totalitaire au niveau national en vue de collaborer étroitement avec un comité d'experts du Conseil de l'Europe ;
  - 4.5.2. réviser la législation nationale afin de la rendre pleinement conforme à la Recommandation Rec(2000)13 du Comité des Ministres sur une politique européenne de communication des archives ;
  - 4.5.3. lancer une campagne nationale de sensibilisation aux crimes commis au nom de l'idéologie communiste, incluant la révision des manuels scolaires et l'introduction d'un jour commémoratif pour les victimes du communisme et l'ouverture de musées ;
  - 4.5.4. encourager les collectivités locales à ériger des monuments commémoratifs rendant hommage aux victimes des régimes communistes totalitaires.

Disponible sur le site du Conseil de l'Europe :

<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta06/Fres1481.htm>

[site consulté en mai 2007 ]

## **Déclaration du compositeur grec, Mikis Theodorakis, à propos du mémorandum anticommuniste**

*Au Projet de Calendrier de la première partie de la Session ordinaire de 2006 (23-27 janvier 2006) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, figure le point suivant: Mercredi, le 25 janvier 2006: Nécessité de condamner les crimes du communisme au niveau international (Doc.). Rapporteur de la commission des questions politiques: M. Göran Lindblad (Suède, PPE/DC)*

*A cela, Mikis Theodorakis a réagi en publiant une déclaration:*

Le Conseil de l'Europe a décidé de changer l'Histoire. Pour la déformer, il met sur un pied d'égalité les victimes et les agresseurs, les héros et les criminels, les libérateurs et les conquérants, les communistes et les nazis.

Il considère que les plus grands ennemis du nazisme, c.-à-d. les communistes, sont des criminels et, de fait, les égaux des nazis, et tandis que les hitlériens ont été condamnés par la communauté internationale; rien de tel n'est encore arrivé aux communistes. C'est pourquoi il propose que cette condamnation ait lieu maintenant au cours de la session plénière de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 24 au 27 janvier prochain.

En attendant, il s'inquiète, parce que „la conscience publique envers les crimes commis par des régimes communistes totalitaires est très mince“, et également, parce que „les partis communistes sont toujours légaux et actifs dans quelques pays, même que, dans certains cas, ils ne se sont pas distanciés de ces crimes“.

En d'autres termes, le Conseil de l'Europe annonce d'avance la persécution future des communistes européens qui n'ont pas encore fait de déclaration de repentance comme celle exigée dans le passé par les bourreaux de la Gestapo et les tortionnaires du camp de Macronissos (1).

Peut-être que demain ils vont décider de mettre hors la loi les partis communistes, entrouvrant de cette façon la porte aux fantômes de Hitler et Himmler, qui, on le sait, ont commencé leur carrière, en interdisant les partis communistes et en emprisonnant les communistes dans des camps de la mort.

Cependant, à la fin, ils ont été noyés dans le sang même de leurs victimes: des 20 millions de morts de l'Union Soviétique communiste et des centaines de milliers de communistes qui ont donné leur vie, en prenant la tête des mouvements de la résistance nationale, en Grèce comme à travers toute l'Europe.

Pourtant, ces messieurs du Conseil de l'Europe, dans leur désir de restaurer des méthodes condamnées par la conscience de l'histoire et des peuples, n'arrivent qu'en second lieu, puisqu'ils ont déjà été dépassés par leur Grand Frère, – les Etats-Unis –, qui massacre des peuples entiers avec des méthodes à la Hitler, comme dans le cas de l'Irak qu'il a réduit à une ruine jonchée de prisons américaines, où des milliers de victimes innocentes sont torturées tous les jours de manière abominable et indéniable.

Face à ce grand crime contre l'humanité, comme face au camp contemporain de torture hitlérien de Guantánamo, le Conseil de l'Europe n'a rien à dire.

Comment donc quiconque pourrait-il croire que, honnêtement, ces messieurs soient concernés par les droits de l'homme, alors que chez eux, en Europe, ils ont autorisé des avions de la CIA à transporter des personnes spoliées de tous leurs droits, afin de les

torturer dans des prisons spéciales?

Des telles gens ne peuvent pas être des accusateurs. Devant la Cour de l'Histoire, qui un jour se prononcera sur les crimes innombrables commis par leur Grand Frère, du Viêt-nam au Chili et de l'Amérique du Sud à l'Irak, ils seront jugés pour avoir toléré ou s'être rendus complices de ces crimes.

Malheureusement, aujourd'hui je suis obligé de parler davantage au nom des morts qu'au nom des vivants. Au nom donc de mes camarades communistes morts, de ceux qui sont passés par la Gestapo, les camps de la mort et les lieux d'exécution pour que soit abattu le nazisme et pour que soit célébrée la liberté, je n'ai qu'un mot à adresser à ces „gentlemen“: HONTE!

Athènes, 22.12.2005

Mikis Theodorakis

Traduction française: Guy Wagner

(1) Ile grecque, en face du Cap Sounion, où ont été déportés et torturés les communistes et résistants grecs et où, en 1949, en plein délire anticommuniste, les tortionnaires ont déboîté la jambe droite à Theodorakis et l'ont enterré deux fois vivant.

Disponible sur le lien : <http://fr.mikis-theodorakis.net/index.php/article/articleview/460/1/93/>

## **FACE A L'OFFENSIVE MACCARTHYSTE EN EUROPE, COMMUNISTES, DEBOUT !**

**SOYONS FIERS DE NOTRE IDENTITE ET DEFENDONS LA AVEC  
HONNEUR !**

**ACCUSONS LES CRIMES INCALCULABLES DU COLONIALISME ET DE  
L'IMPERIALISME CAPITALISTE !**

Le 25 janvier 2006, sur proposition de la commission des questions politiques de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe dont le rapporteur était le démocrate chrétien (PPE/DC) suédois Göran Lindblad, un projet de résolution intitulé : **Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires** a été adopté par la dite assemblée par 99 voix pour, 42 voix contre et 12 abstentions.

Cette résolution, marque une relance et une aggravation de la campagne de criminalisation du communisme entreprise par les forces politiques les plus réactionnaires représentant les intérêts du capital monopoliste qui domine les pays d'Europe. Et bien que le projet de recommandation qui accompagnait la résolution ait été rejeté faute d'avoir recueilli la majorité des deux tiers, ce vote de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe constitue un pas significatif de la volonté des milieux réactionnaires de diaboliser le communisme afin de l'isoler pour pouvoir organiser la chasse aux sorcières, frapper les militants communistes, et à travers cette répression affaiblir le mouvement ouvrier révolutionnaire dans son ensemble. C'est pourquoi les communistes, les militants ouvriers, les démocrates et les progressistes doivent prendre la mesure de cet évènement grave et préparer une riposte à la hauteur de l'attaque.

**La résolution 1481 du 25 janvier constitue une condamnation générale des régimes communistes dans leur essence même.**

Depuis les premiers jours de la Révolution bolchévique d'Octobre 1917, la propagande bourgeoise a colporté toutes sortes de récits sur les « crimes abominables du communisme ». Contre cette propagande, dans les démocraties bourgeoises, les communistes et les témoins honnêtes de la réalité soviétique (parmi lesquels d'éminents intellectuels du monde entier) ont pu répondre aux mensonges et aux calomnies et remettre leurs auteurs à leur place. De la même façon les attaques idéologiques contre le marxisme-léninisme n'ont jamais cessé, et les communistes leur ont répondu en propageant dans les masses travailleuses la nécessité de leur doctrine et en la mettant en application. Certes, la bourgeoisie ne leur a jamais facilité la tâche et a toujours multiplié les obstacles. Mais seuls les régimes fascistes ou fascisants ont interdit ou limité le droit des communistes à défendre l'URSS et le camp socialiste, à affirmer et propager leurs convictions idéologiques et à développer leur pratique militante révolutionnaire.

Certes, diront certains aveugles, on n'en est pas encore là.

Pas encore certes. Mais...

La résolution votée par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe marque un pas décisif dans une direction anti-démocratique réactionnaire, ouvrant la voie à la fascisation.

C'est en effet la première fois que, dans le cadre de l'institution européenne, les prétendus « crimes » des pays communistes et la théorie marxiste léniniste sont associés dans une même condamnation politique globale présentée ouvertement comme une arme à utiliser contre les partis communistes qui ne s'y soumettraient pas. Qu'on en juge :

*Article 2 : Les régimes communistes totalitaires (...) ont été marqués **sans exception** par des violations massives des droits de l'homme. Ces violations (...) incluaient les assassinats et les exécutions (...), les décès dans les camps de concentration, la mort par la fin, les déportations, la torture, le travail forcé et d'autres formes de terreur physique collective.*

*Article 3 : Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat.*

La traduction logique de ces deux extraits est évidente : La théorie de la lutte des classes et le principe de la dictature du prolétariat conduit nécessairement (« **sans exception** ») les « régimes communistes totalitaires » à « légitimer l'élimination des catégories de personnes considérées comme nuisibles à la construction d'une société nouvelle... ».

La condamnation est donc claire : marxisme-léninisme = crimes, communistes marxistes-léninistes = criminels en puissance.

### **La résolution 1481 est un appel ouvert à interdire les partis marxistes léninistes.**

La seule concession de la résolution envers le « communisme » concerne uniquement les renégats du communisme, les partis révisionnistes euro-« communistes » qui ont abandonné depuis longtemps le marxisme-léninisme. Ceux-là ont droit à un satisfecit :

*Article 4 : « L'Assemblée reconnaît que malgré les crimes des régimes communistes totalitaires, certains partis communistes européens ont travaillé à la réalisation de la démocratie ».*

En revanche, concernant les partis communistes qui fondent leur politique sur le marxisme-léninisme, la menace est directe :

*Article 6 : « Les partis communistes **sont légaux et encore actifs** dans certains pays alors qu'ils n'ont parfois **même pas** pris leurs distances par rapport aux crimes commis dans le passé par les régimes communistes totalitaires ».*

Peut-on être plus clair pour appeler à interdire l'activité légale de ces partis ?

Dans certains pays, la droite fascisante s'engouffre dans la brèche ouverte à Strasbourg. Ainsi, en Albanie, le chef de la délégation albanaise auprès du Conseil Européen, Aleksandër Biberaj, s'est empressé de proposer au bureau du parlement albanais un débat pour approuver la résolution européenne, comme prélude au lancement d'une campagne contre le mouvement communiste albanais (PTA et PCA en voie d'unification) dans le but de les interdire et de les réduire à la clandestinité. Et on peut s'attendre à d'autres attaques de ce type dans les ex pays socialistes où le peuple subit les conséquences désastreuses du rétablissement du capitalisme et de la dictature maffieuse des nouvelles bourgeoisies, et où les partis communistes ont résisté et

gagnent jour après jour la confiance des masses. Et dans d'autres pays où la bourgeoisie a peur d'un développement du mouvement révolutionnaire des masses conduit par les communistes.

### **Une résolution dictée par la peur.**

Le monde actuel soumis à l'exploitation et à l'oppression impérialiste est gros d'une guerre qui va opposer le camp impérialiste aux pays qu'il veut asservir pour en piller les richesses, où les rivalités des blocs impérialistes existants ou en voie de constitution vont s'exacerber et éclater, où les peuples des pays dominés et ceux des métropoles impérialistes vont être directement confrontés à leurs ennemis de classe et où, à mesure que les luttes vont se développer, les conditions objectives de la révolution vont mûrir.

Les bourgeoisies le savent. Comme elles savent que les partis communistes marxistes-léninistes vont s'opposer à ces guerres et à leurs conséquences, qu'ils vont renforcer leurs liens avec les masses et être toujours plus capables de les faire aller vers la révolution.

C'est la raison pour laquelle elles veulent prendre des mesures préventives en criminalisant les communistes dans l'espoir de les couper des travailleurs et du peuple, avant de les mettre hors-la-loi quand cela deviendra nécessaire.

Significative a été la volonté exprimée dans le projet de recommandation (non adopté, il est vrai, faute d'une majorité des  $\frac{2}{3}$ ) de développer dans chaque pays d'Europe une vaste campagne idéologique anti-communiste comprenant la révision des manuels scolaires, l'organisation d'une journée commémorative annuelle pour les victimes des régimes communistes, l'érection de monuments, etc...

Une telle volonté ne s'explique que par la peur que les bourgeoisies ont devant leur avenir qui est sombre, et qu'elles tentent de conjurer en s'efforçant de formater les nouvelles générations dans l'anti-communisme viscéral. Cet objectif est ouvertement affirmé dans l'article 7 de la résolution : « *Le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation donnée aux jeunes générations. Une position claire de la communauté internationale sur ce passé pourrait leur servir de référence pour leur action future.* »

De même, la conclusion de l'intervention du député français Jacques Legendre, lors du débat, est particulièrement éloquente :

« *...Prenons garde. La crise sociale actuelle risque de provoquer ici et là des nostalgies, en particulier chez les jeunes, qui ignorent ce qui s'est passé avant. C'est simplement se protéger contre le recours à ces nostalgies que de dire haut et fort que le communisme du XX<sup>ème</sup> siècle, les régimes communistes tyranniques, ont commis des crimes et que de tout cela, nous ne voulons plus* ».

On ne peut parler plus clairement. « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme », disait K. Marx au 19<sup>ème</sup> siècle. Deux siècles et demi plus tard, ce spectre fait toujours trembler les bourgeois !

### **Ne reculons pas face aux attaques anti-communistes !**

Les communistes marxistes-léninistes doivent s'attendre dans chaque pays à subir des pressions de toute nature afin qu'ils renoncent à leur doctrine, à leurs objectifs révolutionnaires, à leur histoire, et fassent acte de repentir.

Connaissant les raisons, la nature et les objectifs de la nouvelle campagne de criminalisation du communisme engagée avec la résolution 1481, les communistes doivent donc construire une riposte appropriée.

D'abord, sur le plan idéologique et politique, nous devons défendre et maintenir avec fermeté les principes théoriques qui fondent notre stratégie et notre tactique. Pour les résumer : développement de la lutte des classes jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie, destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, installation du pouvoir populaire fondé sur la dictature du prolétariat dont le but est de construire la nouvelle société socialiste. Dans notre propagande, sans nier que les Etats socialistes aient réprimé ceux qui se sont opposés à la société socialiste par des moyens illégaux ( tout Etat est la dictature d'une classe sur une autre), et sans nier non plus que dans certaines circonstances (indépendantes de la volonté des communistes) des fautes aient été commises dans l'exercice de cette répression, nous avons tous les arguments pour montrer que la dictature du prolétariat est une dictature sur une petite minorité d'anciens exploités et leurs agents politiques, et une démocratie réelle pour l'immense majorité, celle du peuple travailleur.

De même, nous disposons d'une multitude d'arguments pour démontrer que l'Etat bourgeois, même sous la forme d'une république « démocratique », n'est en réalité qu'une dictature camouflée d'une minorité d'exploiteurs sur l'immense majorité que sont les masses populaires.

Enfin, l'Histoire fournit quantité d'exemples pour montrer que ceux qui nous accusent de « crimes » sont ceux-là mêmes qui ont recouru, recourent et recourront encore à la violence contre la volonté démocratique des peuples, et n'ont jamais hésité, quand leurs intérêts financiers sont en cause, d'écraser massivement sous leurs bombes des populations civiles.

**Notre réponse à l'offensive idéologique et politique visant à criminaliser le communisme, c'est la contre-attaque.**

Pour se construire et se développer, dès ses débuts jusqu'à son stade ultime, l'impérialisme, le capitalisme a fait couler et continue à faire couler des fleuves de sang humain sur l'ensemble de la planète.

Les massacres ont commencé avec la conquête de l'Amérique à partir du 16<sup>ème</sup> siècle et n'ont pas cessé depuis, en passant par le génocide des Indiens d'Amérique du Nord sur lequel s'est construite la belle démocratie yankee, la traite et l'esclavage des noirs d'Afrique, les tueries barbares qui ont accompagné les conquêtes coloniales de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie qui ont permis aux puissances capitalistes européennes de développer leur industrie et leurs marchés en opprimant et en exploitant un immense empire, les boucheries des guerres mondiales inter-impérialistes au XX<sup>ème</sup> siècle, l'intervention contre la Révolution russe d'Octobre, l'agression fasciste hitlérienne contre l'URSS avec la bénédiction des « démocraties » occidentales, Hiroshima et Nagasaki, les guerres faites aux nations et aux peuples qui ont réclamé leur indépendance nationale en Afrique et en Asie, les coups d'Etat et les assassinats de masse de communistes et de progressistes comme en Indonésie et au Chili, les agressions militaires et les occupations de l'Afghanistan, de l'Irak, les centaines de milliers de victimes de l'embargo contre l'Irak, le génocide des Tutsis au Rwanda...

Il est impossible de clore la liste des crimes perpétrés par les régimes capitalistes sous des gouvernements fascistes, ou républicains de droite, du centre ou de gauche.

Et c'est par centaines de millions qu'il faut compter les victimes de ce système.

Alors, camarades communistes, il nous faut répondre à ces politiciens de la droite européenne qui prétendent condamner sans procès le communisme, et les inviter à comparaître devant un tribunal des peuples pour qu'ils viennent rendre des comptes sur les crimes incalculables commis par les régimes capitalistes assassins dont ils sont les avocats.

L'histoire témoigne contre eux. Nous devons les dénoncer devant nos peuples et devant l'opinion internationale. En même temps, la réalité actuelle témoigne des résultats catastrophiques provoqués, dans les anciens pays socialistes, par le retour au capitalisme et des reculs sociaux imposés par la mondialisation impérialiste aux travailleurs et aux peuples des pays capitalistes.

Face à la calomnie et aux pressions de la bourgeoisie, défendons les réalisations du socialisme et ACCUSONS LE CAPITALISME !

En 2007, nous commémorerons le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la grande Révolution d'Octobre. Faisons de cette grande date l'occasion d'une grande manifestation internationale de défense du socialisme et du marxisme-léninisme et pourquoi pas d'un grand tribunal populaire international contre les crimes du capitalisme !

L'idée est lancée !

En France, dans les années 1930, les jeunes communistes chantaient dans les manifestations ces paroles :

*Pour nous, il faut faire disparaître  
Tous les bandits et assassins.  
Le peuple doit régner en maître  
En détruisant tous leurs desseins.  
C'est toi peuple, toi qui travaille,  
Qui produit tout et qui n'a rien.  
Au chant de l'INTERNATIONALE,  
Nous confisquerons tous leurs biens !*

*Marche donc, communiste,  
Marche donc en avant,  
Contre les fascistes  
Le drapeau rouge au vent !*

Disponible sur le lien :

[http://www.communisme-bolchevisme.net/criminalisation\\_du\\_communisme.html](http://www.communisme-bolchevisme.net/criminalisation_du_communisme.html)

[Signalement bibliographique rajouté par : URS – SICD]

**Ni banalisation, ni sacralisation : du bon et du mauvais usage de la mémoire**

TODOROV, Tzvetan

**Le Monde Diplomatique, avril 2007, pages 10-11**

La publication présentée ici dans le mémoire est soumise à des droits détenus par un éditeur commercial.

Pour les utilisateurs URS, il est possible de consulter cette publication sur le site de l'éditeur :

<http://www.blackwell-synergy.com/doi/full/10.1111/j.1538-7836.2005.01654.x>

Il est également possible de consulter le mémoire sous forme papier à la Bibliothèque de l'IEP : [caroline.saur@urs.u-strasbg.fr](mailto:caroline.saur@urs.u-strasbg.fr)

## **Remerciements**

**Elisabeth Sledziewski** pour ses conseils, son aide documentaire et son soutien.

**Alexandra Viatteau** pour l'aide documentaire qu'elle m'a procurée et l'entretien qu'elle m'a accordée.

**Jean-Louis Clément** pour ses conseils méthodologiques.

**Paulina Konieczna**, étudiante Erasmus polonaise qui m'a fourni des documents très intéressants pour ce travail.

**L'Institut Polonais de Paris** pour les documents sur les expositions traitant de l'insurrection en France.

**La bibliothèque polonaise de Paris** et son personnel très coopérant.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES CONSULTÉS

Jean AMADOU, *Heureux les convaincus*, Paris : Robert Laffont, 1986, 292p.

Raymond ARON, *L'opium des intellectuels*, Paris : éditions Calmann-lévy, collection Liberté de l'esprit, 1955, 339p.

Yves BEAUVOIS *Les relations franco-polonaises pendant la « Drôle de Guerre »*, Paris : L'Harmattan, 1989, 173p.

Yolande BERNARD *L'enfance fusillée*, Brepols 1997, 153p.

Serge BERSTEIN, Pierre MILZA *Histoire de l'Europe contemporaine. De l'héritage du XIXe siècle à l'Europe d'aujourd'hui*. Paris : Hatier, 2002, 447p.

Alain BESANCON *Le malheur du siècle, sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*, Paris : Fayard, 1998, 163p.

Vladimir BOUKOVSKI *Cette lancinante douleur de la liberté : lettres d'un résistant russe aux occidentaux* Paris : Robert Laffont, 1981, 244p.

Margarete BUBER NEUMANN *Déportée en Sibérie* Paris : édition du Seuil, collection des Cahiers du Rhône, 1949, 256p.

James F. BYRNES *Cartes sur table*. Paris : Morgan, 1947, 619p.

Jean CATHALA *Sans fleurs ni fusils*, Paris : Albin Michel, 1981, 403p.

Jean-Michel CHAUMONT *Concurrence des victimes* Paris : La découverte, 2002, 380p.

Vitali CHENTALINSKI *La parole ressuscitée. Dans les archives littéraires du KGB*, Paris : Robert Laffont 1993, 462p.

Sophie COEURE *La grande lueur à l'Est, les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris : Seuil, 1999, 358p.

Eric CONAN, Henry ROUSSO *Vichy, un passé qui ne passe pas* Paris : Gallimard, 1996, 513p.

Norman DAVIES *Rising '44 The Battle of Warsaw*, United States: Viking Penguin, 2004, 752p.

Norman DAVIES, Denise MEUNIER *Histoire de la Pologne*, Paris : Fayard 1986, 542p.

Jean-Baptiste DUROSELLE, André KASPI *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2004, 703p.

Marek EDELMAN, Hanna KRALL *Mémoires du ghetto de Varsovie, Un dirigeant de l'insurrection raconte*, Paris : Editions du Scribes, 1983, 159p.

François FURET *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXe siècle*  
Paris : Robert Laffont, 1995, 580p.

Edmond GOGOLEWSKI *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale* Paris : Presses Universitaires du Septentrion, 1996, 265p.

Witold GOMBROWICZ *Testament. Entretiens avec Dominique de Roux*, Folio, 1996, 250p.

Vassili GROSSMAN *Vie et destin*, Lausanne : Age d'homme, 1995, 818p.

Jean-Claude GUILLEBAUD *La force de la conviction* Paris : Editions du Seuil, 2005, 403p.

Youri LEVADA *Entre le passé et l'avenir : l'homme soviétique ordinaire, enquête*.  
Paris : presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993, 356p.

Edward HOBSBAWM *Franc-tireur. Autobiographie* Paris : Ramsay, 2005, 521p.

Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR *Conflits brûlants de la guerre froide : Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954* Panazol (87000) : Charles Lavauzelle, 2005, 384p.

Wladyslaw JEWSIEWICKI *Powstanie warszawskie 1944 okiem polskiej kamery*,  
Warszawa : Wydawnictwo Interpress, 1989, 331p.

Elzbieta KAMINSKA et Marek KAMINSKI *Powstanie Warszawskie w fotografii Sylwestra „Kris” Brauna*, Marki (Pologne): Parma press, 2004, 95p.

Alain KRIVINE, *Ca te passera avec l'âge*, Paris : Flammarion, 2006, 400p.

Pierre LE GOYET, *France - Pologne 1919-1939 : de l'amitié romantique à la méfiance réciproque*, Paris : éditions France - Empire, 1991, 396p

François Pierre LEVEQUE *Les relations franco-soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale*, thèse de doctorat d'histoire à l'Université Paris I, 1993

Stanislas LIKIERNIK *Une jeunesse polonaise : 1923-1946. Damnée chance ou doigt de Dieu ?* Paris : éditions l'Harmattan, 1996, 255p.

Frédérique MATONTI *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique (1967-1980)* Paris : La Découverte, collection « L'espace de l'histoire », 2005, 413p.

Arno MAYER *La « Solution finale » dans l'histoire*, Paris : la Découverte, 1990, 680p.

Henri MICHEL *Et Varsovie fut détruite* Paris : Albin Michel, 1984, 455p.

Andrzej NIEUWAZNY et Christophe LAFOREST *De tout temps amis*, Paris : éditions Nouveau Monde, 2004, 443p.

Léon NOEL, *Une ambassade à Varsovie, 1935-1939. L'agression allemande contre la Pologne*, Paris : Flammarion, 509p.

Anna POLITKOVSKAIA, *La Russie selon Poutine*, Paris : Buchet /Chastel, 2004, 271p.

Levi PRIMO *J'étais un homme* Paris : Buchet Chastel, 1961, 187p.

Jean-Paul SARTRE, *Les mains sales*, Paris : Gallimard, 1959, 261p.

Elisabeth SLEDZIEWSKI *Varsovie 44, récit d'insurrection*, éditions Autrement, 2004, 207p.

Jean-François STEINER *Varsovie 44 : l'insurrection*, Paris : Flammarion, 276p.

Max TACEL *La France et le monde au XXe siècle*, Paris : Masson, 1989, 279p.

Tzvetan TODOROV, *Les Abus de la mémoire*, Paris : Arléa, 1998, 60p.

Enzo TRAVERSO, *La violence nazie, une généalogie européenne* Paris : La Fabrique , 2002, 190p.

Charles URJEWICZ *Les Russes à la recherche d'une identité nationale*, Paris : La Documentation française, 1993, 58p.

Alexandra VIATTEAU *Staline assassine la Pologne*, Paris : éditions du Seuil, 1999, 342p.

Alexandra VIATTEAU *Varsovie insurgée* Bruxelles : Editions Complexe, 1984, 215p.

Alexandra VIATTEAU *Katyn, l'armée polonaise assassinée : 1940-1943*, Bruxelles : éditions Complexe, 1982, 175p.

Pierre VIDAL NAQUET *Les assassins de la mémoire*, Paris : éd. la Découverte, collection *Cahiers libres*, 1987, 231p.

Maria WINOWSKA *La Pologne a résisté... Hommage aux jeunes*. Paris : FAC 1994, collection Mémoire, 154p.

Thierry WOLTON, *Rouge-Brun. Le mal du siècle*. Paris : J.-C. Lattès, 1999, 406 p.

Thierry WOLTON *La France sous influence, Paris-Moscou, 30 ans de relations secrètes*. Paris : B. Grasset, 1997, 506p.

Teresa WYSOKINSKA et Alain VAN CRUGTEN *La Pologne au XXIème siècle*  
Bruxelles : éditions Complexe, 2001, 167p.

### CONTRIBUTION A DES OUVRAGES COLLECTIFS

Sabine BREUILLARD *Entre histoire et mémoire, le mouvement mémorial*, in Jacqueline de PROYART et Nicolas ZAVIALOFF *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective* Paris : l'Harmattan, 1996, 317p.

Stéphane COURTOIS, *Les crimes du communisme* in *Le livre noir du communisme*, Paris : Robert Laffont, 1997, 1105p

Myriam DESERT *Passé, mémoire et repentir*, in Jacqueline de PROYART et Nicolas ZAVIALOFF *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective*. Paris : l'Harmattan, 1996, 317p.

Maria FERRETTI *La mémoire refoulée. La Russie devant son passé stalinien*. in Marc FERRO *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle* Paris : Hachette, 1999, p. 250 à 270

Bronislaw GEREMEK, Marcin FRYBES *Kaléidoscope Franco-polonais*, Paris : Editions Noir sur Blanc, 288p.

Georges NIVAT *Pathologie du mensonge* in Jacqueline de PROYART et Nicolas ZAVIALOFF *Mémoire de la Russie. Identité nationale et mémoire collective* Paris : l'Harmattan, 1996, 317p.

Pierre NORA, *L'ère de la commémoration* in *Les Lieux de mémoire*, tome III *De l'archive à l'emblème* Paris : Gallimard, 1034p

Andrzej PACZKOWSKI *Nazisme et communisme dans l'expérience et la mémoire polonaise* in Henri ROUSSO *Stalinisme et nazisme, histoire et mémoire comparées*, Bruxelles : éditions Complexe 1999, 387p.

Denis PAILLARD *Figures de la mémoire : Mémorial et Pamiat* in Alain Brossat, *A l'Est, la mémoire retrouvée*. Paris : éditions La Découverte, 1990, 569p.

René REMOND *L'accueil de la vérité*, in Alexandra VIATTEAU *L'insurrection de Varsovie, la bataille de l'été 1944*, Paris : Presse de l'Université Paris Sorbonne 2003, Paris, 124p.

Alexandra VIATTEAU *Pilsudski et Sikorski dans le contexte franco-polonais et européen avant et pendant la Seconde Guerre mondiale* in Isabelle DAVION, Jerzy KLOCZOWSKI, Georges-Henri SOUTOU *La Pologne et l'Europe, du partage à l'élargissement (XVIIIe – XXIe siècles)* Paris : PUPS, 2007, 290p.

## MANUELS D'HISTOIRE CONSULTES

Sous la direction de Marie-Hélène BAYLAC *Histoire 1<sup>ère</sup> S*, Paris : Bordas, 2003, 359p.

Sous la direction de Guillaume BOUREL, Marielle CHEVALLIER *Histoire 1<sup>ère</sup> L, ES* Paris : Hatier, 2003, 352p.

Sous la direction de Laurent BOURQUIN *Histoire 1<sup>ère</sup> L et ES*, Paris : Belin, 2003, 351p.

Sous la direction de Jean-Michel GAILLARD, *Histoire 1<sup>ère</sup> L et ES*, Rosny-sous-Bois : Bréal, 2003, 360p.

Sous la direction de Jean-Michel LAMBIN *Histoire 1<sup>ère</sup> S*, Paris : Hachette Education, 2003, 367p.

Sous la direction de Jean-Michel LAMBIN, *Histoire Terminales*, Paris : Hachette Education, 1998, 340p.

Sous la direction de Jacqueline Le PELLEC *Histoire 1<sup>ère</sup> ES, L, S* Paris : Bertrand Lacoste, 2003, 255p.

Sous la direction de Guillaume Le QUINTREC, *Histoire Terminale S*, Paris : Nathan, 2004, 335p.

## PERIODIQUES

*Actualité de l'Histoire*, n°87, novembre 2006, dossier «Hitler / Staline : 25 millions de morts » p. 17 à 49

*Catholica* : n°85, automne 2004 : Entretien d'Alexandra VIATTEAU de Bernard DUMONT *Varsovie 44, Une insurrection exemplaire, soixante ans après*. p. 101 à 108

*Communisme* n°88/89, 2006-2007, Sarolta KLENJANSZKY *L'impact de la révolution hongroise de 1956 sur le mouvement communiste en France*, p. 185 à 204

*Dernières Nouvelles d'Alsace*, n°182 du 6/08/1994 : Elisabeth SLEDZIEWSKI, *Varsovie 1944 : la passion patriotique des Polonais*

*Documents d'Actualité Internationale* 1994 p. 463 : 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'insurrection de Varsovie : allocation du président allemand Roman Herzog à l'occasion de la Commémoration de l'insurrection (Varsovie, 1<sup>er</sup> août 1994)

*Esprit*, décembre 1956, p.785 : Pierre EMMANUEL *Les oreilles du roi Midas*

*Genèses* n°52, « *Les archives de l'est* », 2003.

*Histoire et Liberté, les cahiers d'Histoire sociale* :

- n°24, automne-hiver 2004, Stéphane COURTOIS, Jean-Louis PANNE  
*L'« impensé polonais » de la mémoire française*, p. 177 à 183
- n°27, été/printemps 2006 : Ilios YANNAKAKIS *La condamnation du communisme est-elle un sujet tabou ?* p. 37 à 43
- n°28, Automne 2006 : - Florence GRANDSENNE *Les intellectuels français et l'insurrection hongroise de 1956* p. 7 à 31  
- Entretien du 19 septembre 2006 avec Arthur KRIEGEL  
*Budapest : le point d'orgue*. p. 37 à 43

*Histoire moderne et contemporaine* n°53-4 bis, 2006, Frédérique MATONTI *Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques*, p. 84 à 87

*Le débat*, n°89, mars 1996 : Ian KERSHAW *Nazisme et stalinisme, limite d'une comparaison*

*Le Figaro* : ➤ *Le Figaro* du 6/08/1994

➤ Ayadat RYM, *Gerhard Schröder rend hommage aux insurgés* in *Le Figaro*

2/08/2004

*Figaro*

➤ Elisabeth SLEDZIEWSKI, *Varsovie : l'ombre du 17 janvier 1945*, *Le*

17/01/2005

*Le Monde* : ➤ *Le Monde* du 2/01/1944

➤ *Le Monde* du 4 janvier 1945

➤ *Le Monde* du 19 janvier 1945

➤ *Le Monde* du 29 avril 1992

➤ Elisabeth SLEDZIEWSKI *Varsovie, mémoire brouillée ?* in *Le Monde* du 7 août 1999.

➤ *La Pologne célèbre le 60<sup>ième</sup> anniversaire de l'insurrection de Varsovie*, Christophe CHATELOT in *Le Monde*, 31/07/2004

*Le Monde* 2, 18-19 Juillet 2004 : *L'insurrection oubliée*, dossier sur l'insurrection de Varsovie accompagné de témoignages

*Le Monde Diplomatique*, avril 2001 : Tzvedan TODOROV, *Ni banalisation, ni sacralisation : Du bon et du mauvais usage de la mémoire*

*Les Cahiers du Monde russe* « Archives et nouvelles sources de l'histoire soviétique, une réévaluation » n°40: 1-2 : Anna M. CIENCIELA *Detective work : researching soviet World War II policy on Poland in Russian archives (Moscow 1994)*

*Les lettres françaises* du 12/03/1953 : Louis ARAGON *Portrait de Staline*

*L'Histoire* :

➤ Alexandra VIATTEAU, *Varsovie, 1944: Staline sacrifie la Pologne*, n°181, oct. 1994, p. 86-8

➤ Numéro spécial de *L'Histoire* sur « Les crimes du communisme », n°247 d'octobre 2000 :

- Charlotte CACHIN-LIEBERT *Les leçons du procès Kravchenko*, p. 60 à 61
- Denise DESANTI *Pourquoi j'ai été stalinienne*, interview de Héloïse Kolebka
- Pierre HASSNER *Le communisme a été aussi meurtrier que le nazisme* p. 70 à 73
- Michel WINOCK, *Le grand aveuglement*

➤ Françoise CHANDERNAGOR, n°306 février 2006, p. 85

*L'Humanité* : ➤ 8/12/ 1948 Paul ELUARD *Joseph Staline*

➤ 25/01/2006 Rosa MOUSSAOUI *La droite européenne en croisade anti-Communiste*

➤ 30/07/2004 *Il y a soixante ans, Varsovie tentait de se libérer, Varsovie, soulevée et écrasée*

*Libération* du 22/06/1953 : Jean-Paul SARTRE *Les animaux malades de la rage*

*Matériaux pour l'histoire de notre temps* : ➤ n° 61-62, 2001 : Stefan MELLER *La Pologne et la France : l'importance accrue de relations bilatérales traditionnellement privilégiées*  
Jerzy POMIANOWSKI  
*Les relations de la Pologne avec la Russie et des Polonais avec les Russes*

*Ouest France* ➤ 3/08/2004 rubrique : Rectificatifs

➤ 08/08/2004 : François Régis HUTIN *Une bonne occasion perdue*

*Preuves* de juillet 1956 : Jacques CARAT *Nous le savions*

*Regards sur l'actualité*, n°325, nov. 2006 : ➤ Nicolas WERTH, *La complexe gestion du passé soviétique dans la Russie de Poutine* p. 61 à 63

➤ Jean-Pierre RIOUX, *Perte de mémoire et déni du temps*

*Revue d'Etudes comparatives Est - Ouest*, vol. 37, sept.2006 : Françoise DAUCE, *Les usages militants de la mémoire dissidente en Russie post-soviétique* p. 50 à 65

*Revue d'Etudes Slaves* Paris LXXV/22004, p.307-320 : ➤ Mariam APFELBAUM *Les non-dits et les silences sur les deux insurrections de Varsovie*  
➤ Intervention de Stanislas LIKIERNIK au débat qui suivit l'exposé de M. Apfelbaum  
➤ Intervention d'Alexandra VIATTEAU au débat

*Revue historique de l'Armée*, n°3, 1987, p. 87-95

*Revue Monde nouveau* n°106, décembre 1956 : *Sartre a parlé* p.335 à 340

*Sciences Humaines* hors série n°36, mars – avril -mai 2002 : Enzo TRAVERSO  
*Auschwitz : une mémoire singulière ?*

*Témoignage chrétien* du 16 septembre 1994 : Elisabeth SLEDZIEWSKI, *Les Polonais se souviennent*

#### **ARTICLES TROUVES SUR INTERNET, SITES INTERNET CONSULTES**

Site <http://www.diploweb.com> :

➤ Alexandra VIATTEAU *Histoire de la Pologne, révision ou réduction de l'histoire* disponible sur <http://www.diploweb.com/forum/pologne.htm> publié le 10/02/2004 [consulté en décembre 2007]

➤ Alexandra VIATTEAU *L'insurrection de Varsovie : la bataille de 1944*, publié en mai 2004, disponible sur <http://www.diploweb.com/peco/varsovie.htm> [consulté en janvier 2007]

➤ Radu PORTUCALA *Le nécessaire procès du communisme : lettre ouverte à Monsieur Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée Nationale*, publiée 22 juillet 2002, Paris, disponible sur <http://www.diploweb.com/p5portocala.htm> [consulté en mai 2007]

➤ Colonel Jean-Sébastien TAVERNIER *La Pologne, un singulier pays membre*, entretien avec Pierre Verluise réalisé le 24 octobre 2006 à Paris, disponible sur le [Consulté en mars 2007] site : <http://www.diploweb.com/forum/pologne07031.htm>

Alexis BERELOVITCH *Russie : un travail interrompu*, 1999 in *Courier de L'UNESCO*, disponible sur [http://www.unesco.org/courier/1999\\_12/fr/dossier/txt06.htm](http://www.unesco.org/courier/1999_12/fr/dossier/txt06.htm) [Consulté janvier 2007]

Zbigniew BOKIEWICZ, *Le Service Postal des Scouts pendant l'Insurrection de Varsovie en 1944* publié le 20/09/2003, accessible sur : <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2007]

Ewa BUKOWSKA, *L'enseignement clandestin en Pologne dans les années 1939–1945*, publié le 13/02/2005, accessible sur le site : <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2007]

Oleg HLEVNJUK, *L'historien et le document. Réflexions sur l'utilisation des archives*. in *Les cahiers du Monde russe*, numéro portant sur « Archives et nouvelles sources de l'histoire soviétique, une réévaluation » Disponible sur : <http://monderusse.revues.org/document5.html> publié en 1999 [consulté en avril 2007]

Dr Grzegorz OSTASZ *Délégation du Gouvernement pour l'Intérieur [Délégation du Gouvernement Polonais en Exil pour le Pays sous l'Occupation]* publié le 15/04/2005, accessible sur le site <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2007]

Agence Vietnamienne d'information, *Communisme : le monde condamne une résolution du Conseil de l'Europe*, 26/01/2006, disponible sur <http://www.no2anticommunism.org/fr> [consulté en décembre 2006]

Pétition *Face à l'offensive maccarthyiste en Europe, communistes, debout !* 10/02/2006, disponible sur : [http://www.communistebolchevisme.net/criminalisation\\_du\\_communisme.htm](http://www.communistebolchevisme.net/criminalisation_du_communisme.htm) [consulté en décembre 2006]

Site de l'Ambassade de France en Pologne, accessible sur : <http://www.bnf.fr/> [consulté en mai 2007]

Site de l'Armée de l'Intérieur (A.K.) : <http://www.muzeum-ak.krakow.pl/index.php> [consulté en mai 2007]

Site de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de l'Enseignement Public, accessible sur <http://www.aphg.asso.fr/accueil.htm> [consulté en janvier 2007]

Site de la Bibliothèque Nationale de France accessible sur : <http://www.bnf.fr/> [consulté en janvier 2007]

Site de la Bibliothèque de Sciences-Po Paris accessible sur : <http://www.sciences-po.fr/docum/> [consulté en novembre 2007]

Site de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe accessible sur : <http://assembly.coe.int/>

Site CRDP de Champagne Ardenne et son thème « Enseigner la mémoire ? » rédigé par Jean-Pierre HUSSON : <http://crdp.ac-reims.fr/memoire/enseigner/default.htm> [consulté en mars 2007]

Site de la Culture polonaise, accessible sur : <http://www.culture.pl/fr/culture/> [consulté le 1<sup>er</sup> mai 2007]

Site de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, accessible sur : <http://www.ihtp.cnrs.fr/> [consulté en décembre 2006]

Site de l'Institut Pierre Renouvin, centre de recherches en histoire des relations internationales et des mondes étrangers de l'[Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne](#). Accessible sur : <http://ipr.univ-paris1.fr/> [consulté en février 2007]

Site de l'Institut Polonais accessible sur : [http://www.institut.pologne.net/institut\\_polonais.html](http://www.institut.pologne.net/institut_polonais.html) [consulté le 1er janvier 2007]

Site de l'insurrection de Varsovie en anglais (l'un d'entre eux), accessible sur : [http://www.wv2.pl/insurrection\\_de\\_Varsovie\\_145.html](http://www.wv2.pl/insurrection_de_Varsovie_145.html)

Site du mouvement Mémorial accessible sur : <http://www.memo.ru/eng/index.htm> [consulté en décembre 2006]

Site du Musée de l'Insurrection de Varsovie : <http://www.1944.pl/> [consulté en décembre 2006]

Site Nova Polska disponible sur <http://www.nova-polska.pl/fr>, rubrique « Le programme » [Consulté en avril 2007]

Site Polska- Francja 2004/ Pologne- France 2004 accessible sur : <http://www.rzeczpospolita.pl/tematy/pl-fr-2004/index-fr.html> [consulté le 2 mai 2007]

Site de Radio France du 5/07/2004, dossier : « Libération de Paris », disponible sur : <http://www.radiofrance.fr/rf/evenements/liberationparis> [consulté en février 2007]

Revue online *Regards sur l'Est*, accessible sur : <http://www.regard-est.com/home/> [consulté en janvier 2007]

Site de la Résistance polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, disponible sur : <http://www.polishresistance-ak.org/Essais.htm> [consulté en mai 2004]

## **EMMISSIONS TELEVISEES OU RADIODIFFUSEES**

*Carnets d'Histoire Parallèle* sur ARTE 9/07/2005 à 8H55, produit par Louissette NEIL, réalisation Didier DELESKIEWICZ, France, 1994/2004, 25mn

*L'insurrection de Varsovie entre au musée, des photos reporters de guerre témoignent*, sur ARTE du 2/08/2004 dans le cadre de « Agenda Europe »

*La nouvelle fabrique* du 12 /11/2004, France CULTURE, documentaire d'Aurélie Luneau et Véronique Lamendour intitulé : *Été 44 : les sacrifiés de Varsovie*. réalisé à Varsovie, invités : S. Likiernik, Y. Bernard, C. Budniska, J. Kwoczowski, W. Bartoczevski.

## **OUVRAGES D'EXPOSITION**

*L'insurrection de Varsovie, 1<sup>er</sup> août-5 octobre 1944*, ouvrage offert lors de l'exposition tenue au Jeu de paume, site Sully à Paris en 2004, publié par la Mairie de Varsovie, 2004.

*Vers la liberté, l'Etat polonais clandestin 1939-1945, l'insurrection de Varsovie août - octobre 1944*, ouvrage offert lors de l'exposition portant le même nom et se déroulant à Strasbourg en février 2005, Editions : Stołeczna Estrada, 2005, en français, 212p

## **RAPPORTS ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONAUX**

Recommandation 2001(15) adoptée par le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe le 31 octobre 2001 relative à l'enseignement de l'histoire en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle.

Projet de résolution et de recommandation 1481 (2006) « *Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* » par la Commission des questions politiques, rapporteur : M. Göran Lindblad, Groupe du Parti populaire européen

## SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

**Page de couverture** : cliché pris par Cécile Quinon en juin 2006 à Varsovie, monument commémoratif situé au bord de la Vistule en souvenir des soldats de la division Kosciuszko qui avaient voulu se joindre aux combattants de l'AK et qui ont péri massivement sur les berges du fleuve.

**Quatrième de couverture** : cliché pris par Cécile Quinon en juin 2006 à Varsovie, statue du Christ portant sa croix, qui se trouve devant l'église Sainte Croix du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans cette église se sont déroulés de durs combats lors de l'Insurrection. Cette statue est souvent utilisée comme illustration du statut de la Pologne lors de la Seconde Guerre mondiale : pays martyr de l'Europe, crucifié par des Alliés peu reconnaissants de leurs sacrifices.

**Page 2** : cliché pris par Cécile Quinon, le 26 novembre 2005 à Varsovie, sur la place de la Vieille Ville, monument représentant une sirène armée, symbole de la ville de Varsovie.

**Page 128** : *photographie en haut à gauche* : prise par Cécile Quinon, en juin 2006, à Varsovie, monument commémoratif de l'insurrection, en premier plan : le symbole de l'ancre de la Pologne Combattante. Ce signe dessiné en mars 1942 est le plus populaire de l'Armée de l'Intérieur et de l'Etat clandestin

*Photographie en bas à droite* : cliché du Musée de l'Insurrection de Varsovie pris en photo par Cécile Quinon en juin 2006,

**Page 138** : cliché pris par Cécile Quinon en janvier 2006 à Varsovie, détail du monument de l'insurrection de Varsovie sous la neige.

# TABLE DES MATIERES

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>p. 2</b>
-----------------------	-------------

## **INTRODUCTION**

<b>I/ <u>L'ère de la mémoire</u> .....</b>	<b>p. 5</b>
--	-------------

<i>A/ A l'Est et à l'Ouest l'engouement pour la mémoire.....</i>	<i>p. 6</i>
--	-------------

<i>B / Les risques de la notion de mémoire.....</i>	<i>p. 8</i>
---	-------------

<b>II/ <u>La mémoire et l'histoire de l'Insurrection de Varsovie.....</u></b>	<b>p. 8</b>
---	-------------

<i>A/ Le contexte : la Pologne, pays occupé depuis 1939 .....</i>	<i>p. 9</i>
---	-------------

<i>B/L'opération Burza et les motivations de l'Insurrection.....</i>	<i>p. 11</i>
--	--------------

<i>C/La bataille de Varsovie, les faits.....</i>	<i>p. 12</i>
--	--------------

<i>D/ Le bilan.....</i>	<i>p. 16</i>
-------------------------	--------------

<i>E/ L'après insurrection.....</i>	<i>p. 17</i>
-------------------------------------	--------------

<b>III/ <u>L'insurrection de Varsovie, un fait historique oublié en France .....</u></b>	<b>p. 18</b>
--	--------------

## **PREMIERE PARTIE :**

### **Le constat d'un manque d'information sur le sujet en France**

<b><u>I/ Tentative de recensement des informations en France sur ce sujet.....</u></b>	<b>p. 21</b>
--	--------------

<i>A/ Les ouvrages parus sur la question.....</i>	<i>p. 22</i>
---	--------------

<i>B/ L'insurrection et les médias français.....</i>	<i>p. 24</i>
--	--------------

1) <u>La télévision : un évènement très peu traité .....</u>	<i>p. 24</i>
--	--------------

2) <u>La radio : le fait de stations à l'audimat assez limité.....</u>	<i>p. 25</i>
--	--------------

3) <u>L'Insurrection de Varsovie au cinéma .....</u>	<i>p. 26</i>
--	--------------

4) <u>Les journaux : un intérêt limité et occasionnel.....</u>	<i>p. 27</i>
--	--------------

<i>C/ Les conférences et expositions.....</i>	<i>p. 30</i>
---	--------------

<b>II / <u>L'Insurrection de Varsovie, un évènement peu enseigné .....</u></b>	<b>p. 33</b>
--	--------------

<i>A/ Le programme officiel d'histoire.....</i>	<i>p. 34</i>
---	--------------

<i>B/ L'enseignement de l'Insurrection de Varsovie au lycée.....</i>	<i>p. 35</i>
--	--------------

1) <u>L'oubli de l'Insurrection de la plupart des manuels .....</u>	<i>p. 35</i>
---	--------------

2) <u>La vision prosoviétique de la « Libération » diffusée par les manuels.....</u>	<i>p. 36</i>
--	--------------

3) <u>La destruction de Varsovie et les pertes varsoviennes, à peine mentionnée.....</u>	<i>p.37</i>
--	-------------

4) <u>Des enseignants mal informés, des élèves peu éclairés sur l'Insurrection de Varsovie.....</u>	<i>p. 38</i>
---	--------------

➤ *Des enseignants qui n'en ont pas entendu parler lors de leur formation*

➤ *En conséquence, des élèves peu éclairés sur l'Insurrection de Varsovie*

➤ *Bilan*

## **DEUXIEME PARTIE :**

### **Tentatives d'explication de l'oubli français de l'Insurrection de Varsovie .....p. 42**

#### **I / La mémoire de l'Insurrection en concurrence avec les mémoires communistes et juives de la Deuxième Guerre mondiale**

##### **A/ La Seconde Guerre mondiale sous l'angle communiste .....p. 43**

- 1) La France de l'après guerre : l'attrance pour le régime soviétique...p.43
  - *L'influence communiste en France*
  - *Pourquoi le choix des intellectuels français pour le camp soviétique ?*
    - 2) Illustration des conséquences de l'attrance des intellectuels pour le régime soviétique .....p. 47
      - *Les crimes de Staline sont tabous*
      - *L'antifascisme comme argument de défense systématique*
      - *Le prestige de Staline en France*
        - 3) Comprendre le refoulement des crimes staliniens par les intellectuels français .....p. 50
          - *Un phénomène de dissonance cognitive*
          - *La foi communiste à l'origine de l'aveuglement*
          - *Des intellectuels français apologistes d'une violence dont ils ne réalisent pas l'ampleur*
            - 4) Le déclin de l'influence communiste .....p.57

##### **B/ La Seconde Guerre mondiale sous l'angle de la Shoah.....p. 58**

- 1) Les étapes de la reconnaissance de la mémoire juive .....p.58
  - *Dans l'après-guerre, mémoire de la résistance occulte la mémoire du génocide*
  - *Les origines du lancement du débat sur l'Holocauste en France*
  - *Le thème de la responsabilité française dans le génocide prend un caractère politique*
    - 2) Les critiques concernant l'avènement de la mémoire juive de la Seconde Guerre mondiale en France.....p.62
      - *La thèse de l'unicité de la Shoah*
      - *Débat sur l'unicité de la Shoah au centre du dialogue des historiens autour de la comparaison nazisme – communisme*
      - *L'explication par Todorov de l'hypermnésie des crimes nazis et de l'amnésie des crimes communistes*
        - 3) Autres facteurs d'explication de la réussite de la mémoire juive .....p. 68
          - *Le phénomène du nazisme est plus connu que le stalinisme*
          - *Une prise en charge efficace de la mémoire juive*
          - *Le nazisme a duré moins longtemps que le communisme*
          - *Staline ne fut pas qu'un dictateur, ce fut un allié crucial lors de la guerre*
          - *La condamnation du stalinisme reste politisée*
            - 4) Conséquences sur l'Insurrection de la ville de Varsovie en 1944.....p.72
              - *La concurrence de la mémoire de l'Insurrection du ghetto de Varsovie*

<b>II / L'oubli de l'Insurrection, une illustration de la détérioration des relations franco-polonaises .....</b>	<b>p.74</b>
<i>A/ Des relations fragilisées dès l'Entre-deux guerres.....</i>	<b>p.74</b>
1) <u>La solidarité française avec la Pologne dans les années post-Première Guerre mondiale.....</u>	p.74
➤ <i>La guerre de 1920 et l'aide française à la Pologne</i>	
➤ <i>Le Pacte de 1921, la relation Paris -Varsovie à son apogée</i>	
➤ <i>Les signes d'un premier déclin des relations Paris-Varsovie</i>	
2) <u>Les relations franco-polonaises se tendent à l'arrivée de Beck aux affaires étrangères .....</u>	p. 76
➤ <i>La personnalité de Beck</i>	
➤ <i>La Pologne fâchée d'être exclue d'être mise de côté des accords entre Grandes puissances</i>	
3) <u>La détérioration graduelle des relations Paris-Varsovie lors des années trente .....</u>	p . 77
➤ <i>Le pacte germano-polonais</i>	
➤ <i>Rejet polonais du Pacte à l'Est</i>	
➤ <i>Le pacte franco-soviétique</i>	
4) <u>Distanciation entre Paris et Varsovie à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.....</u>	p. 80
➤ <i>La question Tchèqueoslovaque : la pierre d'achoppement entre Paris et Varsovie</i>	
➤ <i>Un accord in extremis entre la Pologne et la France en cas d'attaque</i>	
➤ <i>Le refus polonais du passage de l'Armée Rouge sur son territoire</i>	
 <i>B/ La France : une alliée à deux visages lors de la « Drôle de Guerre ».....</i>	<b>p. 83</b>
1) <u>La France abandonne la Pologne en 1939.....</u>	p. 83
➤ <i>Le déclenchement de la guerre et l'immobilisme français</i>	
➤ <i>L'attitude de la presse française révélatrice de la détérioration de l'alliance</i>	
2) <u>L'ingérence française dans les affaires polonaises.....</u>	p. 85
3) <u>La débâcle : la France abandonne une seconde fois son alliée.....</u>	p. 88
➤ <i>L'attitude peu glorieuse de la France envers son alliée de l'Est</i>	
➤ <i>Le problème du trésor polonais</i>	
➤ <i>Le traumatisme de la débâcle comme explication du tabou de la résistance polonaise en France</i>	
 <i>C/ Les alliés, La France et l'Insurrection de Varsovie.....</i>	<b>p.91</b>
1) <u>Le point de vue allié sur l'Insurrection de Varsovie .....</u>	p. 91
2) <u>Paris et l'Insurrection de Varsovie .....</u>	p. 95
➤ <i>La stratégie gaullienne et le détournement de la France vers l'Union Soviétique</i>	
➤ <i>Le traitement par la presse française du Pacte franco-soviétique et de la libération de Varsovie de Janvier 1945</i>	
3) <u>La Conférence de Yalta et l'abandon de l'allié polonais aux mains de Staline.....</u>	p.100
 <i>D/Les relations franco-polonaises mises à mal par la guerre froide.....</i>	<b>p.101</b>
1) <u>Des intérêts communs entre la France et la Pologne communiste au sortir de la guerre.....</u>	p. 101

- 2) Les réticences françaises au Pacte franco-polonais et la rupture des négociations.....p.102
- 3) Grèves de 1947, soupçon d'espionnage, guerre des visas : des relations de plus en plus tendues.....p. 105
- 3) Bilan : une relation franco-polonaise détériorée, une insurrection oubliée.....p.107

**III/ Une Russie actuelle, peu disposée à rafraîchir notre mémoire collective.....p. 109**

**A /Le travail de mémoire en Russie : un devoir de mémoire avorté.....p. 109**

- 1) Premières tentatives de réflexion sur le passé stalinien sous Khrouchtchev.....p. 109
- 2) Après 1964, la réhabilitation de Staline.....p. 110
- 3) L'arrivée de Gorbatchev et la dénonciation de masse du stalinisme.....p. 112
- 4) L'émergence d'une responsabilité collective.....p. 113
- 5) A partir de 1989, le travail de mémoire marque un coup d'arrêt...p. 114

**B/ Aujourd'hui, la « synthèse poutiniennne : une mémoire sélective.....p. 117**

- 1) Le passé stalinien et les autorités étatiques actuelles.....p.117
- 2) La tendance populaire à l'embellissement du passé communiste..p.118
- 3) Un accès aux archives du stalinisme de plus en plus limité.....p.120
- 4) Poutine et l'insurrection de Varsovie.....p.122

➤ *Le refus de pardonner*

➤ *L'exemple allemand de réconciliation avec le passé*

➤ *Parallèle avec Katyn*

**C/ Conséquence : l'insurrection de Varsovie reste taboue comme le débat sur les crimes commis sous les régimes communistes.....p. 125**

- 1) Un débat qui en reste au faits historiques.....p. 125
- 2) Le rejet d'un débat sur les crimes commis par les régimes communistes : l'exemple de la recommandation 1481.....p. 127

➤ *L'initiative du Conseil de l'Europe*

➤ *Pourquoi la résolution et la recommandation ont-elles suscité tant de débats ?*

➤ *Les réactions contre les projets de résolution et de recommandation*

- 4) Deux vérités, deux mémoires du communisme subsistent en Europe.....p. 131

**CONCLUSION.....p. 134**

**ANNEXES.....p. 135**

➤ *Illustrations*

- Le Musée de l'Insurrection à Varsovie.....p. 136
- Documents du Musée de l'Insurrection.....p. 137
- La bataille de Varsovie.....p. 138
- Les destructions.....p.139
- La mémoire de l'Insurrection dans l'actuelle Varsovie.....p. 140

➤ Lettre ouverte à Jacques Maritain et François Mauriac du Capitaine Joseph CZAPSKI, 5 octobre 1944, à Rome. ....	p. 141
➤ Elisabeth Sledziewski <i>Varsovie : l'ombre du 17 janvier 1945</i> in <i>Le Figaro</i> , 17/01/2005.....	p. 145
➤ Projet de résolution et de recommandation du 16 décembre 2005, n° 1481, Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.....	p. 147
➤ Réactions au projet de résolution et de recommandation du Conseil de l'Europe	
- Déclaration du compositeur grec, Mikis Theodorakis.....	p. 150
- « Face à l'offensive maccarthyste en Europe, Communistes, debout ! ».....	p. 152
➤ Tzvetan TODOROV <i>Ni banalisation, ni sacralisation : du bon et du mauvais usage de la mémoire</i> in <i>Le Monde diplomatique</i> du 04/2001.....	p. 157
<b>Remerciements</b> .....	p. 162
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>p. 163</b>
<b>SOURCES PHOTOGRAPHIQUES</b> .....	<b>p. 174</b>

